

Travailleurs de tous les pays, construisons la IVe Internationale !

Le CRI des travailleurs

Journal du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste)

N° 21. Janvier-février 2006. Prix : 1 €. Prix de soutien : 1,50 €.

**Pour tirer les leçons
des défaites-trahisons de 2005,
pour préparer les prochaines luttes et se donner les
chances de vaincre...**

IL FAUT REGROUPER LES TRAVAILLEURS COMBATIFS ET LES MILITANTS LUTTE DE CLASSE

Le Groupe CRI soumet trois propositions pour 2006 :

- 1) Construire une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste ;**
- 2) Regrouper les forces anticapitalistes, dans le but d'un gouvernement des travailleurs ;**
- 3) Construire une tendance intersyndicale de lutte de classe et anti-bureaucratique.**

Le PSoL brésilien :
*entre réforme et
révolution*

(lettre ouverte du Groupe CRI)

**Les trusts du disque
et de
l'informatique...**

*obstacles au progrès de la
culture, de la liberté et de la
technique*

**Les horreurs du
colonialisme
français...**
*et ses suppôts PS et
PCF*

Qui sommes-nous ?

Le Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste), constitué sur la base du « *Projet de programme CRI* » (cf. notre site <http://groupecri.free.fr>), entend être **une organisation de combat pratique et théorique, intervenant dans la lutte des classes** pour aider à la mobilisation et à l'organisation politiques du prolétariat, de la jeunesse révoltée et de tous les opprimés, et pour contribuer à la reconstitution de leur conscience communiste révolutionnaire internationaliste.

Il entend aider à cette lutte de classe dans la mesure de ses moyens, en montrant, à chaque étape, que la satisfaction des revendications ouvrières et populaires, l'aspiration des masses à vivre dans des conditions décentes, leur aspiration à la dignité, au bien-être et au bonheur, se heurtent constamment à la logique même d'un mode de production barbare, **le mode de production capitaliste, qu'il ne s'agit pas de réformer ou d'« humaniser », mais de détruire.** Car celui-ci, avec ses firmes multinationales assoiffées de profit et ses États impérialistes et oppresseurs, réduit des masses toujours plus nombreuses à la guerre, à la misère, au chômage, aux épidémies et à la déchéance, condamne la plupart des hommes et des femmes à l'exploitation, à l'oppression, à l'aliénation, au dénuement et à l'ignorance, et menace l'avenir même de notre planète. Pourtant, grâce aux progrès de la productivité, de la technique, de la science et de la connaissance en général, **un autre monde est plus que jamais possible**, un monde où tous ces maux soient à jamais éradiqués, un monde où les êtres humains ne subissent plus le joug d'un mode de production fondé sur le profit, où ils ne subissent pas davantage la monstrueuse dictature stalinienne des pays soi-disant « socialistes » du XXe siècle, mais où ils deviendront maîtres de leur propre destin, après s'être approprié collectivement les moyens de production et d'échange, qu'ils géreront eux-mêmes dans le cadre de leurs conseils et dans le but de la satisfaction des besoins de tous.

Dans l'objectif de **l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes**, le Groupe CRI cherche, à tout moment, à aider le prolétariat, la jeunesse révoltée et tous les opprimés à définir leurs revendications et leurs aspirations sociales et politiques de la manière la plus claire possible, afin de les aider à ne compter que sur eux-mêmes, donc sur l'unité de leurs rangs et sur leur propre organisation politique indépendante, et non sur les patrons, les gouvernements, les États, les institutions internationales impérialistes (en particulier l'ONU) les démagogues et les bureaucrates de tout poil. Il entend les aider à trouver par leur propre expérience pratique le chemin vers le programme de la révolution communiste.

Un tel combat exige la **construction d'une Internationale communiste révolutionnaire, la IVe Internationale**, assurant théoriquement et pratiquement la continuité du communisme révolutionnaire qui s'est développé au sein de la Ière Internationale, animée notamment par Marx et Engels, au sein de la IIe Internationale avant sa dégénérescence réformiste, ses trahisons contre-révolutionnaires et sa transformation en appareil bourgeois, et au sein de la IIIe Internationale, l'Internationale communiste fondée notamment par Lénine et Trotsky, avant sa dégénérescence stalinienne contre-révolutionnaire.

Le Groupe CRI est né du constat que la IVe Internationale, fondée par Léon Trotsky en 1938, n'avait jamais été construite, bien que, depuis lors, dans des dizaines de pays, des centaines de groupes et d'organisations et des dizaines de milliers de militants s'y soient employés, méritant comme tels tout notre respect, quelles que soient les erreurs, les faiblesses et les fautes plus ou moins graves qu'on peut leur reprocher. Au-delà des circonstances objectives, notamment la toute-puissance despotique des règnes stalinien et social-démocrate sur le mouvement ouvrier pendant des décennies, **toutes les organisations qui se sont réclamées du combat pour la IVe Internationale ont été incapables de la construire.**

Qui plus est, les principales organisations internationales qui se réclament aujourd'hui de la IVe Internationale, dirigées et encadrées par la génération des « soixante-huitards », parfois sous l'autorité étouffante d'un « patriarche » devenu trotskyste dans les années 1930-1940, sont devenues au fil des ans des **organisations de plus en plus centristes** — ni révolutionnaires, ni exactement réformistes, mais toujours davantage opportunistes à l'égard des appareils petits-bourgeois, sociaux-démocrates et/ou staliniens, leurs directions respectives s'étant cristallisées en micro-appareils bureaucratiques, persuadés d'être les seuls détenteurs de la vérité, souvent despotiques en interne et aujourd'hui sclérosés de manière manifestement irréversible. Tel est le cas en particulier, pour nous en tenir aux organisations les plus connues en France, de la **LCR, dont la direction est centriste-droitière**, constamment opportuniste à l'égard du réformisme en général, de l'« altermondialisme » en particulier, voire de l'ONU, sans parler de son appel à voter Chirac en 2002 ; du **CCI « lambertiste »** auquel se réduit pratiquement le **PT, et dont la direction est centriste-trade-unioniste** (parasyndicale), constamment opportuniste à l'égard de la *bureaucratie syndicale* (notamment de FO) et de plus en plus *nationaliste* ; et de **LO, dont la direction est centriste-attentiste**, économiste (sans perspective politique concrète), parfois *gauchiste*, toujours *électorale* et finalement *incapable de rompre avec une sorte de culte paralysant du PCF* considéré comme « le parti de la classe ouvrière ».

C'est pourquoi, sans se tromper d'ennemi (l'ennemi principal est la bourgeoisie, ses États et ses partis de droite comme de gauche, à commencer par les partis soi-disant « socialistes » et « communistes »), le Groupe CRI **considère les différentes directions centristes comme des obstacles à la construction de l'Internationale communiste révolutionnaire**, il lutte contre elles politiquement à l'intérieur même du camp prolétarien, dans le respect des principes intangibles de la libre discussion et de la démocratie ouvrière, et tout en œuvrant de toutes ses forces — contrairement à ces mêmes directions centristes — au combat unitaire des organisations ouvrières dès que c'est possible (front unique ouvrier). Conscient que les centaines de militants communistes révolutionnaires authentiques de ces organisations centristes ne sauraient être identifiés avec les micro-appareils qui les dirigent, et qu'ils seront tout au contraire nombreux à participer tôt ou tard à la recomposition inévitable des forces qui construiront la IVe Internationale, le Groupe CRI entend ainsi aider ces militants, comme les travailleurs en général et en particulier les jeunes, à comprendre la nature des vieux appareils centristes cristallisés, afin de contribuer dans la mesure de ses moyens à la construction du parti communiste révolutionnaire internationaliste dont nous avons tous plus que jamais besoin pour notre lutte de classe.

Le CRI des travailleurs est le journal du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste). N° ISSN : 1763-8305.
Tirage du n° 20 (novembre-décembre 2005) : 200 exemplaires (le prix de vente est le prix coûtant). En outre, près de 900 personnes et organisations (françaises et étrangères) reçoivent ce journal par Internet. — **Pour s'abonner, nous contacter.**
Contacts : 06 64 91 49 63 ou groupecri@free.fr — Site internet : <http://groupecri.free.fr>
Comité de rédaction : Laura Fonteyn, Paul Lanvin, Antoni Mivani, Quôc-Tê Phan, Nina Pradier, Frédéric Traille et Ludovic Wolfgang (responsable légal). Sauf indication contraire (tribunes libres), les articles rédigés et signés par un membre du comité de rédaction sont le produit d'une élaboration collective et expriment la position de l'ensemble du comité de rédaction.

L'HEURE EST AU BILAN, AUX DISCUSSIONS DE FOND ET AU REGROUPEMENT POLITIQUE

2005 : année des occasions trahies

Dans les flux et reflux de la lutte de classe, l'année 2005 restera marquée par la profonde contradiction entre une remontée exceptionnelle des luttes et leur incapacité à vaincre. Après la défaite de mai-juin 2003, due au refus des directions du mouvement ouvrier d'appeler à la grève générale, la lutte de classe avait été globalement frappée de léthargie pendant près d'un an, jusqu'à la puissante mobilisation des électriciens et gaziers contre la privatisation au printemps 2004. Après la défaite de cette mobilisation, due elle aussi au refus des directions du mouvement ouvrier d'appeler à la grève générale à EDF-GDF et d'impulser l'extension de la grève aux autres secteurs, il avait fallu attendre encore plus de neuf mois pour que la matrice de la lutte de classe accouche d'un nouveau cycle ascendant de combats. Celui-ci était particulièrement prometteur : il a de fait concerné de nombreux secteurs et a duré presque toute l'année 2005 ; mais ses phases successives ont été délibérément sabotées l'une après l'autre, aboutissant en octobre-novembre à la liquidation de ce cycle ascendant lui-même, faute d'organisations révolutionnaires capables d'aider les masses à se défaire du carcan imposé par les directions embourgeoisées du mouvement ouvrier.

Après une première « journée d'action » appelée par les syndicats le 20 janvier, soigneusement limitée au secteur public, ce sont les jeunes qui avaient ouvert le bal des combats réels, avec une levée en masse contre la loi Fillon, un début d'auto-organisation et une radicalisation limitée, mais réelle, du mouvement lycéen (grève et « blocage » de nombreux établissements en mars-avril). Cette mobilisation courageuse s'est cependant heurtée non seulement à la répression policière et judiciaire, mais surtout au refus des principales organisations de jeunesse d'appeler à la grève générale et à l'auto-organisation des lycéens, d'une part, à la démission totale des organisations syndicales et politiques malgré l'occasion réelle d'impulser l'extension de la mobilisation aux

personnels de l'Éducation, d'autre part. Malgré sa force et ses potentialités plus grandes encore, le mouvement lycéen, isolé et privé d'une véritable direction politique révolutionnaire, a donc pu être contenu et finalement vaincu.

Cependant, les travailleurs étaient tout autant disposés que les jeunes à en découdre enfin avec le gouvernement Chirac-Raffarin : c'est ce que prouve le succès des « journées d'action » (20 janvier, 5 février, 10 mars, 4 octobre...) appelées par les directions syndicales, même si le but de celles-ci n'était nullement d'engager une lutte générale décisive, mais uniquement de se faire admettre à la table des « négociations » pour assurer l'accompagnement « social » des exigences patronales et des contre-réformes gouvernementales. Mais la combativité prolétarienne s'est plus encore manifestée tout au long de l'année 2005 par la multiplication des grèves locales ou sectorielles, parfois partiellement victorieuses au premier semestre, mais toujours isolées les unes des autres¹.

¹ En hommage aux travailleurs qui les ont courageusement menées malgré l'isolement, la répression et les difficultés de toutes sortes, rappelons ici quelques-unes de ces grèves, déjà mentionnées dans nos précédents numéros : grève victorieuse pour les salaires chez Airbus à Saint-Nazaire, début février ; grève pour les salaires à SKF à Saint-Cyr, dans le Loir-et-Cher, en février ; grève des agents de piste d'Orly suite à l'accident mortel d'une hôtesse de l'air, dont un employé avait été désigné comme bouc émissaire par la direction ; grève largement auto-organisée pendant dix jours, et finalement victorieuse malgré les capitulations de certains syndicats, de plusieurs centaines de jeunes ouvriers chez PSA-Citroën à Aulnay, contre la baisse des salaires (grève sans précédent dans cette usine depuis 1984) ; grève victorieuse des personnels ouvriers, techniques et administratifs de Radio-France ; grève générale des médecins dans les services d'urgence des hôpitaux publics pendant près de deux semaines, avec des résultats à la clé ; grève chez STMicroelectronics contre les licenciements ; grève puissante chez Conforama et surtout chez Carrefour fin mars, d'une ampleur sans précédent dans cette entreprise ; grève aux ciments Lafarge ; grève pour les salaires chez les éboueurs de la société Nicollin, dans les Yvelines ; mouvement social au siège du

Dans le contexte de ce cycle ascendant de la lutte de classe, l'année 2005 a été marquée également par la défaite électorale majeure de Chirac, du gouvernement et des principales forces politiques de la bourgeoisie (UMP-UDF, mais aussi PS-Verts), tous rejetés le 29 mai par le vote Non des prolétaires et de la majorité des classes populaires, qui ont utilisé leur bulletin de vote pour dire leur rejet à la fois de l'Union européenne capitaliste et des politiques menées alternativement par la droite et la gauche au service du grand capital. Mais, là encore, les directions du mouvement ouvrier, à commencer par celles-là même qui avaient fait campagne pour le Non, ont refusé de saisir l'occasion en or qui était offerte par la défaite politique du président et du gouvernement pour transformer l'essai sur le terrain de la lutte de classe directe. Au lieu d'appeler à la mobilisation pour stopper, pour vaincre et pour chasser

PS, contre les bas salaires des employés ; grèves locales, étendues ensuite à l'échelle nationale, dans les magasins Virgin... Et, à l'automne, grève des bagagistes de l'aéroport de Roissy, que leur isolement a empêché de résister à l'ordre préfectoral de réquisition sous prétexte de lutte anti-terroriste ; grève pendant trois semaines des travailleurs de Fralsen Groupe Timex à Besançon contre le plan de suppressions de postes et de licenciements secs (là aussi, des sanctions judiciaires contre plusieurs grévistes ont contribué à la décision de reprendre le travail sans avoir obtenu satisfaction sur l'essentiel) ; grève d'un mois dans la principale raffinerie du pays, à Gonfreville l'Orcher (Seine-Maritime), pour les salaires, la reconnaissance des qualifications et la sécurité au travail, avec la solidarité active de la population, de leurs collègues d'autres raffineries et des travailleurs d'autres entreprises (en paralysant l'activité de l'établissement, les grévistes ont fait perdre plus de 60 millions d'euros à Total, mais leur isolement a fini par les conduire à reprendre le travail après n'avoir obtenu que des avancées individuelles, sans aucun acquis collectif) ; grève de dix-sept jours dans les transports publics de Nancy, les salariés finissant par accepter des propositions du patronat, soit une augmentation de salaires de 1,7 %, alors qu'ils demandaient 8 % ; poursuite de la mobilisation chez Nestlé, avec une dizaine d'heures de grève par semaine en octobre, sans que la direction renonce aux points essentiels de son plan drastique de suppression de postes...

Chirac et l'Assemblée nationale, les dirigeants des syndicats et des forces du « Non de gauche » leur ont demandé d'« entendre » le peuple et les ont bien gentiment laissés reprendre la main en mettant en place un nouveau gouvernement de choc dirigé par Villepin et Sarkozy. C'est ce soutien lamentable qui a permis à ce « nouveau » gouvernement de transformer rapidement sa faiblesse en force, de poursuivre de plus belle ses attaques contre les travailleurs, les chômeurs et les immigrés, et d'infliger une série de défaites majeures aux luttes de l'automne.

Après la nouvelle « journée d'action » du 4 octobre, qui a encore rassemblé plus d'un million de manifestants, la fin du cycle ascendant des luttes prolétariennes de 2005 a été scellée à Marseille, par la défaite spectaculaire des plus puissantes d'entre elles : les deux longues grèves de la SNCM et de la RTM offraient les meilleures chances pour une généralisation de la lutte de classe dans tout le pays ; mais ce furent aussi les dernières de la période, subissant la trahison la plus éhontée des directions du mouvement ouvrier, qui ont refusé toute extension de la grève et capitulé sur la question-clé de la privatisation.

Une toute dernière occasion s'est cependant présentée à ce moment-là, sur un terrain où nul ne l'attendait : si les lycéens avaient ouvert le cycle des luttes de 2005 pour défendre leur droit aux études, les jeunes des banlieues, scolarisés ou non, l'ont clos par une révolte spectaculaire, d'ampleur inégalée, pour exprimer leur haine de la société actuelle qui les prive d'avenir et leur refus de continuer à se laisser exclure et piétiner sans réagir. Or, une fois de plus, les directions du mouvement ouvrier ont refusé d'appeler cette jeunesse révoltée, mais sans programme, à combattre pour stopper et vaincre le gouvernement, elles ont refusé d'appeler à l'unité des travailleurs et des jeunes en leur proposant un programme d'action anti-capitaliste immédiat. Elles ont préféré geindre sur le sort désastreux imposé aux habitants des banlieues comme s'il s'agissait d'une fatalité ou d'un manque de volonté politique des gouvernants, et non d'un produit inévitable du capitalisme et de la politique des gouvernements successifs de droite et de gauche à son service. Prouvant une fois de plus leur sens aigu des « responsabilités » quand il s'agit de voler au secours de « l'ordre » existant, les dirigeants de la plupart des syndicats et forces

politiques qui se réclament officiellement des travailleurs, pris de panique, n'ont pas hésité à se rallier aux appels au « calme » lancés par les sommets de l'État, tout en saupoudrant de leurs larmes de crocodiles (aux dents longues) leur soutien aux armes policières, judiciaires et médiatiques utilisées par le gouvernement pour mater la révolte.

Que faire de 2006 ?

Et maintenant ? L'année 2006 semble s'annoncer bien terne. La situation sociale est plus morose que jamais : un regain des luttes est fort peu vraisemblable dans l'immédiat, étant donné la gravité des défaites subies à l'automne ; le président de la République, usé jusqu'à la corde, n'a plus le moindre crédit dans l'opinion publique, mais la quasi-totalité des forces politiques de dimension nationale, de l'extrême droite à une bonne partie de l'extrême gauche, ne raisonne plus que dans la perspective trompeuse des élections de 2007 — beaucoup semblant considérer de ce point de vue que 2006 ferait mieux de ne même pas exister !

Pendant ce temps-là, Villepin, Sarkoy et les autres membres du gouvernement, tout en axant leurs interventions et leurs mesures dans la perspective de 2007 et donc en partie les uns contre les autres, ont bien l'intention de mettre à profit cette année pour faire passer une nouvelle série de contre-réformes (voir ci-dessous l'article de Frédéric Traille). En tant que serviteurs de la bourgeoisie, ils auraient d'ailleurs tort de se priver de la force politique qu'ils ont acquise en 2005, malgré leur défaite cuisante du 29 mai, en infligeant des défaites majeures aux travailleurs et aux jeunes et en désamorçant ainsi, pour un temps, leur combativité.

Dans cette situation, les principales directions syndicales continuent comme si de rien n'était à collaborer de plus belle avec le gouvernement, que ce soit de manière franche et ouverte (CFDT, CFTC, CGC) ou plus hypocrite (CGT, FO, FSU), comme vient de le montrer encore l'attitude des uns et des autres concernant la « réforme » de l'assurance-chômage. Car la collaboration de classe est la raison d'être des réformistes de tout poil : ayant renoncé à toute perspective révolutionnaire, leur horizon s'arrête là où commence la table des prétendues « négociations ». Or, dans la période historique actuelle, marquée

par l'offensive internationale du capital contre les acquis dans tous les azimuts, les « négociations » syndicales se réduisent en fait à co-élaborer des mesures de régression sociale avec le patronat et le gouvernement, à partir de « diagnostics partagés » : la co-élaboration des contre-réformes est le stade suprême de la collaboration. Dans les périodes historiques où le rapport de force entre les classes sociales est globalement défavorable au prolétariat, le contre-réformisme est la suite logique du réformisme. Cela vaut aussi bien pour les directions syndicales que pour le PCF (cf. l'article ci-dessous de Gaston Lefranc, consacré à la préparation du congrès de ce parti en mars).

Quant aux principales forces politiques de l'extrême gauche, elles ne proposent pas de véritables perspectives aux travailleurs. Nous reviendrons dans notre prochain numéro sur les résultats de leur congrès respectif : celui de LO a eu lieu en novembre, ceux de la LCR et du PT sont prévus pour fin janvier ; mais les traits saillants de leur orientation resteront manifestement inchangés en 2006.

La LCR commence l'année en appelant aux « luttes », mais néglige l'analyse des flux et reflux de la lutte de classe, ce qui l'obligerait à tirer un bilan de 2005 et donc à aller beaucoup plus loin qu'elle ne le fait dans la critique des appareils syndicaux et politiques du mouvement ouvrier... et donc dans sa propre autocritique, puisqu'elle n'a cessé de les couvrir sur la gauche pendant toute l'année dernière (nous l'avons régulièrement montré dans ce journal). Finalement, la seule perspective proprement politique proposée par la LCR est là encore celle... des élections de 2007 ! Il est symptomatique que le débat qui domine la préparation de son congrès ait pour thème la question de savoir s'il faut présenter des candidatures communes avec le PCF ou présenter la Ligue seule en 2007 ; le ralliement évident du PCF au PS rend d'ailleurs invraisemblable la première option, comme l'a bien compris la majorité (plate-forme I) qui l'a progressivement abandonnée au profit de la seconde, quoique manifestement à contrecœur.

Du côté du Parti des travailleurs, il n'y a certes pas d'électorisme, mais il n'y a pas pour autant la moindre perspective politique utile pour la lutte de classe : en limitant son « programme » à la rupture avec

l'Union européenne et en défendant ouvertement la République bourgeoise sans mettre en cause ni le capitalisme, ni l'État qui le sert, le PT gomme les frontières de classe, obscurcit la conscience de ses propres sympathisants et militants et les mène droit dans le mur du réformisme le plus plat, comme le prouve au demeurant sa pratique quotidienne à l'intérieur des syndicats, à commencer par FO.

Quant à Lutte ouvrière, sous un discours formellement plus correct en termes de classe, il n'y a rien non plus à en attendre en ce qui concerne les perspectives. Parmi les prétendants de gauche, Arlette Laguiller a été la première à annoncer sa candidature à l'élection présidentielle. LO a ainsi confirmé l'inscription constante de sa politique dans le cadre du calendrier électoral : quel sens cela a-t-il d'annoncer si tôt à l'avance une telle candidature, sinon de cautionner l'idée qu'il n'y a pas à grand-chose à attendre et à faire avant 2007 ? D'autre part, cette annonce a également confirmé le refus sectaire de LO de rouvrir des discussions avec les autres forces politiques de l'extrême gauche, à commencer par la LCR (ce qui supposerait certes qu'elle cesse de ne lorgner que vers le PC), voire le PT (ce qui impliquerait qu'il cesse d'être si sectaire et républicain-chauvin).

L'orientation des directions respectives des trois principales organisations politiques d'extrême gauche n'offre donc guère de perspective pour 2006. Il est donc plus que jamais nécessaire de continuer à discuter avec les militants de ces organisations : poussés par les besoins objectifs de la lutte de classe elle-même, à commencer par la nécessité de tirer un bilan des récentes défaites-trahisons et de préparer les prochaines luttes, beaucoup de ces militants finiront par aller au combat contre leurs propres dirigeants. Cela constituera à la fois un signe et un accélérateur d'une transformation radicale de la situation du mouvement ouvrier, aujourd'hui en crise faute d'une perspective anti-capitaliste conséquente, donc révolutionnaire. C'est d'ores et déjà dans cette optique que le Groupe CRI entend contribuer activement à la discussion et faire des propositions concrètes.

Que faire en 2006 ?

Car il y a bien des choses à faire en 2006. L'analyse indispensable de la situation objective et l'inscription

nécessaire dans le rythme réel de la lutte de classe conduisent à refuser l'activisme béat de ceux qui se contentent d'appeler à « la lutte » en général, quelles que soient les circonstances. Pour autant, le choix n'est nullement binaire, entre l'agitation stérile d'un côté, et la passivité larmoyante de l'autre. Non seulement parce que, comme l'Histoire en général, cette année nous réservera évidemment son lot d'événements imprévisibles, de luttes inattendues, de rebondissements toujours possibles. Mais, plus fondamentalement, les marxistes révolutionnaires se doivent d'être à la fois à l'avant-garde des luttes quand il y en a, et à l'avant-garde de la réflexion politique plus approfondie quand l'accalmie le permet.

Cette réflexion politique doit se ressourcer théoriquement par la poursuite de la formation marxiste des militants, impliquant la lecture d'ouvrages classiques et d'études d'économie, de sociologie, d'histoire... À l'encontre de la division entre travail intellectuel et manuel que sous-tend la division de la société en classes, une telle démarche est indispensable pour tout militant communiste révolutionnaire, quel que soit son actuel niveau de culture marxiste, s'il ne veut pas abandonner la formation de ses idées à son propre passé qui s'éloigne et/ou à quelques individus dont l'instruction générale et souvent l'origine sociale leur ont permis d'acquérir une culture marxiste plus vaste.

Mais la réflexion politique nourrie des idées et analyses marxistes n'est pas une fin en soi ; elle doit s'axer sur l'élaboration programmatique pour intervenir dans la lutte de classe internationalement comprise : le programme communiste révolutionnaire ne vit que d'être constamment vérifié par l'analyse des situations concrètes, et doit être enrichi, voire transformé, pour répondre le mieux possible aux problèmes posés par le cours réel des combats prolétariens et populaires et par l'état corrélatif de la conscience de classe.

Enfin, le temps politique dégagé par le reflux des luttes doit être mis à profit pour ce travail militant *décisif* qui consiste à consolider les liens avec les travailleurs et les jeunes rencontrés dans les luttes de 2005, à leur proposer systématiquement, à partir d'une discussion sur les défaites-trahisons de ces luttes, une formation marxiste et l'intégration rapide dans les rangs

organisés du bolchevisme. En particulier, la meilleure réponse à opposer aux discours hypocrites et aux initiatives « citoyennes » visant à « intégrer » les jeunes des banlieues dans la République bourgeoise et à leur faire ingurgiter l'idéologie patriotique et européiste, c'est de combattre pour la *pleine intégration de ces jeunes dans le mouvement ouvrier* et pour leur appropriation d'un marxisme révolutionnaire vivant.

Les vœux que le Groupe CRI adresse à ses sympathisants et à ses chers lecteurs pour cette année sont donc des vœux d'épanouissement militant, qui intègrent les trois propositions concrètes suivantes :

Proposition n° 1 :

Approfondir les discussions de fond pour construire l'instrument politique

Il s'agit d'abord d'ouvrir ou de poursuivre la discussion sur le programme du communisme révolutionnaire lui-même, impliquant l'objectif central d'un parti politique marxiste. Dans cette perspective, nous publions ci-dessous quatre contributions au débat sur ce point :

1) la contribution de Gaston Lefranc, sympathisant du Groupe CRI, sur les motions proposées au vote des militants du PCF par la direction et par les différentes tendances oppositionnelles ;

2) la contribution proposée par Ludovic Wolfgang dans le cadre de la préparation d'une réunion dont le thème était la perspective communiste et l'auto-organisation des travailleurs ;

3) la déclaration commune du Groupe CRI et du **CC-POR** (Comité constructeur pour le Parti Ouvrier Révolutionnaire) d'Argentine, qui fait le point sur nos accords programmatiques, sur les sujets qui restent à débattre et sur la méthode que nous proposons pour avancer ;

4) la lettre ouverte d'Antoni Mivani, pour le Groupe CRI, sur le projet de programme du PSOL (Parti pour le socialisme et la liberté) brésilien, qui soulève une nouvelle fois le problème de l'alternative entre réforme et révolution, dans un pays gouverné depuis trois ans par un « front populaire » autour du PT de Lula, en association étroite avec l'impérialisme et le capital financier.

À partir de ces trois textes, nous invitons les lecteurs et les autres organisations qui se réclament du communisme à participer aux discussions de fond et à nous faire

parvenir leurs remarques, critiques et contributions.

Proposition n° 2 :

Œuvrer à un regroupement politique des forces anticapitalistes

Mais les besoins de la lutte politique immédiate impliquent également des propositions tactiques pour préparer les prochaines luttes et y contribuer. De ce point de vue, il est hors de question de sombrer dans l'électorisme et d'attendre 2007 : les révolutionnaires n'ont pas à faire de leur éventuel recours à l'action électorale le nerf de leur politique, et surtout pas de manière prématurée ; car, dans tous les cas, c'est le rythme de la lutte de classe qui détermine leur orientation et leur activité concrète, les élections n'étant à cet égard qu'un moment subordonné. Les besoins de l'armement politique et de la lutte de classe du prolétariat contre le patronat et le gouvernement sont immédiats : c'est dès ce début d'année 2006 qu'est posée la question d'une tactique politique correcte pour intervenir au quotidien dans nos lieux de travail et dans les quartiers.

Pour notre part, nous proposons une *alliance des organisations qui, quelles que soient leurs traditions ou options idéologiques, se réclament de l'anti-capitalisme*, sur la base d'un programme de mobilisation des masses contre le patronat et le gouvernement, pour imposer leurs revendications élémentaires. Nous nous prononçons pour l'ouverture de discussions entre toutes les organisations qui se prononcent non seulement pour la rupture avec le « libéralisme », mais avec le capitalisme lui-même, et par conséquent pour la rupture avec l'« alternance » préconisée par le PS et la direction du PCF. Selon nous, une telle alliance anti-capitaliste devrait se faire non sur la base d'un programme réformiste (comme par exemple l'accord électoral de LO et de la LCR en 2004), mais d'un programme anti-capitaliste conséquent, axé sur le *gouvernement des travailleurs, par les travailleurs et pour les travailleurs*.

Il s'agit donc de militer au quotidien avec les travailleurs et les militants anti-capitalistes pour faire avancer cette proposition. Car les dirigeants des tendances officiellement anti-capitalistes de la gauche du PCF et des principales organisations d'extrême gauche refusent toutes de s'engager la voie d'une telle alliance anticapitaliste et même d'en discuter.

Il s'agit manifestement pour eux de préserver leurs intérêts de micro-appareils encrassés par plusieurs décennies de routine et de certitudes toutes faites. Ils refusent même d'intervenir en commun à l'intérieur des syndicats, pour y combattre la collaboration de classe qu'ils condamnent pourtant tous en paroles. C'est pourtant là le minimum que les travailleurs sont en droit d'attendre de forces qui se réclament de l'anti-capitalisme ; et un tel combat à l'intérieur des syndicats serait un pas décisif pour aller vers la réalisation de l'alliance anti-capitaliste plus générale que nous proposons.

Proposition n° 3 :

Construire la tendance intersyndicale de lutte de classe antibureaucratique

C'est pourquoi, comme nous l'annoncions dans le précédent numéro, le Groupe CRI a pris l'initiative, avec des militants d'autres organisations, de lancer un *Appel pour une tendance intersyndicale de lutte de classe et anti-bureaucratique*. Le succès de cette initiative est sans doute la tâche pratique prioritaire de la période qui s'ouvre : l'année 2005 a prouvé une fois de plus à quel point la dispersion des militants et des groupes partisans de la lutte de classe la plus résolue les condamne à une impuissance tragique face aux bureaucrates ; il est donc indispensable que 2006 soit l'année du rassemblement de ces militants, pour qu'ils mènent enfin *ensemble* leurs combats contre les bureaucrates de tout poil à l'intérieur des syndicats, contre la collaboration de classe sous toutes ses formes, pour intervenir de manière à la fois correcte et efficace dans la lutte de classe, pour aider à la réappropriation des syndicats par les travailleurs.

Dans ce but, une réunion convoquée sur la base d'une première proposition d'Appel a eu lieu le 10 décembre, avec des militants syndicaux à titre individuel, des représentants de la tendance intersyndicale Émancipation (qui regroupe des syndicalistes révolutionnaires de l'Éducation), de la Fraction de Lutte ouvrière, de la Nouvelle Gauche communiste (courant du PCF), du Groupe Bolchevik et du bulletin « L'Abeille rouge », ainsi que des militants de la tendance Démocratie révolutionnaire de la LCR à titre personnel. Si la réponse définitive de plusieurs de ces groupes est encore attendue à l'heure

où ces lignes sont écrites (nous y reviendrons dans le prochain numéro), la discussion a permis d'élaborer un appel largement enrichi et amendé, qui a ensuite fait l'objet de nouvelles remarques et de nouveaux amendements ou compléments de la part de militants et groupes présents le 10 décembre ou non.

Cette proposition de tendance intersyndicale de lutte de classe antibureaucratique correspond indéniablement à un besoin profondément ressenti par des milliers de militants syndicaux combattifs. Le lecteur trouvera dans les deux pages suivantes la version définitive de l'Appel en question : nous l'invitons à le signer et à le faire signer massivement et à s'engager de toutes ses forces pour assurer le succès de cette initiative !

Nina Pradier

**APPEL POUR LA CONSTITUTION D'UNE TENDANCE INTERSYNDICALE
LUTTE DE CLASSE ET ANTIBUREAUCRATIQUE**

- Aux militants syndicaux, syndicats et tendances syndicales qui se prononcent**
- Pour la lutte de classe, contre la collaboration de classe sous toutes ses formes**
 - Pour la coordination des luttes, pour la grève générale**
 - Pour vaincre le gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy sans attendre 2007
et contre tout autre gouvernement au service du capital**

Quel que soit le syndicat de travailleurs dans lequel nous militons et quels que soient par ailleurs nos engagements ou sensibilités politiques, nous avons en commun de nous reconnaître dans les trois points énoncés ci-dessus.

Nous constatons que les luttes des travailleurs vont de défaite en défaite, sans pouvoir empêcher la destruction des acquis sociaux, les privatisations, les plans de licenciements, les rafles de « sans-papiers », la répression des syndicalistes, des lycéens et des jeunes, etc.

Ces défaites, qui conduisent au découragement, ne sont pas dues au manque de volonté des travailleurs et des opprimés, ni à la seule force d'un gouvernement minoritaire et désavoué, mais avant tout aux trahisons et à la collaboration de classe des principales directions du mouvement ouvrier :

- Les travailleurs ont participé massivement aux journées de grève et de manifestations des 20 janvier, 5 février, 10 mars et 4 octobre, pourtant sans revendications réelles, sans perspective et sans lendemain ; la grande majorité de la population les a soutenus ; mais les dirigeants du mouvement ouvrier ont à chaque fois refusé de combattre pour la grève générale, préférant aller « négocier » avec le gouvernement !
- Les lycéens se sont mobilisés en masse au printemps contre la loi Fillon ; mais les directions des principaux syndicats lycéens et enseignants ont voulu « négocier » avec Fillon sous prétexte de « diagnostics partagés », et ils ont, dès lors, refusé d'appeler à la grève générale de l'Éducation !
- Avant, pendant et après la grève du 4 octobre, les travailleurs de la SNCF ont mené une grève puissante et déterminée pendant 26 jours, avec le soutien des travailleurs portuaires de Marseille et de Corse et la sympathie d'une grande partie de la population ; mais les directions ont refusé d'en faire le point de départ d'une grève générale, elles ont accepté la privatisation de la compagnie nationale en prétendant qu'il n'y avait pas d'autre solution, et Thibault est même allé « négocier » personnellement avec Villepin alors que celui-ci venait d'envoyer l'armée et la police contre les grévistes !
- Les tramistes de Nancy ont fait grève pendant 17 jours, ceux de Marseille pendant 40 jours, les travailleurs de la raffinerie Total de Gonfreville-l'Orcher pendant un mois, etc.,... mais tous sont restés isolés et ont finalement perdu sur l'essentiel, car les directions ont là encore refusé d'appeler à la généralisation de la lutte...

Contre cette collaboration de classe des principales directions du mouvement ouvrier, nous disons :

- **Assez de prétendues « négociations » avec ce gouvernement !**
- **Assez de « consultations » préparatoires aux contre-réformes, assez de « diagnostics partagés », assez du prétendu « dialogue social » ! Non à la cogestion !**
- **Assez de « journées d'action » sans lendemain et sans perspective !**
- **L'objectif de faire reculer le patronat et de vaincre le gouvernement passe par la grève générale interprofessionnelle : il faut la préparer !**

Nous constatons qu'il n'y a, à ce jour, aucune coordination et même aucune discussion entre les militants syndicaux lutte de classe et que cela limite considérablement l'efficacité de nos efforts respectifs pour combattre le patronat, le gouvernement et la collaboration de classe. Il ne s'agit pas de nier nos divergences, mais nous sommes convaincus que, dans l'intérêt supérieur des travailleurs, ces différences ne sauraient justifier plus longtemps que l'on s'abstienne d'agir ensemble dans ce sens. C'est pourquoi nous considérons qu'il est de notre devoir de nous réunir *immédiatement*, sans autres préalables que les trois points énoncés ci-dessus, dans le but d'agir ensemble à l'intérieur de nos syndicats et organes unitaires de lutte à tous les niveaux, ainsi que dans nos lieux de travail.

Pour notre part, nous proposons la constitution d'une tendance intersyndicale et interprofessionnelle lutte de classe et antibureaucratique, qui ne soit en aucun cas l'émanation d'une organisation syndicale ou

politique particulière, mais qui fonctionne comme un cadre commun de débat et de combat, comme un instrument de coordination et d'action capable de rassembler tous les militants et responsables syndicaux décidés à contribuer à la lutte de classe la plus résolue.

Le programme de cette tendance intersyndicale doit être de combattre le patronat et tous les gouvernements au service du capital, en aidant à l'unification des luttes, avec comme principales orientations :

- ***Non aux privatisations ! Renationalisation sans indemnités ni rachat des entreprises privatisées sous le contrôle des travailleurs et des usagers !***
- ***Défense des acquis sociaux, des services publics, de la Sécurité sociale, de l'école publique, des diplômes nationaux !***
- ***Faire échec aux plans de licenciements par les méthodes de la lutte de classe : grèves, manifestations, solidarité matérielle avec les grévistes, occupation des entreprises, contrôle des comptes de l'entreprise par les salariés !***
- ***Augmentation de tous les bas et moyens salaires : 300 euros pour tous ! Le SMIC à 1500 euros nets ! Indexation des salaires sur le coût de la vie ! Contre l'annualisation, retour au décompte hebdomadaire des heures de travail ! Augmentation des minima sociaux !***
- ***Diminution générale du temps de travail sans baisse des salaires et sans flexibilité, pour permettre l'embauche des chômeurs, la disparition de la précarité et du temps partiel imposé !***
- ***Soutien et participation aux luttes des précaires, des non titulaires, des chômeurs, avec l'objectif d'unifier toute la classe ouvrière par la lutte de classe !***
- ***Défense des libertés démocratiques ! Halte à la répression des immigrés, des jeunes et des syndicalistes ! Halte au développement de l'arsenal sécuritaire et policier !***
- ***Des papiers pour tous les travailleurs immigrés et leurs familles ! Liberté de circulation et d'établissement pour tous les travailleurs ! Mêmes droits pour tous les travailleurs salariés !***
- ***Solidarité avec les travailleurs et les organisations ouvrières des pays exploités et opprimés par l'impérialisme et le colonialisme sous toutes ses formes, tout particulièrement par l'impérialisme et le colonialisme français !***
- ***Rupture avec l'Union européenne capitaliste et l'OTAN impérialiste !***
- ***Pour l'abolition du capitalisme par la collectivisation démocratique des moyens de production et d'échange !***

Cette tendance intersyndicale fait le choix des méthodes efficaces de la démocratie ouvrière :

- ***Pour l'auto-organisation des travailleurs en lutte, syndiqués et non syndiqués : souveraineté des Assemblées générales, coordination locale, régionale et nationale des A.G. par l'élection de délégués élus, mandatés et révocables ;***
- ***Pour la réappropriation des syndicats par les travailleurs : campagnes de syndicalisation massive, réunion régulière des adhérents, élection des responsables syndicaux à tous les niveaux, rotation des mandats autant que possible, révocation des responsables qui trahissent les mandats, contrôle des comptes des syndicats et des décharges horaires par les syndiqués ;***
- ***Pour la rupture avec la « Confédération européenne des syndicats » (C.E.S.) ;***
- ***Pour l'unification des syndicats de travailleurs en une confédération unique et démocratique, intégrant le droit de tendance.***

Nous demandons aux militants d'accord avec cette proposition de la faire suivre et d'adresser leurs contributions écrites à la discussion : ludovic1917@yahoo.fr

Une réunion de syndicalistes en accord avec cette orientation aura lieu :

SAMEDI 04 FÉVRIER, À PARIS [horaire et salle à préciser]

SYNDICALISME ÉTUDIANT

DOCUMENT

CAMPAGNE POUR LA FUSION DES SYNDICATS ÉTUDIANTS DE LUTTE

La Fédération syndicale étudiante (FSE), dont sont membres les militants étudiants du Groupe CRI, a lancé un important appel à fusion des syndicats étudiants de lutte, que nous avons publié dans notre précédent numéro. Une première réunion nationale a donc eu lieu le 10 décembre, avec la participation de la FSE et de plusieurs de ses sections, du secrétariat national de la fédération SUD-étudiants et de représentants de la tendance « Tous ensemble » de l'UNEF (TTE, animée par les militants JCR et LCR). Si les représentants nationaux de SUD et de la TTE n'ont pas voulu, à ce stade, s'associer à la campagne pour la fusion, ils sont désormais mis publiquement devant leurs responsabilités et le contact noué permet de poursuivre la discussion de fond. C'est ainsi qu'un nombre croissant de sections locales des différentes structures participent dorénavant au débat. Nous publions

ci-dessous le communiqué issu de la réunion du 10 décembre.

P. L.

Appel commun issu de la réunion du 10 décembre 2005 à Paris

« Considérant que nos syndicats, malgré leurs efforts en ce sens n'ont pas réussi à organiser réellement la riposte contre le gouvernement et ses réformes, que cela est dû en particulier à la faiblesse de nos organisations ;

Considérant que la faiblesse de nos organisations et leur stagnation relative en termes d'effectifs sont dues en bonne partie à la division syndicale;

Considérant que nos principes de lutte se rejoignent : auto-organisation des mouvements, démocratie interne, refus de la co-gestion, indépendance syndicale,

Considérant que nos mots d'ordre eux-mêmes sont semblables pour les plus essentiels d'entre eux : abrogation du LMD, défense des diplômés

nationaux, justice sociale, augmentation des bourses en montant et en valeur, gratuité de l'université, non à la capitalisation de l'université ...

Nous, sections syndicales de Sud Bordeaux, de la FSE Bordeaux, de la FSE Paris 1, de la FSE Dijon, de la FSE Pau, de la FSE Toulouse, réunies le 10 Décembre 2005 appelons à des réunions locales les syndicalistes de lutte, en particulier les militants de la tendance TTE de l'UNEF, de Sud, de la CNT,-FAU, du CVSE, de la FSE, pour qu'elles préparent une prochaine réunion nationale les 11 et 12 mars 2006 avec à l'ordre du jour le fonctionnement interne du syndicat de lutte, et nos relations avec les syndicats de salariés.

Nous déclarons comme étant notre but commun à court terme l'unité organisationnelle du syndicalisme de lutte étudiant ! »

LUTTE DES CLASSES

LES NOUVELLES ATTAQUES DU GOUVERNEMENT VILLEPIN-SARKOZY

Alors qu'il a été un temps surpris, voire dépassé, par l'ampleur du mouvement de révolte qui a enflammé les banlieues, le gouvernement illégitime Chirac-Villepin-Sarkozy a rapidement su reprendre la main. Tout d'abord en se faisant le champion de la fermeté, appuyé en cela par la gauche (PS, PCF, directions syndicales...) qui a réclaté elle aussi le retour de l'ordre. Puis en découvrant une fois de plus la « fracture sociale », pour mieux y apporter ses réponses en faveur du patronat, avec toujours plus de mauvais coups contre les travailleurs.

Attaques contre les immigrés

Les mesures immédiates pour le retour de l'ordre ont été notamment l'état d'urgence et la justice d'abattage contre les jeunes des banlieues, qu'ils aient d'ailleurs participé ou non aux actions de révolte (3200 arrestations en « flagrant délit », plus de 1500 après, jugements en comparution immédiate avec des droits de la défense réduits à la portion congrue). Mais le gouvernement a pris prétexte des violences pour renforcer son

arsenal répressif. La manœuvre politique démagogique de stigmatisation d'une partie de la population comme responsable de tous les troubles, rassemblée sous le terme « d'immigrés » (c'est-à-dire les Noirs et les Arabes, y compris ceux qui sont nés et ont toujours vécu en France) a rempli au moins une de ses fonctions en apportant une certaine popularité au ministre de l'Intérieur Sarkozy, selon les sondages. Ce calcul électoraliste a des conséquences graves pour les couches de la population visées.

Diverses mesures et annonces se sont télescopées, dans une stratégie visant ostensiblement à faire l'amalgame entre auteurs de troubles et immigrés, entre auteurs de troubles et terroristes. Un projet de loi sur l'immigration a été annoncé par Sarkozy pour le premier semestre 2006, avec l'objectif de « maîtriser l'immigration subie pour développer l'immigration choisie ». Il s'agira de renforcer le contrôle contre les « mariages blancs » (en particulier ceux conclus à l'étranger), de supprimer l'acquisition automatique d'un titre de séjour après le mariage, de restreindre le droit d'asile (avec des

délais de demande et de recours réduits), de rendre plus sévère la sélection des étrangers venant étudier en France et de durcir les règles ouvrant droit au regroupement familial (présence préalable de deux ans sur le territoire français au lieu d'une année, durcissement des conditions de logement et de ressources, contrôle de la maîtrise de la langue française).

D'autre part, les objectifs d'expulsions d'étrangers en situation irrégulière continuent d'augmenter : après 20 000 en 2005, il en faudra 25 000 en 2006. Cela signifie la multiplication des contrôles au faciès pour parvenir à ces résultats. Parallèlement, Sarkozy a aussi réclaté l'expulsion des étrangers qui ont participé à la révolte des banlieues, même s'ils sont en situation régulière.

Enfin, le 30 novembre, les députés ont voté, après un débat consensuel selon les médias, la loi « antiterroriste », qui prévoit notamment un contrôle renforcé des déplacements et des télécommunications, des peines alourdies et un recours accru à la vidéosurveillance, sans autorisation

judiciaire préalable, dans les lieux qualifiés de « sensibles ».

Attaques contre l'assurance-chômage et la Sécurité sociale

Dans ses discours sur les causes de la révolte, le gouvernement, Chirac en tête, a voulu montrer qu'il en comprenait bien le contenu social. Les grands fossoyeurs des droits des travailleurs depuis des années allaient enfin prendre en compte le sort des plus démunis et y apporter des solutions audacieuses... Il est certes audacieux de faire passer de nouveaux cadeaux au patronat pour des mesures sociales ; ce n'est pas pour autant téméraire : ces mesures passent d'autant plus aisément que les directions traîtres du mouvement ouvrier officiel, politique et syndical, ne cessent de montrer qu'elles savent jouer leur rôle de contention pour détourner la colère des travailleurs en la conduisant vers des impasses.

Le gouvernement a habilement choisi de reprendre à son compte les demandes formulées par les syndicats (aussi bien la CGT que la CFDT) et le PCF concernant l'instauration d'une « sécurité sociale professionnelle », liée au salarié et non plus à l'emploi. C'est ainsi que le ministre Borloo a annoncé le 13 décembre la mise en place du Contrat de Transition Professionnel (CTP), qui n'est pas encore voté mais déjà expérimenté dans cinq régions. Il s'agit d'un contrat destiné aux travailleurs licenciés d'entreprises de moins de 300 salariés, pour une durée de 8 à 12 mois. Un tel travailleur ne serait plus un chômeur bénéficiant du droit collectif à un indemnité chômage, mais un individu sous contrat, bénéficiant officiellement du droit d'être formé, obligé en fait d'accepter les missions proposées dans son « bassin d'emploi » local par les entreprises publiques et privées regroupées au sein d'un Groupement d'Intérêt Public. Quand on sait de plus que le salaire touché en échange de ce travail à la tâche sera toujours inférieur au salaire d'origine et ne sera pas versé par l'entreprise exploitant la force de travail du contractuel, mais pris directement dans les caisses des ASSEDIC, on comprend pourquoi le patronat applaudit des deux mains cette nouvelle mesure « sociale ».

Quant aux autres chômeurs, indemnisés par l'UNEDIC, ils devront subir une nouvelle fois la réduction de leurs droits. Prenant appui sur le déficit de 14 milliards d'euros de

l'assurance-chômage, le patronat a imposé une nouvelle régression, signée par la CFDT, la CFTC et la CFE-CGC : le durcissement des conditions d'accès à la filière B (qui concerne la majorité des chômeurs indemnisés) devrait réduire la durée d'indemnisation réduite de 11 mois pour près de 100 000 chômeurs ; et la suppression de la filière D va réduire de 6 mois l'indemnisation de 50 000 chômeurs. La « contrepartie » est bien mince, puisqu'elle consiste dans la création d'une filière A+ permettant l'indemnisation de 18 000 chômeurs pour 6 mois supplémentaires. Quant à l'argument des syndicats signataires, selon lequel la hausse de cotisations patronales et salariales à un même taux de 0,04 % marque un accord équilibré, c'est une farce ! La CGT et FO n'ont certes pas signé quant à elles, mais elles n'ont pas non plus pris la moindre initiative sérieuse pour faire échec à cet accord scélérat.

D'autre part, Chirac a décidé de couper l'herbe sous le pied des réformistes adeptes de la redistribution en se prononçant pour le financement de la protection sociale par un impôt sur les profits des entreprises et non plus sur des cotisations basées sur les salaires. L'argument selon lequel les cotisations sociales patronales seraient trop élevées et pèseraient sur l'emploi n'est pas neuf ; il a servi de prétexte à la multiplication des exonérations par les gouvernements successifs (elles atteignent plus de 20 milliards d'euros aujourd'hui), sans pour autant diminuer le chômage, bien au contraire. La volonté de transférer la gestion des cotisations sociales (salaire collectivisé des travailleurs) de la Sécurité sociale au budget de l'État (via un mode de prélèvement de type fiscal) n'est pas neuve non plus. L'instauration de la CSG par Rocard en 1991, la mise en place des lois de financement annuelles de la Sécurité sociale suite au plan Juppé de 1995, ont été les premières mesures en ce sens. La conséquence pour les travailleurs est connue : alors que la Sécurité sociale est une conquête des travailleurs, la poursuite de sa fiscalisation va aggraver encore le poids de l'État dans sa gestion, les prestations sociales seront toujours moins liées aux droits collectifs des travailleurs, en particulier à leurs salaires, mais subordonnées aux profits des entreprises (sur lesquels les salariés n'ont évidemment aucun contrôle) et aux carcans comptables décidés par les gouvernements.

Attaques contre l'école et les services publics

Le gouvernement a décidé également de nouvelles attaques contre le droit à l'instruction. Sous prétexte de faciliter l'accès à un emploi des jeunes dits « en échec scolaire » (alors que c'est en fait l'école qui est en échec dans leur cas !), le gouvernement aggrave leur déscolarisation en leur offrant la « possibilité » de partir en stages en entreprise dès l'âge de quatorze ans. Le patronat peut d'ores et déjà se réjouir d'avoir à sa disposition une main d'œuvre sous-payée, voire gratuite. D'autre part, le ministre De Robien a annoncé la mise en place de tutorats : 100 000 étudiants de niveau licence seraient amenés à encadrer 100 000 élèves des quartiers « en difficulté ». À l'heure des baisses d'effectifs drastiques dans l'Éducation nationale, et alors qu'il faut attendre qu'une enseignante soit agressée physiquement pour créer quelques postes d'éducateurs supplémentaires indispensables, l'appel à une main-d'œuvre bénévole et sans formation particulière pour sortir les élèves de « l'échec scolaire » est une nouvelle provocation.

Parallèlement, le gouvernement aggrave le régime d'austérité imposé aux Fonctions publiques : diminution du nombre de fonctionnaires, refus d'augmenter la valeur du point d'indice ne serait-ce qu'au niveau de l'inflation, poursuite de la décentralisation et application approfondie de la Loi d'Orientation sur les Lois de Finance. Quant aux salariés, l'amélioration de leurs conditions de vie, de leur pouvoir d'achat en particulier, ne pourra venir que de la bonne réussite de l'économie nationale (le fameux patriotisme économique défendu par Villepin et repris par Chirac dans ses vœux du 31 décembre), en particulier au niveau boursier : contre l'augmentation des salaires, Villepin encourage les patrons à céder des actions de l'entreprise aux salariés, éventuellement achetées avec les comptes épargne-temps.

Tous ces mauvais coups ne sont pourtant pas une fatalité qui serait due à la force irrésistible du gouvernement. Celui-ci est au contraire né faible, au lendemain de la défaite de Chirac le 29 mai ; il ne doit son salut qu'au soutien dont il bénéficie de la part des directions syndicales et des partis dits de gauche, qui refusent de le combattre quand ils

ne s'associent pas purement et simplement à ses plans. La spirale des défaites ne pourra que peser sur la combativité des travailleurs : il est d'autant plus nécessaire et urgent d'engager la lutte contre ceux qui en sont les principaux responsables, ceux

qui ont constitué en 2005 les obstacles à la construction d'une riposte d'ensemble, axée sur l'objectif de la grève générale, seul moyen de stopper et de vaincre le gouvernement. C'est le sens du travail entrepris par le Groupe CRI avec d'autres groupes et

militants pour rassembler les militants syndicaux combatifs dans une tendance intersyndicale lutte de classe et anti-bureaucratique.

Frédéric Traille

CONTRIBUTION À LA DISCUSSION PROGRAMMATIQUE n° 1

PRÉPARATION DU CONGRÈS DU PCF : LES MILITANTS CONDAMNÉS À « CHOISIR » ENTRE LE « SOCIALISME BOURGEOIS » DE LA DIRECTION ET LE RÉFORMISME ILLUSOIRE DES OPPOSANTS « DE GAUCHE »

Le prochain congrès du Parti communiste français aura lieu en mars. Auparavant, les militants auront à choisir, les 2 et 3 février, la « base commune », autrement dit le programme, de leur parti. Face au projet de la direction, trois tendances se sont constituées pour proposer des « bases communes » alternatives, emmenées respectivement par Gremetz (« Colère et espoir »), Gérin, Danglot et Karman (« Fier(e)s d'être communistes ») et des militants du XV^e arrondissement de Paris (« Remettons le PCF sur les rails de la lutte des classes »). Une quatrième motion, emmenée par Marchand, Dimicoli et Boccara, propose des amendements à la « base commune » de la direction du PCF limités à la « visée communiste » et à la « stratégie »¹.

L'« anti-libéralisme » de la direction : un « socialisme bourgeois » de pacotille

La direction du PCF se réclame officiellement du « communisme », qu'elle définit comme « une visée et indissociablement le chemin qui y conduit ». Pourtant, comme nous allons le voir, le chemin ne sort pas des sentiers battus des rapports capitalistes ; dans ces conditions la visée d'une humanité réconciliée et émancipée, est l'opium distillé pour entretenir frauduleusement l'identité « communiste » du parti.

La « visée communiste » se décline comme un catalogue : le communisme serait à la fois un « féminisme », une « écologie », un « antiracisme », « un autre monde d'égalité, de justice, de liberté, de fraternité, de respect de la

nature et des être humains ». L'addition à l'infini de termes généraux et vagues ne fait pas une définition concrète. Au-delà des belles formules, dont Chirac comme Hollande, Cohen-Bendit ou Bayrou se réclament aussi, que propose concrètement la direction du PCF ?

Celle-ci proclame son refus des « politiques d'adaptation » et la nécessité d'une « révolution ». Ou plutôt, précise-t-elle immédiatement, d'une « nouvelle conception de la révolution » : expiant son stalinisme passé, la direction du PCF identifie dorénavant révolution et « démocratisation », en se prononçant pour la démocratisation de l'entreprise (pour des « droits d'intervention et de décisions des salariés et de leurs organisations, dans la gestion des entreprises »), la « démocratisation des relations internationales » (pour une réforme de l'ONU), pour la « démocratisation radicale de la construction européenne » (sans remettre en cause un seul des traités européens !), pour la démocratisation de l'État (pour une « VI^e République » qui s'inscrirait « dans la continuité d'une tradition démocratique née en 1789 », fondée sur la séparation et la délégation des pouvoirs, avec pour seule innovation la « démocratie participative », c'est-à-dire l'implication politique accrue des masses dans le cadre de la République bourgeoise. Cette constitution ne permettrait donc pas l'organisation autonome du prolétariat — soviets — qui seule pourrait mettre à bas les fondements de la société bourgeoise.)

Il s'agit donc d'une « révolution » qui ne remet en cause aucun fondement du capitalisme ! Marx et Engels ont parfaitement caractérisé ce type de courant politique en 1848 dans le *Manifeste du parti communiste* : le « socialisme bourgeois » promet de

changer la vie sans bouleversement politique, et « par transformation des conditions de vie matérielles, ce socialisme n'entend nullement l'abolition des rapports de production bourgeois, qui ne peut être atteint que par des moyens révolutionnaires ; il entend par là uniquement des réformes administratives, qui s'accomplissent sur la base même de ces rapports de production sans affecter, par conséquent, les rapports du capital et du travail salarié ». La « visée communiste » n'est alors plus qu'une « simple figure de rhétorique ».

Mais ce n'est pas tout : dans une période d'offensive généralisée du capital contre les acquis des travailleurs, la direction du PCF ne promet même plus le maintien de tous ces acquis : « Il faut choisir entre la casse des acquis sociaux et démocratiques et leurs transformations profondes pour garantir dans les conditions d'aujourd'hui les principes de solidarité, de sécurisation sociale, de service public et de démocratie. » Ainsi, par exemple, le PCF ne demande pas l'abrogation des décrets LMD signés par Lang en 2002, qui transforment les diplômes nationaux en diplômes locaux et individualisés : l'acquis du cadre national des diplômes doit être « transformé » (modernité oblige) ; mais bien sûr, le PCF se démarque des « casseurs » des acquis sociaux en demandant... le « contrôle démocratique » du LMD : tant pis si cela ne veut rien dire, l'important est d'exhiber sa radicalité verbale !

Derrière une rhétorique révolutionnaire, la direction du PCF n'a plus rien à proposer si ce n'est l'accompagnement des contre-réformes exigées par le capital. On comprend mieux alors sa volonté d'en

¹ Ces motions peuvent être consultées sur le site Internet du PCF : <http://docushare.dmz.pcf.fr/dscgi/ds.py/View/Collection-374>

finir avec la notion de « parti d'avant-garde » (conçu par les marxistes comme médiation révolutionnaire pour permettre la constitution du prolétariat en classe dominante). La direction du PCF propose ainsi un changement dans les statuts qui revendique l'effacement de cette notion : « *La crise profonde du système de représentation politique appelle la construction de pratiques politiques nouvelles faisant appel à l'intervention directe des citoyens, à la co-élaboration, aux partenariats.* » Le parti n'est plus alors qu'un appareil sans boussole et sans perspective autre que sa propre reproduction.

Les travailleurs peuvent-ils se reconnaître dans les tendances oppositionnelles du PCF ?

Les motions oppositionnelles, qui devaient être signées par au moins 200 militants pour être enregistrées, ont au moins deux points communs : elles réclament, face au flou entretenu par la direction, que le congrès prenne position pour des candidats communistes aux élections présidentielle et législative ; surtout, elles se revendiquent toutes de la « révolution », mais aucune ne propose un programme communiste révolutionnaire conséquent. Toutefois des différences sont indéniables entre les tendances « antilibérales » (Marchand, Gremetz) qui proposent une autre politique dans le cadre du système capitaliste (comme la direction du PCF), et les tendances officiellement anticapitalistes (Gérin, XV^e), qui prétendent vouloir mettre en œuvre un programme de rupture avec le capitalisme, tout en en restant en réalité à un programme réformiste de type classique, visant à utiliser (et non détruire) l'appareil d'État bourgeois, avec en outre des positions nostalgiques, identitaires et sectaires. Nous allons passer en revue ces tendances, de la « droite » vers la « gauche ».

Marchand-Dimicoli-Boccaro : des « droits » et des « pouvoirs » pour les citoyens... qui ne remettent pas en cause l'exploitation capitaliste

Marchand, Dimicoli et Boccaro ne développent aucune position de fond différente de celle de la direction du PCF. Et pour cause ! Leur tendance regroupe les principaux économistes du PCF (autour de Boccaro) qui ont développé la proposition-phare de ce parti : la « *sécurité d'emploi ou de*

formation ». Celle-ci consiste à « *dépasser le marché du travail, en favorisant le passage de l'emploi à la mise en formation, choisie et avec un bon revenu, pour revenir par la suite à un meilleur emploi* ». Il s'agirait d'assurer à chacun soit un emploi, soit une formation, sans remettre en cause la propriété privée des moyens de production et les prérogatives essentielles des patrons, comme la liberté de licencier. Cette proposition reviendrait, selon ses promoteurs, à « *éradiquer le chômage* » ; mais il s'agit en fait de transformer les chômeurs en salariés en « transition », baladés de formation en formation en attendant un hypothétique emploi. Cette proposition est tellement subversive qu'elle a inspiré Chirac, qui propose un dispositif similaire : les « *contrats de transition professionnelle* » visent à occuper les chômeurs qui alternent formation et travail au rabais, en attendant le retour hypothétique à un emploi stable. Loin de s'inscrire « *dans la réalisation de la perspective émancipatrice d'une abolition du salariat* » (!), ce dispositif n'est ni plus ni moins qu'un bricolage « social » accompagnant la flexibilisation accrue du marché du travail. Cette flexibilité est d'ailleurs implicitement revendiquée, par opposition aux « rigidités » qui ont fait la preuve de leur inefficacité en Union soviétique !

Marchand, Dimicoli et Boccaro nous font croire que l'émancipation sociale est possible à l'intérieur du mode de production capitaliste : il faudrait pour cela associer les salariés à la prise de décision dans les entreprises (recherche, investissements, etc.). Le « *dépassement révolutionnaire* » du capitalisme passerait donc par la cogestion, avec l'avènement de nouveaux critères de gestion permettant un développement harmonieux du capitalisme au bénéfice de tous. Et c'est cela que nos têtes pensantes « révolutionnaires » appellent l'« *appropriation sociale des gestions des entreprises* » !

Pour Marchand, Dimicoli et Boccaro, les voies de l'émancipation ne sont pas bien compliquées : il suffit de convaincre les patrons d'appliquer les bons critères de gestion. Le prolétariat n'a pas besoin de s'ériger en classe dominante par la conquête du pouvoir d'État, puisque les pouvoirs politiques et sociaux dépériront d'eux-mêmes : « *Il s'agit d'en finir avec les monopoles des pouvoirs politiques et sociaux, des moyens d'activité et des*

rôles, pour des partages jusqu'à chacun-e. »

À l'instar de la direction du PCF dont elle ne se distingue que par les choix de tactique électorale, cette tendance liquide les fondamentaux du marxisme, nie la lutte des classes (avec ses intérêts antagoniques), et développe en fait un programme 100 % capitaliste.

L'équation sans solution de Gremetz : la « visée communiste »... par la réforme du capitalisme !

Chez Gremetz, l'ambition semble au rendez-vous (« *il faut abolir le capitalisme* », « *la démocratie réelle exige l'appropriation collective des moyens de production et d'échange* », « *nous voulons une société sans classe* »), et la critique de la « mutation » est fleurie... Il se livre en outre à une sévère critique de la politique menée par le PCF au gouvernement et des votes du groupe communiste pendant cette législature. Les jeunes et les travailleurs, soucieux de combattre réel contre le capitalisme, loin de la politique du gouvernement Jospin-Gayssot-Voynet-Chevènement, pourraient-ils trouver dans cette motion un espoir et dans ce courant un instrument pour leur lutte ? S'ils regardent le programme de Gremetz, ils déchanteront vite : il est navrant, platement keynésien, pleinement respectueux des institutions bourgeoises. Difficile de trouver un pont entre ce programme et la « visée communiste » affichée avec emphase !

Pour Gremetz, la lutte contre les licenciements s'arrête là où les impératifs du capitalisme commencent. Il affirme vouloir armer les travailleurs contre les patrons : il faut, dit-il, « *conférer aux salariés le pouvoir de s'opposer aux licenciements injustifiés* ». Mais ce pouvoir des travailleurs n'est qu'un leurre puisqu'il ne doit pas empêcher le patron de licencier si les lois du marché capitaliste l'imposent. Parler de « licenciements injustifiés », et donc (implicitement) de « licenciements justifiés », c'est faire croire qu'il existe des « méchants patrons » et des « gentils patrons » et qu'il suffit de mettre hors d'état de nuire les « méchants » ! Or, les patrons ne sont que les personnifications du capital : leurs décisions ne dépendent pas de leur psychologie, mais de la rationalité capitaliste que Gremetz refuse de remettre en cause.

Greynet veut défendre les services publics en imposant « *un service public à l'échelle de l'Europe* », qui permettrait selon lui de faire émerger une « citoyenneté européenne ». Il est assez paradoxal d'espérer que « l'Europe » développe les services publics, alors que c'est au niveau de l'Europe que les gouvernements organisent leur destruction en les transformant en « *services d'intérêt général* », soumis à la concurrence et donc privatisés. On peut d'ailleurs craindre le pire quand Greynet reprend à son compte l'expression de « *services d'intérêt général* » en appelant de ses vœux « *une Europe qui consacre l'égal accès de tous les citoyens aux services d'intérêt général* » ! Greynet est au mieux incohérent (par peur de passer pour un nationaliste), au pire partisan de la destruction des services publics (monopoles publics). Dans tous les cas, il s'en remet à l'Europe capitaliste pour défendre les services publics : il propose une constitution européenne bourgeoise – rebaptisée « *charte européenne* » – qui donnerait plus de pouvoir au Parlement européen, et un peu moins à la Commission et au Conseil des ministres. Bref, Greynet veut simplement « démocratiser » l'Europe, en nous faisant croire qu'elle défendrait ensuite davantage les intérêts des travailleurs.

Le fraîchement converti Greynet ne jure décidément plus que par la « démocratie » (bourgeoise) ! Il veut en effet également « *démocratiser les organisations internationales* » (ONU, OMC, FMI) et renforcer les pouvoirs de l'ONU : « *Les décisions prises doivent s'appliquer à tous les membres sans exception, sous peine de lourdes sanctions économiques et politiques* » Ainsi, le camarade Greynet devrait soutenir, en toute logique, les sanctions que pourrait prendre l'ONU contre un État ouvrier¹ ! D'ailleurs, loin d'une Internationale communiste organisée, il propose la création d'un « *forum permanent des partis communistes et des mouvements progressistes et révolutionnaires du monde* » qui serait « *une organisation souple et légère* », ce qui permettrait d'éviter les « *dépenses inutiles* » (*sic* !)...

Gérin, Danglot, Karman :
« *Fiers d'être communiste* »...
ou *fiers de la République bourgeoise* ?

¹ Sur la fonction réelle de l'ONU, cf. les article de Paul Lanvin dans Le CRI des travailleurs n° 7 (sept. 2003) et 10-11 (janv.-fév. 2004).

Le programme avancé ici entend être anticapitaliste. L'appropriation collective des moyens de production n'est pas remise aux calendes grecques, mais doit commencer dès la conquête du pouvoir d'État. L'objectif de l'interdiction des licenciements et du plafonnement des hauts salaires est affiché. Il s'agit de construire la « *république sociale autogestionnaire* ». Pour mettre en œuvre ce programme, il faut constituer un « *rassemblement large et unitaire sur des bases anticapitalistes jusqu'à créer un mouvement majoritaire* » : il est donc exclu de gouverner avec le PS. Pourtant, de manière parfaitement incohérente, il est tout aussi exclu de s'allier à l'extrême gauche : il s'agit en fait de rassembler le PCF avec lui-même, avec l'espoir sectaire et d'ailleurs vain de retrouver l'identité perdue du PCF d'antan.

En réalité, le programme officiellement anti-capitaliste est inconséquent, purement réformiste : même si l'on nous dit que « *penser l'histoire en terme de "dépassement du capitalisme" n'a pas de sens* », que « *l'affrontement* » et la « *rupture avec le capitalisme* » sont inévitables, l'orientation générale dément cette rhétorique. Il faudrait poursuivre et achever la Révolution française, ne pas nier les fondements de la république bourgeoise mais les compléter : « *Il s'agit à la fois de préserver ce que la République a produit de mieux depuis la Révolution française : le sens du bien commun, du bien public et d'inventer de nouvelles formes républicaines, coopératives, sociales et autogestionnaires, socialistes.* » L'appareil d'État bourgeois ne doit donc pas être détruit, mais réformé : « *Nous nous prononçons pour une nouvelle République où prime l'Assemblée nationale élue au suffrage universel à la proportionnelle par scrutin de liste, à un tour. Le président de la République doit être élu par l'Assemblée et le gouvernement nommé par elle. Le Sénat, vestige de l'ancien régime, doit être dissous.* » Il ne s'agit donc pas de mettre en place un appareil d'État prolétarien de type soviétiste (gouvernement révolutionnaire des travailleurs, par les travailleurs et pour les travailleurs), mais de revivifier les institutions de la République (bourgeoise). Dans la motion, on peut lire que « *la domination du capitalisme s'exerce également dans les institutions, jusqu'à les dévoyer* » : autrement dit, on nous fait croire que les institutions

de la République sont neutres et qu'il suffit qu'un pouvoir prolétarien les investisse pour que soit entamée la marche vers le communisme. De même, si l'ONU est dénoncée comme un organe impérialiste, la motion nous fait croire qu'elle et les États nationaux pourraient être autre chose, puisqu'elle dénonce des « *visées impériales qui réduisent les États et l'ONU au service minimum pour être les exécuteurs dociles de leurs stratégies* », comme si cela n'était pas inévitable dans le cadre du capitalisme.

Certes, il est dit à juste titre que l'Union européenne capitaliste ne doit pas être réformée (rejet de tout processus constituant), mais démantelée, et qu'il faut « sortir du traité de Maastricht » comme préalable à la construction d'une autre Europe. Cependant, la croyance en la neutralité de l'État, le fétichisme de la République, peuvent entraîner ces « communistes » à préférer l'union nationale à la défense des intérêts de leur classe. La motion se réclame ainsi de l'héritage du PCF de 1936 et de la Libération, où le PCF a fait le choix de la République bourgeoise contre l'insurrection prolétarienne. Or, dans la continuité de cette tradition, André Gérin, chef de file de la tendance, écrivait à Chirac le 7 novembre, au sujet de la révolte de la jeunesse des banlieues : « *L'heure est au rassemblement républicain pour éradiquer la gangrène, la barbarie, la sauvagerie* » ou encore, le 4 janvier 2006, dans un message à Dominique de Villepin : « *L'heure est à la fermeté pour des sanctions judiciaires exemplaires mais aussi pour mettre les familles des voyous devant leurs responsabilités.* »² Il va jusqu'à se prononcer pour le rétablissement de l'apprentissage dès 14 ans, apportant son appui au gouvernement !

Motion du XV^e arrondissement de Paris : la plus à « gauche »... mais réformiste quand même !

Cette motion se livre à une critique lucide de la direction « antilibérale » du PCF qui entretient l'illusion d'un capitalisme à visage humain (alors qu'« *il n'y a pas lieu de distinguer un capitalisme financier d'un capitalisme productif qui serait plus sain, voire à défendre* »), renvoyant la visée communiste aux calendes grecques, et

² On peut retrouver toutes ces lettres sur le site d'André Gérin : <http://www.andregerin-depute.net/>

théorisant l'appui aux privatisations avec le concept de « *mixité publique et sociale* » imposé en 1996 par la direction lors du XXIXe congrès.

De plus, affichant à l'instar de Gérin et Danglot un programme de rupture avec le capitalisme, la motion se fait plus précise : sortie effective de l'Union européenne (en précisant bien que cela signifie « *sortie de la France de l'euro et de la BCE* » et « *refus de l'application en France des traités et directives européennes* »), suppression de la CSG remplacée par des cotisations sociales proportionnelles au salaire direct, « *remise en cause totale de la décentralisation* ». Cette motion est en outre la seule à critiquer la direction de la CGT, de façon toutefois allusive et nettement insuffisante.

Mais, pour mettre en œuvre le programme de rupture, la motion fait preuve du même sectarisme que Danglot et Gérin : s'il est dit à juste titre « *qu'aucune alliance n'est envisageable avec ceux qui ont fait campagne pour le Oui* », le texte prône aussi une « *indépendance totale* » par rapport aux « *groupes de "gauche radicale"* » : cette position, posée comme un principe absolu, témoigne d'un anti-trotskisme identitaire qu'on ne se donne même plus la peine de justifier.

C'est que, là encore, il ne s'agit nullement de rompre avec le réformisme historique du PCF (dont l'action à la Libération est d'ailleurs saluée) : il s'agit de conquérir le pouvoir politique pour utiliser et adapter l'appareil d'État bourgeois (« *démocratisation des institutions* »), officiellement pour construire le socialisme. Si les initiateurs du texte prétendent « *mener au bout* » la critique communiste de l'URSS, ils affirment son caractère « *socialiste* ». Ils n'ont donc pas compris qu'un régime ne pouvait être « *socialiste* » que si le prolétariat est réellement aux commandes avec ses institutions et sa démocratie.

La préparation du congrès du PCF confirme une fois de plus que ce parti n'est nullement « à la croisée des chemins », comme le prétend la LCR. Sans revenir ici sur sa pratique réelle tout au long de l'année 2005¹, l'orientation proposée par la direction, c'est-à-dire par la majorité de son appareil bureaucratique, ne

propose rien d'autre que l'adaptation au capitalisme, qu'elle prétend pouvoir améliorer en combattant le « néo-libéralisme »... et en préparant en fait son retour au gouvernement avec le PS en 2007. Quant aux tendances oppositionnelles, elles proposent le même programme bourgeois que la direction du PCF ou cultivent une nostalgie impuissante envers le PCF d'antan, en proposant des orientations qui sont toutes réformistes, c'est-à-dire illusoirs, et en outre sectaires. Dès lors, les militants de ce parti qui se réclament de la révolution n'ont pas d'autre choix que de se constituer en fraction autonome et d'entrer en relation avec les groupes révolutionnaires extérieurs au PCF. Il serait ainsi possible de définir les contours d'un nouveau regroupement politique qui serait réellement communiste et révolutionnaire.

Gaston Lefranc,
sympathisant du Groupe CRI

avec qui nous sommes en discussion, et nous les renouvelons ici publiquement.

L. W.

Erratum

*En publiant comme tribune libre, dans notre dernier numéro, la « lettre ouverte » de Jean-Claude Tardieu, animateur du site Lutte de classe (<http://www.meltl.com/>) « aux militants du Parti des travailleurs », nous avons écrit dans un premier temps qu'il avait été « exclu de ce parti » (comme tant d'autres). En réalité, il n'a jamais appartenu formellement au PT, tout en militant pour lui, notamment en animant, depuis l'Inde où il réside, un site officieux qui a regroupé jusqu'à 2500 textes publiés par cette organisation. Il a ensuite essuyé une attaque en règle de la direction du PT contre lui et son site : nous invitons le lecteur à prendre connaissance de sa version des faits sur le site indiqué, rubrique « *Quelques thèmes* », sous-rubrique « *PT* ». Ce parti peut quant à lui être contacté via son site <http://www.parti-des-travailleurs.org/index.php>.*

Nous avons pu corriger notre erreur avant même l'envoi de la version informatique du journal et lors son second tirage : elle ne figure que dans les 100 premiers numéros papier. Nous avons présenté immédiatement nos excuses au camarade Jean-Claude Tardieu,

¹ Cf. sur ce point l'article de Frédéric Traille dans le précédent numéro du CRI des travailleurs.

DE LA PERSPECTIVE COMMUNISTE... AU PROBLÈME DES MÉDIATIONS REVOLUTIONNAIRES ORGANISÉES

(Contribution d'un militant du Groupe CRI pour une réunion de collectifs partisans du communisme)

Le Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste) a décidé de participer aux « journées de travail » convoquées conjointement par les groupes À Contre-Courant (ACC), Carré Rouge et L'Émancipation Sociale (France) et des militants liés à la revue-site À l'Encontre (Suisse) les 14 et 15 janvier 2006 à Paris¹. Nous considérons en effet que cette initiative, dont la fécondité a déjà commencé à faire ses preuves à travers la multiplicité des contributions qu'elle a suscitées, a l'incontestable mérite de poser clairement le problème de l'alternative au capitalisme en termes révolutionnaires : pour lutter contre l'inévitable aggravation continue de la barbarie capitaliste au profit d'une infime minorité, il n'y a pas d'autre solution que l'auto-émancipation communiste du prolétariat et, avec lui, de toute l'humanité. Cette perspective fondamentale s'oppose ainsi frontalement au réformisme en général, en particulier à l'« anti-libéralisme » que prône la « gauche de la gauche » institutionnelle.

I. Sur l'analyse de la situation

En ce qui concerne l'analyse de la situation, nous sommes d'accord avec le constat suivant, énoncé dans le texte de la convocation : « *Aussi différenciée que soit leur situation de continent à continent et de pays à pays, c'est à des problèmes pour grande partie communs que les salarié(e)s, les exploité(e)s et opprimé(e)s doivent faire face* », à savoir qu'ils « *se trouvent confrontés à l'échelle mondiale à une conjoncture historique marquée à la fois par l'extrême urgence avec laquelle il faudrait répondre à la montée vertigineuse de la barbarie capitaliste et par un état, peut-être sans précédent, d'impréparation politico-théorique pour le faire* ». Cette caractérisation de la situation (qui reformule en fait le rapport

¹ Pour lire le texte d'appel à cette réunion et les différentes contributions préparatoires de militants, cf. le site <http://carre-rouge.org>

d'inadéquation persistant entre les « conditions objectives » et les « conditions subjectives » dont parlait Trotsky en ouverture du *Programme de transition*) justifie pleinement la problématique proposée : par quels moyens théoriques et politiques passer de la contestation internationale croissante du « néo-libéralisme » (politique *actuelle* du grand capital international et de ses États) à la lutte de classe consciemment anti-capitaliste qui, en termes positifs, ne saurait être que communiste et internationaliste ?

1) Du côté des conditions objectives, il est juste de revenir au sens marxiste « originel » du concept de communisme en tant qu'« *expression générale des conditions réelles d'une lutte de classe existante, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux* » (*Manifeste du parti communiste*). Selon nous, cette optique devrait permettre en particulier de rompre avec la compréhension simpliste de la phase actuelle du capitalisme en termes de « crise », voire de « déclin », dans la tradition de certains des groupes se revendiquant de Trotsky et de Lénine (alors même que ce dernier au moins ne définissait nullement la phase impérialiste du capitalisme en termes de « crise » structurelle permanente)². En effet, la

² De ce point de vue, si le texte de convocation et certaines contributions parlent encore de « crise du capitalisme », sans préciser ce vocable autrement qu'en termes purement quantitatifs (« *exacerbation de ses contradictions et aggravation consécutive de l'oppression des salariés* »), nous nous réjouissons du fait que François Chesnais note au contraire pour sa part, dans son texte soumis à la discussion : « *Je n'ai pas employé le mot de crise, parce que pour moi il est, par excellence, le genre de mot dont on a abusé. Ayant attendu depuis des années (depuis 1974 ? depuis 1987 ? en 1997-98 ?) la "très grande crise" qui ébranlerait les bases de la domination du capital au point de modifier pratiquement par elle-même les rapports politiques entre la bourgeoisie et les travailleurs en tous les cas de les appeler à l'action, nous serons obligés de réexaminer l'hypothèse, de voir si attendre la crise ce n'est*

perspective communiste est inscrite dans le fait même que le capitalisme continue de développer, *et donc de remodeler constamment*, les forces productives de l'humanité. C'est ainsi que s'expliquent les changements profonds intervenus dans l'organisation de la production : tendance à la réduction des grandes concentrations de travailleurs dans une même entreprise, du moins dans les pays développés, et reconfiguration du processus de production en petites unités reliées en réseaux (évolution dont la base technique est ce qu'on appelle « les nouvelles technologies de l'information et de la communication ») ; émergence d'un important prolétariat précarisé, notamment chez les sous-traitants ou dans les sociétés de service ; prolétarianisation des travailleurs des anciens secteurs « protégés » et des travailleurs intellectuels eux-mêmes (réorganisation des conditions de travail, gains de productivité, aggravation de la division du travail, déposssession du contrôle sur le processus de travail...).

Cependant, ce développement-remodelage des forces productives crée une situation où les contradictions immanentes au capitalisme et à l'impérialisme se déploient à une échelle toujours plus gigantesque et de manière toujours plus intense. Il en découle des échelles de production toujours plus étendues, des prouesses techniques de plus en plus vertigineuses, une concentration du capital de plus en plus titanesque... Mais il en découle aussi, *indissociablement*, des conséquences humaines et écologiques toujours plus monstrueuses, un développement sans précédent de la « barbarie », c'est-à-dire de l'inhumain au sein même de l'humain socio-historiquement défini : guerres multiples et multiformes dont les causes immédiates ne sont ni le besoin, ni l'extension historique inévitable d'une nouvelle civilisation, mais la logique pure du profit impérialiste ; chômage de masse, misère économique, sociale et culturelle, qui sont des maux inhérents *vraiment pas "attendre Godot".* »

au capitalisme en général, mais atteignent aujourd'hui des proportions d'autant plus intolérables qu'il est matériellement et techniquement possible d'y mettre fin ; aggravation continue du sous-développement et de l'exclusion, qui constituent l'autre face inévitable du développement et de l'intégration capitalistes ; catastrophes écologiques en cours et à venir qui, loin d'être inévitables, pourraient être entravées, voire jugulées, grâce au développement même de la technique et de la science, mais qui ne le seront pas tant que celles-ci resteront accaparées, pour l'essentiel, par le capital.

2) Du côté des conditions subjectives (autrement dit de la conscience de classe), « l'état, peut-être sans précédent, d'impréparation politico-théorique » dont parle le texte de convocation doit quant à lui être clairement désigné en termes de *crise*. En effet, la « crise de la direction révolutionnaire », par laquelle Trotsky désignait l'intégration au système impérialiste mondial et à ses États des dirigeants sociaux-démocrates et stalinien du mouvement ouvrier, a d'abord été temporairement résolue pendant plus de trois décennies à travers la collaboration contre-révolutionnaire de l'impérialisme et du stalinisme (ce que l'histoire officielle appelle « équilibre de la terreur », « coexistence pacifique », etc.). La puissance du stalinisme et de la social-démocratie, nourrie par la « prospérité » des « Trente glorieuses », a eu notamment comme conséquence une marginalisation et une impuissance à peu près totale des différentes tendances révolutionnaires anti-staliniennes (trotskystes, mais aussi anarchistes, bordiguistes, conseillistes...), qui ont conduit par contrecoup la plupart d'entre elles à sombrer dans le sectarisme ou l'opportunisme, et souvent dans le révisionnisme. Mais la stabilisation relative du rapport entre les classes entre la fin des années 1940 et la fin des années 1970, si elle a permis de reporter toute solution au problème de la « crise de la direction révolutionnaire », n'était pas viable indéfiniment : le taux de profit n'a cessé de décroître pendant toute cette période.

À partir de la deuxième moitié des 1970, l'offensive du capital contre l'URSS et ses satellites, qui échappaient à son emprise, et contre les acquis sociaux et démocratiques des prolétariats et des peuples, qui

limitaient son joug, a redoublé de vigueur et a fini par aboutir à l'effondrement du système soviétique, d'une part, à une réorganisation du processus de production pour casser la combativité ouvrière, d'autre part. Or cela s'est naturellement accompagné d'une nouvelle phase de la collaboration de classe social-démocrate et « stalinienne » (ou stalinienne-reconvertie) à travers l'accompagnement des contre-réformes, faisant resurgir dans toute son actualité dramatique et portant à son apogée la « crise de la direction du prolétariat ». En effet, l'accompagnement, voire la mise en œuvre directe des contre-réformes par les ci-devant réformistes n'est en fait que l'aboutissement logique, quoique contradictoire et en dernière analyse suicidaire, du réformisme traditionnel, puisque celui-ci n'est pas définition que l'accompagnement social du capitalisme. De fait, l'offensive du capital mondial s'appuyant sur les réformistes de tout poil a permis l'augmentation du taux d'exploitation (augmentation de la productivité et de l'intensité du travail, voire de sa durée dans bien des pays dits en voie de développement et désormais dans certains pays développés), l'extension des marchés et l'exacerbation de la concurrence entre les trusts, engendrant un rétablissement du taux de profit, qui ne cesse de progresser depuis la fin des années 1970¹. Dès lors, la « crise de la direction révolutionnaire » s'est mutée en *crise de décomposition du mouvement ouvrier traditionnel lui-même* et par conséquent en crise de la conscience de classe organisée la plus élémentaire : effondrement des effectifs syndicaux et militants, abandon des références formelles au socialisme et à la lutte de classe, soumission idéologique de plus en plus explicite à l'État bourgeois « démocratique », recul des solidarités de classe les plus vitales, etc.

II. Sur les perspectives

Face à cette situation, la tentation est grande d'en revenir à une conception de l'auto-émancipation du prolétariat en termes spontanéistes, c'est-à-dire infra-marxistes. C'est cette tentation que nous semblent exprimer

¹ Sur la baisse constante du taux de profit dans les pays de l'OCDE pendant les « Trente glorieuses », puis sa remontée tout aussi constante depuis le milieu des années 1970, cf. les travaux de Gérard Duménil et Dominique Lévy.

le texte de convocation et, plus généralement, les contributions à la discussion déjà parues. La profession de foi en faveur de l'« auto-activité » des prolétaires et des opprimés (qui est un fait et n'a jamais cessé de l'être, quel que soit le rôle contre-révolutionnaire efficace des appareils), l'insistance sur le fait que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » et l'exigence de la « démocratie »² sont *absolument nécessaires*, après un XXe siècle dont les révolutions et les mouvements populaires ont été dominés par les bureaucraties social-démocrates, staliniennes et nationalistes petites-bourgeoises ; aucune démarche politique visant à faire revivre la perspective communiste ne doit sous-estimer ces principes. Pour autant, ils ne sauraient suffire, et les tentations d'y réduire l'apport décisif de la Première Internationale font fi de la profonde fécondation marxiste de celle-ci. De fait, l'indépendance de classe et la démocratie ouvrière sont les principes de base communs aux différentes tendances du mouvement ouvrier d'avant sa bureaucratisation/intégration ; mais, d'un point de vue marxiste, ces conditions nécessaires de l'auto-émancipation ne sont pas suffisantes. Or le combat pour un marxisme vivant et agissant est d'autant plus nécessaire

² L'emploi absolu du terme de « démocratie » dans le texte de convocation sous-entend manifestement qu'il n'y a pas de véritable « démocratie bourgeoise » (cette expression est un oxymore). De fait, hormis les indispensables *droits démocratiques*, d'ailleurs le plus souvent conquis par les soulèvements populaires et la lutte de classe prolétarienne du passé, les États capitalistes « démocratiques » sont avant tout des institutions particulièrement efficaces de la domination bourgeoise, qui permettent mieux que toutes autres l'intégration des exploités et des opprimés et ainsi leur consentement optimal à leurs propres conditions d'existence. Toutefois, contre l'usage du langage courant, le nécessaire effort pour faire revivre une conscience communiste implique sans doute de préciser que la démocratie authentique, celle qui « est la condition même de l'exercice de l'auto-activité par les exploités avant la chute du capitalisme et la seule garantie de succès des formes d'organisations politiques et sociales qui concrétiseraient le communisme », est la *démocratie prolétarienne*, fondée sur le principe de l'Assemblée générale, de la délégation, du mandat, de la révocabilité, de la limitation des mandats, de la rémunération des élus selon le salaire moyen des prolétaires, etc.

aujourd'hui qu'il s'agit d'affronter une hégémonie bourgeoise triomphante, qui contamine les moindres recoins de la société et l'ensemble des relations humaines.

1) Tout le problème se concentre sur celui de la *médiation révolutionnaire* : nécessité de la « *dictature du prolétariat* » (que nous formulons pour notre part comme « *gouvernement révolutionnaire des travailleurs, par les travailleurs et pour les travailleurs* ») ; nécessité subséquente du *parti révolutionnaire organisé* pour aider les masses auto-organisées à prendre le pouvoir et à l'exercer. De ce point de vue, la nécessaire discussion entre communistes authentiques ne pourra faire l'impasse, en particulier, sur la manière dont Marx et Engels ont posé le problème, sur le bolchevisme et sur la Révolution russe de 1917 à la défaite de l'Opposition de gauche. C'est pourtant ce que semblent tentés de faire, par leur silence même sur ces points, les groupes qui ont pris l'initiative de la rencontre des 14-15 janvier. Or il ne s'agit pas de problèmes académiques ou purement historiques, mais tout au contraire des *questions les plus « spontanées » que soulèvent les discussions avec les travailleurs et les jeunes dès qu'elles en arrivent à la perspective du communisme*. Autant il serait déraisonnable de faire des différentes réponses possibles à ces questions des entraves à la discussion et à l'action communes, autant il n'est ni cohérent, ni réaliste, de prétendre les éviter dans le cadre d'une démarche qui vise précisément à revivifier le combat politique pour le communisme. En particulier, peut-on faire vivre concrètement la perspective communiste sans tracer l'objectif de la *prise du pouvoir* par le prolétariat auto-organisé, de la destruction de l'État bourgeois et de la construction d'États prolétariens réellement démocratiques, prenant la forme de Républiques des conseils fédérées au niveau international ? Corrélativement, peut-on concevoir une telle prise du pouvoir sans l'édification d'un *parti communiste, révolutionnaire et internationaliste* ? Sans sombrer dans le vain mimétisme formel d'un quelconque « modèle » idéalisé, et tout en partant de la réalité incontournable d'une dispersion immense des militants et groupes communistes révolutionnaires à l'heure actuelle, comment construire concrètement un tel parti en en faisant un instrument à

la fois démocratique et apte à la lutte de classe ? Comment construire un parti intimement lié aux masses et capable de nourrir leur combat par une élaboration théorico-politique et des propositions pratiques se nourrissant elles-mêmes dialectiquement de leurs expériences historiques et les leçons politiques à tirer des mouvements révolutionnaires du passé et du présent ?¹

¹ Le corrélat du spontanisme est le relativisme : dans la discussion semble se faire jour également la tentation de renvoyer dos-à-dos l'ensemble des courants politiques du mouvement ouvrier. C'est ainsi qu'Alain Bihl présente leurs clivages comme « *caducs* » et « *relativisés* », sous prétexte que « *nous sommes entrés dans une nouvelle phase historique de la lutte des classes* » suite à la « *transnationalisation du capital* ». Ce point de vue témoigne d'un objectivisme (ils ont tous tort, puisqu'ils ont tous été vaincus) qui n'a d'égal que sa facilité, dans la mesure où il semble nous dispenser de l'*étude historique concrète* des situations concrètes et du *jugement politique* sur les différentes options qui se sont, à chaque fois, présentées. En réalité, les conflits théoriques et politiques entre Marx et Proudhon, entre Marx et Bakounine, entre les marxistes et les lassaliens, entre Luxembourgeois et Bernstein, entre les bolcheviks et les mencheviks, entre l'Opposition de gauche et la direction du Parti bolchevik dans les années 1920, entre les trotskystes refusant la participation au front populaire en Espagne, d'une part, le POUM et la CNT choisissant d'y entrer, d'autre part, etc., etc., n'appartiennent pas uniquement au passé : sous une forme ou sous une autre, le noyau théorico-politique de ces différents conflits reste et restera d'actualité tant que le capitalisme existera et que, par conséquent, subsistera le clivage fondamental entre les révolutionnaires et les réformistes, ainsi que les clivages dérivés, mais souvent décisifs dans la pratique, entre les différentes orientations stratégiques et tactiques rendues possibles par le cours des événements. Ce dont il faut se débarrasser, c'est du poison bureaucratique qui a si longtemps empêché le libre débat entre les différentes tendances du mouvement ouvrier, et de son corrélat, le sectarisme, qui a longtemps étouffé toute véritable autocritique. D'autre part, il est urgent de travailler au regroupement des communistes révolutionnaires, sous des formes qui dépendront du niveau de leurs accords et désaccords. Pour autant, il est extrêmement naïf de croire qu'on puisse faire revivre la perspective communiste en « *faisant du passé table rase* » dans l'ordre de la théorie et de l'histoire, et notamment en ne prenant pas position sur les différents événements historiques, analyses et orientations qui ont conduit aux grandes scissions (et parfois aux fusions) au sein du mouvement ouvrier. Il faut au contraire que

2) En second lieu, et quelle que soit la réponse apportée à la question précédente, le problème fondamentale de la médiation communiste révolutionnaire se pose au minimum sous la forme *immédiate* suivante : *le combat à mener peut-il être « théorico-politique » sans être en même temps, et indissociablement, organisé ?* Or, tout en constatant à juste titre « *une césure malheureuse (qui) tend à se perpétuer entre des débats et des élaborations "académiques" dignes d'intérêt et les préoccupations prioritaires des forces politiques se définissant et se voulant comme anti-capitalistes* », les groupes initiateurs limitent expressément leur ambition à l'union de « *leurs forces pour mener ensemble un travail de recherche et de débat dont le socle sera surtout théorico-politique* ». Mais suffit-il d'accoler « *théorique* » et « *politique* » pour surmonter la « *césure* » dont il est question entre l'« *académique* » et les « *préoccupations prioritaires des forces politiques* » ? En essayant de se placer d'un point de vue matérialiste-historique, il nous semble qu'*aucune élaboration intellectuelle ne pourra contribuer à l'auto-émancipation si elle ne s'incarne pas dans une participation pratique aux luttes les plus immédiates des prolétaires et des opprimés et dans une intervention quotidienne parmi eux*. Or l'une et l'autre supposent, sous une forme ou sous une autre, un regroupement organisé des militants et des groupes communistes, capable de faire vivre un *programme politique* qui ne se réduise pas à son préambule principal, c'est-à-dire à la perspective du communisme et au principe de l'auto-émancipation. De ce point de vue, et si l'on ne veut pas retomber non plus, à l'inverse, dans la limitation du combat pratique à la défense des acquis, si l'on veut au contraire aider l'auto-activité du prolétariat défendant ses acquis et combattant pour faire avancer ses revendications par la lutte de classe, y a-t-il une autre solution que celle consistant à *élaborer un nouveau « programme de transition » adapté à la situation présente*, dont l'axe soit celui du gouvernement des travailleurs par et pour eux-mêmes ? Un tel

tous les militants révolutionnaires, et notamment les jeunes, s'approprient ces débats du passé, non pour les ressasser, évidemment, ni pour les utiliser de façon sectaire comme prétextes contre les possibilités de regroupements actuelles, mais pour nourrir les analyses et les orientations du présent... et de l'avenir.

programme se déploierait en mettant concrètement en évidence la logique même des revendications immédiates, leur caractère fondamentalement anti-capitaliste et, par conséquent, la nécessité du combat communiste pour leur satisfaction pleine et entière. Sans un tel programme et son vecteur organisé, comment aider concrètement le prolétariat à s'unifier, à l'encontre des processus d'éclatement et d'atomisation qu'il subit chaque jour davantage ? Comment aider les travailleurs en lutte à ne pas se laisser « enfermer dans les perspectives nationales (...) sinon purement électoralistes » ? Comment aider les acteurs du mouvement alter- ou anti-mondialiste à rompre avec le réformisme et à faire leur combat pour le communisme ? Comment rendre « audible », c'est-à-dire concret et vivant, le « débat politique sur la perspective des États-Unis socialistes et démocratiques d'Europe » ?

3) Enfin, nous nous interrogeons sur la signification pratique de la dénonciation des « appareils syndicaux » qui, écrivent à juste titre les collectifs initiateurs de la réunion, « refusent d'appuyer la construction d'un mouvement d'ensemble d'opposition au gouvernement et au patronat ainsi qu'à ces diverses institutions très présentes sur la scène sociale et politique » et « cherchent à

isoler les luttes au départ les plus combattives et aident ainsi à leur défaite ». Là encore, peut-on se contenter de ces diagnostics — et aller jusqu'à prôner, à juste titre, un « syndicalisme renouvelé » — sans même poser la question des *moyens* à mettre en œuvre pour combattre les bureaucrates syndicaux ? Peut-on, en particulier, se contenter de dénoncer le « refus d'appuyer la construction d'un mouvement d'ensemble », sans proposer l'objectif unificateur de la *grève générale* (conçue non comme une fin en soi, mais comme le seul moyen d'inverser le rapport de force entre les classes, ouvrant par là même une situation politique radicalement différente) ? En un mot, comment faire vivre la perspective communiste, comment aider les travailleurs en lutte à s'en saisir concrètement, si elle ne s'incarne pas dans des *propositions politiques concrètes* contre ceux qui prétendent utopique cette perspective et qui, pour cette raison, prônent l'adaptation au capitalisme ? Pour leur part, les militants du Groupe CRI estiment que l'un des devoirs les plus actuels des communistes, quelles que soient par ailleurs leur appartenance organisationnelle et leur sensibilité théorico-politique, est de militer *ensemble* dans les syndicats en y constituant une *tendance lutte de classe et anti-bureaucratique* qui soit à la fois intransigeante contre la

collaboration de classe sous toutes ses formes et large quant à sa volonté de rassemblement et à son intervention pratique auprès des travailleurs syndiqués et non syndiqués. C'est pourquoi le lecteur trouvera en fichier joint un projet d'Appel pour une telle tendance, qui sera rendu public quelques jours après la réunion des 14-15 janvier et est proposé à la réflexion et à la signature de tous les militants syndicaux lutte de classe.

En un mot, nous pensons que les collectifs qui ont l'incalculable mérite de convoquer la réunion des 14-15 janvier auraient tort de limiter leur ambition à un programme de travail qui serait essentiellement théorique ou qui s'en tiendrait politiquement à des analyses et propositions trop générales. Car, pour aider à la nécessaire réappropriation du communisme par les prolétaires et les opprimés, il faut aussi, et peut-être même avant tout, aider les militants communistes dispersés en de multiples groupes eux-mêmes multiformes à se réapproprier le sens de la fameuse, mais non moins indispensable, « unité de la théorie et de la pratique ».

(Ce texte a bénéficié des remarques de militants et sympathisants du Groupe CRI.)

Ludovic Wolfgang

CONTRIBUTION À LA DISCUSSION PROGRAMMATIQUE n° 3

DÉCLARATION COMMUNE DU CC-POR (ARGENTINE) ET DU GROUPE CRI (FRANCE) POUR UNE TENDANCE OU FRACTION INTERNATIONALE

Le CC-POR (Comité Constructeur pour le Parti Ouvrier Révolutionnaire, Argentine) et le Groupe CRI (France) constatent qu'ils ont atteint, grâce à la discussion entre eux comme avec d'autres organisations cherchant la voie pour la construction ou reconstruction de la IVe Internationale, des points d'accord programmatiques significatifs, exprimés dans un certain nombre de textes depuis plus de deux ans¹.

¹ Les textes qui ont permis la saisie, l'élaboration et l'expression de positions communes au CC-POR et au Groupe CRI sont les suivants :

a) Prise de position du Groupe CRI sur l'Appel en 21 points de feu le « Collectif pour une conférence des trotskystes de principe et des organisations ouvrières révolutionnaires » (septembre 2003) ;

b) Prise de position de la TCI sur le même Appel en 21 points, (janvier 2004) (élaborée sans avoir connaissance de la prise de position antérieure du groupe CRI)

c) Tract commun TCI/Groupe CRI contre la guerre et l'occupation impérialiste de l'Irak, sur la base d'un projet de la TCI (20 mars 2004)

d) Prise de position commune du Groupe CRI et du CC-POR face à l'accident tuant 14 mineurs dans la mine de Rio Turbio, en Argentine, à partir d'un texte de la LOI-CI largement amendé (juin 2004)

e) Tract du Groupe CRI contre l'occupation de la Côte d'Ivoire par les troupes impérialiste françaises et la sanglante répression des manifestations contre cette occupation, signé par le CC-POR et la FTI-CI (octobre 2004)

f) Déclaration du Groupe CRI face au referendum sur le projet de Constitution Européenne en France, signé par le CC-

I. Points d'accord

1) Le parti

1 a) « **Le parti**, c'est le programme, le programme, c'est le parti » (Trotsky). **Le programme** n'est ni une série de principes abstraits ou de généralités supra-historiques, ni un accord complet sur les positions à prendre face à tous les événements de la lutte de classe mais exprime **une compréhension commune de la**

POR (avril-mai 2005)

g) Bilan commun par le CC-POR et le Groupe CRI de la pré-conférence de Buenos Aires du Comité de liaison pour une telle conférence, produit d'une élaboration commune (mai 2005).

situation et des tâches qui en découlent.

b) Le programme repose sur une **analyse sérieuse, rigoureuse et concrète de la réalité actuelle** menée selon la méthode de la dialectique matérialiste en s'appuyant sur les principaux résultats de l'analyse de Marx, des théoriciens marxistes et l'apport des scientifiques bourgeois. Il part de l'analyse de la situation mondiale et saisit les spécificités nationales comme réfractions de la place de chaque pays dans la division internationale du travail et l'histoire mondiale.

c) Le parti révolutionnaire est un **parti de militants, cadres organisateurs de la classe**, qui se forment par l'étude de la théorie marxiste et de la réalité actuelle ainsi que par **l'intervention concrète dans la lutte des classes**. Le programme est fait pour l'action révolutionnaire de millions d'hommes : il doit s'incarner dans une tactique, reposant sur l'analyse concrète de la situation concrète, et ne peut être mise en œuvre sans un rigoureux travail de l'organisation du parti.

d) Le parti ne peut réellement se construire comme parti communiste révolutionnaire que **comme parti mondial**. Le national- ou continental-trotskyisme ne peut conduire qu'à la dégénérescence.

e) Le parti est fondé sur le **centralisme démocratique** : la liberté de discussion y est entière, y compris sur les questions programmatiques ; toute minorité est autorisée à fonder une tendance ou une fraction sur la base de textes politiques ; mais l'ensemble des militants du parti interviennent de façon centralisée, selon l'orientation fixée par la majorité. Sans vie du parti, il ne peut y avoir ni élaboration d'une politique révolutionnaire en dialogue avec les masses, ni éducation révolutionnaire des militants. À bas le centralisme bureaucratique des courants centristes !

2) Le problème de la direction révolutionnaire du prolétariat aujourd'hui

a) **Les prémisses objectives du socialisme existent**. En ce sens, la crise de l'humanité se concentre dans la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat (absence d'un parti révolutionnaire de masse). Mais **celle-ci se pose aujourd'hui en termes qualitativement différents de ceux qui prévalaient au moment de la**

fondation de la IVe Internationale, car elle s'est transformée en crise du mouvement ouvrier lui-même : il ne s'agit plus simplement d'aider les masses à dépasser leurs vieilles directions traîtres, ouvrières socialistes en paroles et bourgeoises en fait, mais de reconstruire le prolétariat comme classe en soi et pour soi, c'est-à-dire portant consciemment une alternative ouvrière et socialiste.

b) Il reste nécessaire de **combattre sans relâche contre les directions traîtres de la classe ouvrière**, social-démocratie, stalinisme, bureaucratie syndicale, dont la grande majorité est regroupée au sein du Forum Social Mondial, qui prétend réformer l'État capitaliste.

c) La construction (formulation du CRI) ou reconstruction (formulation du CC-POR) de la IVe Internationale ne pourra se faire sans **une lutte théorique et politique résolue contre le centrisme d'origine trotskyste**, reposant sur une critique sérieuse, honnête, mais sans concession, de ses positions théoriques, de son orientation politique et de son activité concrète.

d) Si le parti ne peut se construire sans une lutte rigoureuse **contre l'opportunisme**, il ne peut non plus se former sans une lutte implacable **contre le sectarisme**.

3) Les principes de la morale prolétarienne et révolutionnaire

La social-démocratie, le stalinisme et les bureaucraties syndicales ont liquidé les principes les plus élémentaires de la morale de classe. Les centristes continuent sur ce chemin. Le prolétariat a soif de franchise, d'honnêteté, de dévouement, de la plus grande démocratie ouvrière. Pour discuter, décider et agir, les travailleurs et la jeunesse doivent faire disparaître des organisations ouvrières la méthode introduite par ces directions, qui tentent de trancher ou de faire taire les différences politiques par le moyen de la calomnie, des amalgames et de la violence physique.

4) Position face à une guerre de l'impérialisme contre une nation opprimée

Nous sommes dans la tranchée militaire de la nation opprimée par l'impérialisme, pour sa victoire militaire et pour la défaite de l'impérialisme. Nous luttons pour la direction prolétarienne révolutionnaire

de la guerre nationale et anti-impérialiste qui la transforme en début de la révolution socialiste dans le pays opprimé et au sein de la nation impérialiste agresseuse. **Il n'est pas révolutionnaire ni anti-impérialiste celui qui dans les pays impérialistes n'est pas pour la défaite de son propre impérialisme et pour la victoire de la classe ouvrière et des nations opprimées par l'impérialisme.**

5) Sur le terrorisme dit « islamique »

Le terrorisme dit « islamique » s'exprimant dans des attentats visant les civils, distinct des actes légitimes de résistance armée contre les représentants politiques et les armées de l'impérialisme (y compris l'ONU) et leurs supplétifs locaux, est un sous-produit de l'impérialisme, un produit de l'oppression des peuples des pays dominés. C'est donc l'impérialisme qui porte la responsabilité principale des crimes terroristes. Loin d'être un moyen efficace de lutte contre l'impérialisme, ce terrorisme contre les civils non seulement joue un rôle de substitut et donc d'obstacle à la lutte des masses, mais il devient un instrument dans les mains des bourgeoisies pour justifier leur politique de pillage et d'oppression des peuples dominés, resserrer l'unité de la nation impérialiste derrière ses dirigeants bourgeois et réduire les libertés démocratiques. La barbarie capitaliste ne peut être vaincue que par la violence révolutionnaire des masses détruisant l'État bourgeois et ouvrant la voie du socialisme.

6) Contre le front populaire et toute politique de collaboration de classe

Tout en adressant, dans certaines situations, sur la base d'un programme transitoire, aux partis ouvriers-bourgeois (et dans les pays dominés, également aux partis petits-bourgeois de masse plus ou moins anti-impérialistes) l'exigence qu'ils prennent le pouvoir, nous démasquons le caractère bourgeois des gouvernements de collaboration de classe *ouverte* (comme le gouvernement Lula de front populaire préventif au Brésil) ou *masquée* (comme le gouvernement nationaliste petit-bourgeois de Chavez, que nous défendons contre l'impérialisme et la bourgeoisie, mais que nous combattons en dénonçant sur la base du programme communiste révolutionnaire son refus de s'en

prendre à la propriété privée et sa manipulation des masses sous prétexte de « révolution bolivarienne », voire de « socialisme » réformiste, en exigeant qu'il prenne toutes les mesures anti-impérialistes et anti-capitalistes qu'il refuse, afin d'aider les masses à rompre avec leurs illusions). *Nous disons en permanence aux masses que la libération du prolétariat et des opprimés n'est possible que par la dictature du prolétariat (soviets et milice ouvrière).*

7) La tactique du front unique

Le front unique, aussi bien **ouvrier** dans les pays impérialistes qu'**anti-impérialiste** dans les pays dominés, est une tactique essentielle pour aider à la mobilisation des masses et permettre au parti communiste révolutionnaire de gagner une influence de masses. Celui-ci maintient *en toutes circonstances* son indépendance politique, c'est-à-dire une orientation révolutionnaire, impliquant la critique des autres organisations participant au front unique. Le FU consiste en des accords pratiques de la base au sommet pour des objectifs partiels contribuant à mobiliser les masses. La théorie de la révolution permanente, qui définit la *stratégie* révolutionnaire du prolétariat, justifie la *tactique* du front unique anti-impérialiste, qui est l'opposé du front populaire. La tactique du FU s'incarne dans des mots d'ordre concrets en relation avec la situation concrète.

8) Pour le travail dans les organisations de masses des exploités et des opprimés

Le parti communiste révolutionnaire doit travailler dans les organisations *de masse* du prolétariat et des opprimés, malgré et contre leur direction bureaucratique contre-révolutionnaire, notamment les syndicats (mais également dans les organisations de chômeurs, de défense des étrangers dans les pays impérialistes, d'habitants, de locataires, etc), en vue d'y faire pénétrer le programme révolutionnaire et d'y gagner des positions de direction en s'appuyant sur les masses. Il condamne l'auto-isolément capitulaire hors des organisations de masses du prolétariat et des opprimés, notamment les syndicats, comme une trahison de la révolution. Mais il ne condamne pas moins le fétichisme de

ces organisations, notamment des syndicats, propres aux syndicalistes, aux sociaux-démocrates, aux staliniens et à certains courants centristes. *« C'est pourquoi les sections de la IVE Internationale doivent constamment s'efforcer, non seulement de renouveler l'appareil des syndicats, en proposant hardiment et résolument dans les moments critiques de nouveaux leaders prêts à la lutte à la place des fonctionnaires routiniers et des carriéristes, mais encore de créer, dans tous les cas où c'est possible, des organisations de combat autonomes qui répondent mieux aux tâches de la lutte des masses contre la société bourgeoise, sans même s'arrêter, si c'est nécessaire, devant une rupture ouverte avec l'appareil conservateur des syndicats. »* (Trotsky, *Programme de transition.*)

9) Sur la situation mondiale

Contre les courants qui voient avec légèreté des révolutions dès que les masses font quelque chose quelque part, le CC-POR et le Groupe CRI affirment qu'*en l'absence d'alternative communiste révolutionnaire ayant une influence de masse*, la bourgeoisie est pour le moment le plus souvent encore en mesure de recomposer sa domination de façon *globalement* pacifique (nationalisme bourgeois de Chavez, gouvernements de front populaire préventif de Lula et du Frente Amplio, gouvernement bourgeois de teinte "progressiste-populiste" de Kirchner, etc). Mais le regain net et continu de la lutte politique des masses depuis la fin des années 1990, notamment en Amérique Latine, est en train de frayer le chemin à une modification de cette situation et ouvre de nouvelles possibilités aux organisations communistes révolutionnaires.

10) Sur l'« argentinazo »

La plupart des organisations se revendiquant trotskystes ont (à des degrés divers) surestimé l'« argentinazo », parlant de « révolution ». Ils n'ont donc pas pu y intervenir correctement. En décembre 2001, les masses ont fait irruption sur la scène politique, d'une manière empirique, avec un haut degré de spontanéité et sans direction révolutionnaire ; le prolétariat, marqué par des années de péronisme et de défaites cinglantes, n'est pas intervenu comme classe, mais dilué dans un mouvement populaire. Face à des

masses sans programme et direction anticapitalistes, ouvriers et socialistes, la bourgeoisie a pu recomposer son pouvoir de façon *globalement* pacifique. Mais ces événements ont permis au prolétariat de reprendre l'initiative et d'engager un mouvement de recomposition.

11) Sur l'Union Européenne (UE) et le référendum constitutionnel

L'UE est un cadre juridique et économique que les bourgeoisies européennes s'efforcent de construire pour se renforcer dans leur combat contre les autres principaux impérialismes actuels ou émergents (États-Unis, Japon, Chine) et contre leur propre prolétariat. Cette politique ne peut être réellement combattue par des illusions réformistes comme une « Europe sociale », mais seulement du point de vue de la seule alternative réelle à l'UE capitaliste, une Europe communiste et révolutionnaire, c'est-à-dire par la lutte pour des gouvernements des travailleurs, par les travailleurs et pour les travailleurs dans chaque pays. Cependant, le parti communiste révolutionnaire cherche à chaque pas à formuler concrètement cet objectif et propose un front unique ouvrier pour avancer vers sa réalisation. Il était juste d'intervenir dans cet esprit lors du référendum en France, en appelant à voter NON et participant au front uni du NON (en particulier aux comités), sur la base des positions communistes révolutionnaires, en dénonçant les réformistes.

12) Sur la situation brésilienne

Le CC-POR et le Groupe CRI caractérisent le gouvernement Lula comme un gouvernement de front populaire préventif d'un type particulier (poids particulièrement important des partis bourgeois dans la coalition). Il en découle la nécessité d'élaborer un programme de revendications concrètes à mettre en avant dans le cadre d'une politique de front unique, aidant les travailleurs à rompre avec la direction du PT et de la CUT. Si le regroupement *Conlutas* est en lui-même progressiste, il faut l'orienter non vers la création d'une nouvelle centrale syndicale « rouge », mais vers une opposition révolutionnaire pour disputer la direction de la CUT à la bureaucratie « luliste ». Nous démasquons le gouvernement Lula, mais à ce stade, le mot d'ordre « *À bas le gouvernement*

Lula ! » reste prématuré, car le rapport de force entre les classes est favorable à la bourgeoisie et le niveau de la lutte de classe reste médiocre.

II. Points de débat

Le CC-POR et le Groupe CRI relèvent qu'il reste encore à débattre au moins les points suivants :

1) Méthode pour aborder la réalité mondiale et sur la relation entre les éléments économiques, sociaux et politiques. En particulier, *question de savoir si les forces productives continuent de croître* (Groupe CRI) *ou si elles ont cessé de croître* (CC-POR) et relation de ce problème avec la place occupée par les appareils réformistes dans l'après-Seconde Guerre mondiale. Les positions du Groupe CRI sur ce point sont développées dans les deux textes de Ludovic Wolfgang contre le livre de Daniel Gluckstein *Mondialisation et lutte de classe* (cf. le site <http://groupecri.free.fr>, rubrique Discussions) et la contribution qu'Antoni Mivani aura achevée prochainement.

2) *Sur la politique militaire du prolétariat* : Le CC-POR et le groupe CRI sont d'accord sur le fait que, l'objectif de la révolution prolétarienne étant la destruction de l'État bourgeois et de ses forces de répression, à commencer par l'armée et la police, la ligne fondamentale de la politique militaire du prolétariat consiste d'une façon générale dans l'auto-organisation du prolétariat et tout particulièrement dans son auto-armement, qui culmine dans la formation d'une milice ouvrière armée. Mais, au delà de l'accord sur cette orientation fondamentale, il reste à discuter la question, subordonnée, d'un éventuel travail spécifique en direction et au sein de l'armée et de la police. Le CC-POR estime (bien que ce point soit également en discussion dans ses rangs) qu'il faut réaliser dans la phase préparatoire un travail d'agitation, de propagande et d'organisation communiste révolutionnaire au sein de l'armée et de la police ; en particulier, il est pour soutenir les grèves policières lorsqu'elles mettent en avant des revendications progressistes et pour appuyer la syndicalisation de la police. Le Groupe CRI n'a pas encore arrêté sa position sur cette question du travail envers la police et l'armée ; il

considère nécessaire de l'aborder sous l'angle de la ligne fondamentale d'auto-organisation et d'auto-armement du prolétariat.

3) *Sur le bilan de la IVe Internationale et des courants qui en sont issus, de leurs dérives opportunistes et plus généralement des contours et de la nature du centrisme*. Il faudra revenir ensemble sur l'histoire de la IVe Internationale depuis 1940, ainsi que sur les principaux courants centristes qui s'en réclament, leurs orientations, origines et leur histoire. Le Groupe CRI a consacré dans son Projet de programme et dans tous les numéros de son journal des critiques politiques systématiques contre les trois principales organisations françaises, LO, LCR, PT. Le CC-POR pourra contribuer tout particulièrement à l'explication et à la critique de l'histoire du POR bolivien et à ses orientations actuelles. Ce travail est nécessaire pour s'orienter correctement dans l'effort pour construire une internationale communiste révolutionnaire. Si nous sommes d'accord pour nous référer à la IVe Internationale, en raison du combat et de l'apport irremplaçables de Trotsky et de ses camarades des années 20 et 30, et à son programme, il reste à déterminer, d'une part, s'il faut parler de construction ou reconstruction de la IVe Internationale et d'autre part, à élaborer une **méthode** selon laquelle on peut aujourd'hui avancer réellement vers cet objectif.

4) *Sur la question des États Ouvriers*. Le CC-POR estime que l'URSS jusqu'en 1991, la Chine jusqu'en ???, les pays du glacis soviétique à l'Est de l'Europe jusqu'en ??? ainsi que la Corée du Nord, le Vietnam et Cuba encore aujourd'hui, ont été ou sont des États ouvriers dégénérés ou bureaucratiquement déformés. Le Groupe CRI affirme qu'il ne peut y avoir d'État ouvrier sans révolution prolétarienne ; seule l'URSS peut donc avoir été un État ouvrier, ayant par la suite dégénéré. On pourra notamment discuter des questions suivantes : Le critère de la nationalisation des moyens de production et du monopole du commerce extérieur sont-ils suffisants pour définir un État comme ouvrier ? Un État peut-il encore être considéré comme ouvrier quand le pouvoir n'est plus dans les mains de la classe auto-organisée, dirigée par le

parti communiste révolutionnaire ? Jusqu'où peut-il connaître un processus de bureaucratisation sans cesser d'être ouvrier ? Un État où s'est consolidé une couche d'exploiteurs privilégiés, qui s'opposent à toute orientation révolutionnaire et liquident les révolutionnaires, peut-il être encore dit ouvrier ? Le Groupe CRI présentera un premier texte sur la nature de l'URSS et sur ce que le CC-POR et d'autres appellent des « États ouvriers déformés à la naissance » fin décembre 2005.

III. Perspectives et méthode

Sur la base de ces points d'accord programmatiques, de ces points de débats et d'une certaine expérience commune, le CC-POR et le Groupe CRI décident de :

1) Traduire respectivement le programme de l'autre organisation pour le mois de décembre 2005, dans l'objectif **d'aller le plus loin possible dans l'élaboration d'un programme identique**, permettant de prendre position sur la même orientation en ce qui concerne d'une part les événements d'importance internationale (guerres impérialistes comme en Irak, processus révolutionnaire comme en Bolivie, événements comme le référendum sur le Traité constitutionnel en Europe ou la signification de l'ouragan Katrina aux États-Unis...) et d'autre part l'intervention politique dans la lutte de classe en Argentine et en France.

2) *Mener à bien les débats indiqués au point II*, ce qui suppose l'engagement de chaque organisation à produire et/ou traduire les textes mentionnés dans des délais raisonnables à fixer ensemble ;

3) Suivre et faire la **critique de la politique de chaque organisation dans son pays respectif et de l'activité militante concrète**, ce qui suppose que chaque organisation s'engage à transmettre périodiquement à l'autre non seulement ses publications mais aussi un rapport qui synthétise son intervention dans la lutte des classes.

Le CC-POR et le Groupe CRI se fixent pour objectif la formation d'une tendance ou d'une fraction internationale commune. Mais cela ne signifie pas vouloir être les énièmes groupes à s'autoproclamer la IVe Internationale ou le seul vrai noyau ou le seul noyau sain pour la

construction ou reconstruction de la IV^e Internationale. Bien au contraire, convaincus qu'il n'est possible d'accomplir une telle tâche sans repousser le sectarisme tout aussi énergiquement que l'opportunisme et sans un effort internationaliste considérable, ils conçoivent ce

processus de discussion et d'intervention pratique en vue de cet objectif comme ouvert par essence à de multiples militants, groupes et organisations du monde entier, qui cherchent le chemin du combat pour la révolution prolétarienne et le socialisme et s'efforcent donc

constamment de convaincre de nouveaux militants, groupes et organisations de se joindre à cette discussion et travail en commun dans cette perspective.

Rosario/Paris,
septembre-novembre 2005

CONTRIBUTION À LA DISCUSSION PROGRAMMATIQUE n° 4

CRITIQUE DU PROJET DE PROGRAMME DU PSoL BRÉSILIEN

(Lettre ouverte du Groupe CRI)

Depuis son arrivée au pouvoir en janvier 2003, le gouvernement du PT, dirigé par Lula, a engagé toute une série de réformes favorables à la bourgeoisie, telles que l'indépendance de la Banque centrale par rapport au gouvernement, la réforme des retraites et l'arrêt presque complet de toute mesure de réforme agraire, accompagné d'un soutien marqué aux grands propriétaires terriens contre les paysans sans terre¹. En engageant cette politique, le gouvernement du PT s'est frontalement heurté à sa base sociale, à commencer par les fonctionnaires, premiers concernés par la réforme des retraites.

Les courants se revendiquant du trotskysme qui se trouvaient encore à l'intérieur du PT se sont donc trouvés pris entre la pression de la bourgeoisie, relayée par la direction du parti, qui voulait faire passer ces réformes coûte que coûte, et la pression des masses se dressant par centaines de milliers contre les réformes. Le courant Démocratie Socialiste (DS, organisation membre du « Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale », aux côtés de la LCR) a apporté son soutien au gouvernement Lula, l'un de ses principaux dirigeants, Miguel Rossetto, devenant même ministre de la Réforme agraire. La majorité des députés de la « gauche » du PT, plus soucieux de leur carrière que des intérêts des travailleurs, votent pour les réformes du gouvernement ou s'abstiennent, en particulier l'écrasante majorité des députés de DS.

Ce soutien et cette participation de la majorité de DS au gouvernement Lula, véritable trahison, a conduit à la scission de ce courant. Une minorité, emmenée par la sénatrice Héloïsa

Helena, a été exclue du PT pour avoir voté contre la réforme des retraites ; or les protestations de la majorité de DS sont restées de pure forme. Héloïsa Helena a donc pris l'initiative d'un nouveau regroupement politique avec d'autres parlementaires dits « radicaux » ayant eux aussi été exclus du PT pour avoir voté contre la réforme des retraites, à savoir Baba (membre du courant CST, section brésilienne de l'UIT), Luciana Genro (dirigeante du MES) et enfin Joao Fontes (membre d'aucun courant).

Dans un premier temps, il a été question de fonder un nouveau parti en collaboration avec le PSTU (Parti Socialiste des Travailleurs Unifié, section brésilienne et principal parti de la LIT, organisation qui compte environ 2 500 militants, dispose d'une influence significative dans bien des syndicats et dont le candidat à la présidentielle en 2002 avait recueilli plus de 400 000 voix). Un accord n'a cependant pas pu être trouvé avec le PSTU : les courants et les députés issus du PT ont finalement décidé de fonder le Parti pour le Socialisme et la Liberté (PSoL). Une conférence de 500 délégués a adopté un programme provisoire en juin 2004. De son côté, le PSTU s'efforce d'utiliser son poids dans la CUT pour se renforcer lui-même en appelant à la construction d'une nouvelle centrale syndicale à la gauche de la CUT à travers un regroupement appelé Conlutas.

À l'automne dernier, la crise du PT a continué de s'aggraver avec le scandale déclenché par les révélations sur l'achat de députés d'autres partis par le gouvernement Lula. Cette crise a notamment obligé José Dirceu, personnage-clé du PT et du gouvernement, à démissionner. Cependant, la direction historique du PT, malgré sa politique à la solde de la bourgeoisie et le scandale des pots-de-vin, s'est maintenue sans trop de

difficultés à la tête du parti, les principaux candidats de ce qui restait de la « gauche » étant défaits assez nettement. Mais, au même moment, le PSoL avait recueilli les 450 000 signatures nécessaires à sa légalisation. C'est dans ces conditions que de nouveaux responsables de la « gauche » du PT, dont quatre députés fédéraux (qui n'avaient pas voté contre la réforme des retraites lors des lectures du texte au Parlement), ainsi que d'autres élus au niveau des États et des municipalités, des dirigeants et des militants syndicaux qui étaient restés au PT malgré sa politique, ont fini par rompre avec celui-ci et par rejoindre le PSoL.

La constitution d'un nouveau parti ouvrier à gauche d'un parti réformiste tel que le PT brésilien intéresse nécessairement tous les militants et groupes révolutionnaires, dans la mesure où elle pose en elle-même le problème décisif de la rupture avec les organisations traditionnelles traitées du mouvement ouvrier, le problème d'une perspective politique indépendante pour les travailleurs, en un mot le problème de l'alternative fondamentale entre réforme et révolution. En mars prochain, le congrès du PSoL doit adopter son programme définitif : la discussion en son sein est intense. C'est pourquoi le Groupe CRI a décidé d'étudier de près, d'un point de vue critique, le projet de programme élaboré par la direction du PSoL, tel qu'il avait été publié peu après sa fondation (juin 2004), et de s'adresser à ce nouveau parti sous la forme d'une lettre ouverte, reproduite ci-dessous. Dans un prochain numéro, nous reviendrons sur l'orientation et l'attitude politiques du PSTU. Ce faisant, il s'agit de participer à la discussion d'une manière qui s'efforce d'être à la fois marxiste et constructive, dans l'optique d'une discussion

¹ Cf. Le CRI des travailleurs n° 1 (février 2003), n° 3 (avril 2003) et n° 8 (octobre 2003).

internationaliste qui nous semble devoir intéresser tous les militants ouvriers réfléchissant à la question décisive du parti à construire.

« Camarades,

À un moment crucial, vous avez choisi le camp du prolétariat contre celui de la bourgeoisie en refusant de voter la réforme des retraites et en contribuant aux mobilisations des travailleurs contre ces mesures prises par le gouvernement Lula au compte de la bourgeoisie. Faisant le constat que « *ce cours du parti [le PT] est irréversible* », vous avez décidé d'intensifier votre « *action afin de construire une alternative politique pour les travailleurs et le pays* » (note publique du 1^{er} septembre 2003 aux militants du PT). Dans le programme provisoire du PSoL, vous vous revendiquez du combat pour « *le socialisme* » et vous affirmez que « *la société ne peut pas s'organiser autour des principes de solidarité et d'égalité, ne peut pas produire pour les besoins de la population, sans exproprier cette minorité [les « latifundistes, spéculateurs, capitalistes et banquiers* »] et sans prendre le contrôle des grands moyens de production et de crédit ». Et, à la fin de l'introduction à ce texte, vous invitez les militants à vous faire parvenir des contributions, soulignant que votre « *site Internet sera en mesure de recevoir des contributions qui enrichiront notre débat et permettront que notre programme soit construit sur la base de l'expérience vivante des mouvements sociaux et de ses protagonistes* ».

Comme nous nous plaçons également sur le terrain du combat pour l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes (cf. sur notre site <http://groupecri.free.fr/> notre *Projet de programme CRI* et nos publications), il nous a semblé nécessaire de répondre à votre appel en vous communiquant nos premiers commentaires sur votre projet de programme, limités à quelques points essentiels.

Il manque un bilan de l'expérience du PT

Vous avez estimé pendant des années que le PT pouvait être l'instrument de l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes. Si aujourd'hui vous avez décidé de fonder un nouveau parti, c'est parce que vous pensez que le PT, loin d'être un instrument de cette émancipation,

est devenu son contraire, un instrument de la bourgeoisie pour imposer ses exigences aux travailleurs. Au moment de fonder une nouvelle organisation, dans le but de poursuivre ce même combat dont vous avez pensé auparavant que le PT pouvait être l'instrument, n'est-il pas nécessaire de commencer par analyser rigoureusement les raisons pour lesquelles le PT n'a pas été le parti aidant les travailleurs à accomplir leur auto-émancipation ? Or, on ne trouve ni dans votre note publique aux militants du PT en date du 1^{er} septembre 2003 proposant la construction d'un nouveau parti, ni dans votre projet de programme, une analyse de l'expérience du PT, de sa tendance toujours plus ouverte au réformisme, c'est-à-dire en dernière analyse à la capitulation devant la bourgeoisie. C'est là pour le moins un sérieux manque.

« Changement brusque » du cours du PT en 2003... ou évolution toujours plus marquée de sa capitulation devant la bourgeoisie ?

Dans votre note, vous affirmiez que « *cette nécessité [de fonder un nouveau parti] ne découle pas seulement de la destruction de la démocratie dans le PT, mais aussi de l'abandon par le noyau dirigeant des bannières historiques du parti* ». Vous précisez que les premiers mois du gouvernement Lula « *ont largement démontré que la politique du noyau dirigeant du PT a provoqué un changement brusque dans l'orientation du parti. D'une opposition plus ou moins ferme au néolibéralisme, le parti est passé à un rôle de principal pilier des plans capitalistes.* » (Nous soulignons.) Cette affirmation est pour le moins surprenante. En effet, c'est depuis des années que le PT gère des mairies et des États loyalement dans le cadre de capitalisme, au lieu d'essayer d'en faire des points d'appui pour l'organisation révolutionnaire des masses contre la bourgeoisie et son État. De plus, Lula avait déjà signé pendant la campagne présidentielle un engagement à respecter le paiement de la dette selon les conditions fixées par le FMI ; or cet engagement est incompatible avec la satisfaction des intérêts des travailleurs et de tous les opprimés. En ce sens, s'il y a eu « *changement brusque* » — ce que nous ne pensons pas —, vous serez au moins d'accord pour reconnaître qu'il s'est produit non pas *après*, mais

avant l'élection présidentielle d'octobre 2002.

Or on ne peut manquer d'avoir l'impression que, en situant le « *changement brusque* » dont vous parlez après l'élection de Lula, vous vous dispensez de faire la critique de l'attitude qui a été la vôtre *dans le passé* face à cette soumission de plus en plus nette du PT aux exigences de la bourgeoisie. Certes, vous avez combattu pour que le PT se présente sur une autre orientation, notamment pour qu'il s'engage à rompre avec le FMI, ce qui est juste, quoique insuffisant. Mais, bien qu'il fût évident pour tout militant marxiste que Lula gouvernerait en faveur de la bourgeoisie et non en faveur des travailleurs, vous avez (pour la plupart d'entre vous) appelé à voter pour Lula *dès le premier tour et sans mettre ouvertement les travailleurs en garde contre lui, c'est-à-dire contre la politique favorable à la bourgeoisie qu'il s'appropriait à appliquer*. En ce sens, vous n'avez pas aidé les travailleurs à y voir clair. Au contraire, par votre soutien à peine critique à Lula, vous avez donné votre caution de « *gauche* » à son alliance avec la bourgeoisie et à sa déclaration répétées selon laquelle il appliquerait les plans du FMI. Selon nous, il fallait présenter au premier tour un candidat ouvrier révolutionnaire *contre Lula*, en utilisant la campagne électorale pour dénoncer ouvertement son programme de capitulation devant la bourgeoisie et l'impérialisme, pour mettre en garde les masses et pour les appeler à ne compter que sur elles-mêmes, leurs propres mobilisations et leur auto-organisation. Il n'était juste d'appeler tactiquement à voter pour la victoire du PT *qu'au second tour*, d'une part parce que cela permettait d'infliger une défaite politique aux partis bourgeois honnis, d'autre part parce qu'il était indispensable que les travailleurs, en portant le PT au pouvoir au niveau national, fassent leur propre expérience de la véritable nature de ce parti qu'ils croyaient être le leur. Bien évidemment, en appelant à voter pour Lula au second tour (à l'encontre des gauchistes), il fallait continuer à dénoncer ouvertement son programme de capitulation.

De plus, si on examine la politique menée par le PT non depuis quelques mois mais *depuis des années*, on voit qu'il n'y a pas de changement « *brusque* » de son orientation, mais une évolution toujours plus marquée de sa soumission à la bourgeoisie et à l'impérialisme. Le PT gouverne dans

des villes et des États depuis longtemps. Quelle politique y a-t-il menée ? Prenons, par exemple, le cas de la ville de Porto Alegre et de l'État de Rio Grande do Sul, qui ont été dirigés par le PT, qui plus est par sa « gauche ». Cette mairie et cet État ont continué de payer leur part de la dette, au lieu de profiter de ces positions acquises pour engager, à partir d'elles, une lutte résolue pour le non paiement de la dette par toutes les mairies et tous les États fédéraux. Bien sûr, une telle lutte aurait peut-être été défaite. Mais, même vaincue, cette lutte aurait contribué à élever la conscience politique des travailleurs de tout le pays. Au lieu de montrer concrètement aux travailleurs que les révolutionnaires n'utilisent les positions institutionnelles qu'ils acquièrent que pour aider et accélérer la lutte révolutionnaire contre le capital et l'État, les dirigeants de la « gauche » du PT ont donné un exemple flagrant d'intégration aux institutions bourgeoises et de soumission sans combat aux diktats imposés par la bourgeoisie et l'impérialisme. Dans cette logique, en mettant en place le « budget participatif », la mairie PT de Porto Alegre, au lieu d'aiguiser la disposition des travailleurs la lutte, leur a appris à se résigner et à faire eux-mêmes les choix des revendications qu'ils devraient sacrifier en établissant une liste des « priorités » dans le cadre d'un budget largement amputé par le paiement de la dette. Dans ce cadre, la mairie PT a également réduit les salaires des enseignants et privatisé certains secteurs ! De ce point de vue, il n'y a pas rupture, mais continuité, entre la politique municipale ou régionale du PT avant 2003 et sa politique nationale depuis 2003. Il y a donc bien longtemps que les révolutionnaires devaient combattre la politique mise en œuvre concrètement par le PT.

Qu'était le « PT des origines » ?

Mais il faut remonter plus loin encore dans le temps. Vous affirmez haut et fort vouloir défendre les « bannières historiques du PT ». Bien sûr, on peut comprendre que dans un moment où, sous la pression de la lutte de classes, des centaines de militants du PT se heurtaient à sa direction et hésitaient, vous ayez jugé utile, pour entraîner ces militants, d'affirmer que la fidélité aux objectifs qu'ils s'étaient eux-mêmes fixés rendait nécessaire leur rupture avec le PT et leur

ralliement à un nouveau parti ouvrier poursuivant le combat. Mais, même aujourd'hui, vous ne semblez faire aucune analyse critique du programme fondateur du PT. Pensez-vous qu'il était satisfaisant, du moins pour l'essentiel ? Pour notre part, nous n'ignorons pas que le PT a joué à ses origines un rôle progressiste en permettant à la classe de se dresser contre la dictature et de reprendre le chemin de sa constitution comme classe politique ; de ce point de vue, il était tout à fait justifié d'y entrer pour y organiser un courant révolutionnaire pendant un certain temps. Cependant, nous ne pensons pas que le programme fondateur du PT fût juste pour l'essentiel. Tout en se revendiquant certes du « socialisme », il ne précisait rien quant aux moyens d'atteindre effectivement ce but, sous prétexte de ne pas trancher le vieux débat entre réforme et révolution, en fait pour maintenir un compromis entre les différents courants constitutifs du PT. Or, quand la stratégie d'un parti ouvrier n'est pas clairement définie, c'est la bourgeoisie qui finit tôt ou tard par en décider : le parti découvre un beau jour qu'il était en fait réformiste. C'est exactement ce qui s'est passé avec le PT.

Or vous-mêmes semblez hériter de cette ambiguïté fondamentale du « PT des origines ». Tout en soutenant à juste titre qu'« une alternative globale pour le pays doit être construite à travers un intense processus d'accumulation de forces et ne pourra être imposée que par un affrontement révolutionnaire avec l'ordre capitaliste établi », vous ne dites pas pourquoi la rupture avec le capitalisme ne peut être que révolutionnaire, et vous n'expliquez pas en quoi consiste précisément cet « affrontement révolutionnaire avec l'ordre capitaliste établi » dont vous parlez. Vous justifiez cette attitude en affirmant : « Nous ne pouvons pas prévoir ce que seront les conditions et circonstances d'une rupture systémique. » Nous comprenons qu'un nouveau parti constitué à partir d'une multitude de courants (la majorité des fondateurs se réclamant cependant du trotskysme) et destiné à regrouper des milliers de militants issus du PT réformiste, ne tranche pas immédiatement un certain nombre de questions posées par ligne stratégique de la révolution prolétarienne. Cependant, il est indispensable de préciser davantage votre orientation sur la question-clé de l'alternative entre réforme et révolution. Il est en

effet essentiel de dire clairement aux travailleurs, quand on leur propose comme but le socialisme, par quels *moyens pratiques* on préconise d'en finir avec l'ordre existant, en s'appuyant sur la riche expérience accumulée par l'histoire de la lutte des classes depuis près de deux cents ans. De ce point de vue, il nous semble que votre programme hésite entre anti-néolibéralisme et *anticapitalisme conséquent*, privilégie un catalogue de réformes au détriment d'un *programme de transition vers le socialisme* et substitue la perspective de réformes démocratiques de l'État bourgeois à l'objectif fondamental de sa *destruction en faveur d'un État ouvrier*. Nous allons essayer de le montrer successivement.

« Réformes radicales »... ou revendications transitoires dirigeant vers la prise du pouvoir par le prolétariat ?

Vous reconnaissez vous-mêmes que la position du PT n'allait déjà plus depuis longtemps bien au-delà d'« une opposition plus ou moins ferme au néolibéralisme » (note publique aux militants du PT, 1^{er} septembre 2003). Il semble que vous le regrettiez, estimant une position d'opposition au néolibéralisme insuffisante. Pourtant, sur cette question, votre programme nous semble particulièrement ambigu. Vous affirmez en effet qu'il serait nécessaire de « déployer tous les efforts en soutien au mouvement anti-globalisation, avec ses forums sociaux et ses mobilisations de masse initiées à Seattle » (nous soulignons). Or, s'il est juste de vouloir intervenir dans tous les mouvements de masse qui contestent ou critiquent plus ou moins le capitalisme, il est clair que les principaux dirigeants du mouvement anti- ou plutôt altermondialiste n'ont pas d'autre d'objectif que celui, parfaitement illusoire, d'introduire au sein du capitalisme des réformes dites « radicales » (c'est ce que certains d'entre eux appellent « humaniser le capitalisme »). Dans la pratique, au nom du réalisme politique, beaucoup de ces dirigeants du mouvement altermondialiste mettent en œuvre, ou appartiennent à des organisations qui mettent en œuvre une politique conforme aux intérêts non des travailleurs, mais à ceux du capital, que ce soit au gouvernement, dans les régions ou dans les mairies. C'est le cas notamment de la plupart des anciens partis « communistes » (nous

en savons quelque chose ici en France !), de bien des partis « verts » ou encore des organisateurs brésiliens du premier Forum social mondial dirigeants du PT de Porto Alegre, dont nous avons déjà parlé.

« Dépasser »... ou supprimer le capitalisme ?

Vous affirmez pour votre part avoir pour but le « *dépassement de l'ordre capitaliste* ». Or cette formule est au mieux vague, au pire simplement opposée à celle du « *renversement révolutionnaire de la bourgeoisie* ». De fait, elle est particulièrement prisée par les nouveaux ministres capitalistes, comme Rossetto au Brésil ou les dirigeants du PCF en France (elle a été adopté par le PCF dans les années 1990, juste avant leur participation au gouvernement de la « gauche plurielle » qui a privatisé à elle seule plus que les deux gouvernements de droite précédents !). Or, dans votre programme, après avoir fixé cet objectif vague du « *dépassement du capitalisme* », vous énumérez toute une série de « *réformes radicales* » que vous opposez aux « *réformes réactionnaires et néolibérales* », mais sans jamais rien dire de la manière dont vous espérez les réaliser.

La lutte contre le chômage est-elle possible avec le capitalisme ?

Vous constatez que « *plus d'un million de travailleurs ont perdu leur emploi en 2003* » et vous écrivez que « *le chômage est devenu une crise structurelle* ». Dans votre présentation du phénomène du chômage, vous semblez considérer que le chômage serait « *structurel* » mais depuis 2003, ou du moins depuis relativement peu de temps, apparemment depuis que les gouvernements font des politiques « *néolibérales* ». Dès lors, pour lutter contre le chômage, vous semblez croire qu'il suffise de réduire le temps de travail (vous préconisez avant tout « *la réduction du temps de travail à 40 h hebdomadaires, vers la semaine des 36 h* »), sans pour autant toucher au capitalisme lui-même.

Pourtant, en réalité, le chômage ne s'explique pas fondamentalement par telle ou telle politique des capitalistes, mais par le procès d'accumulation du capital lui-même, qui conduit à la formation inévitable d'une armée de réserve de travailleurs, comme Marx l'a montré. Celle-ci peut prendre différentes formes selon les cycles de la reproduction capitaliste, mais elle

existe toujours. Ce qui distingue la période actuelle, c'est que, avec l'extension du salariat, ce phénomène prend une ampleur particulièrement spectaculaire dans tous les pays industrialisés. C'est pourquoi la revendication de réduction du temps de travail est nécessaire pour mobiliser les travailleurs et améliorer autant que possible leurs conditions d'exploitation, mais elle n'est nullement suffisante pour éradiquer le chômage. À la baisse du temps de travail, la bourgeoisie répond non par la création d'emplois, mais par la hausse de la productivité et de l'intensité du travail. Nous le savons particulièrement bien en France, nous qui avons vu une loi de réduction du temps de travail de 39 h à 35 h qui a surtout servi essentiellement aux patrons pour introduire ou développer la flexibilité et pour geler les salaires, sans la moindre réduction du chômage.

Face au chômage, les révolutionnaires mettent en avant non seulement la revendication de réduction du temps de travail, mais surtout le mot d'ordre de l'*échelle mobile des heures de travail*, c'est-à-dire la répartition de toutes les heures de travail disponible entre tous les travailleurs sans baisse des salaires. Bien évidemment, face à de telles revendications, les « *propriétaires et leurs avocats démontreront l'impossibilité de réaliser ces revendications. Les capitalistes de moindre taille, surtout ceux qui marchent à la ruine, invoqueront, en outre, leur livre de comptes. Les ouvriers rejeteront catégoriquement ces arguments et ces références. (...) Si le capitalisme est incapable de satisfaire les revendications qui surgissent infailliblement des maux qu'il a lui-même engendrés, qu'il périsse ! La "possibilité" ou l'"impossibilité" de réaliser les revendications est, dans le cas présent, une question de rapport des forces, qui ne peut être résolue que par la lutte. Sur la base de cette lutte, quels que soient ses succès pratiques immédiats, les ouvriers comprendront mieux que tout la nécessité de liquider l'esclavage capitaliste.* » (Trotsky, *Programme de Transition*). C'est ainsi que, pour les révolutionnaires, la lutte contre le chômage débouche immédiatement sur l'objectif de rompre avec le capitalisme lui-même, ce qui pose la question de la prise du pouvoir par le prolétariat.

L'ouverture des livres de compte

peut-elle suffire pour empêcher les licenciements et la surexploitation ?

Le passage suivant de votre programme semble plus correct : « *Nous dénonçons également toutes les mesures de licenciement ou de réduction des salaires sous prétexte de manque de travail. Face aux revendications des patrons à propos de leurs difficultés, nous demandons l'ouverture de leurs livres de compte et l'établissement d'un contrôle sur la production* ». Votre formulation s'inspire manifestement de celles de Trotsky sur la même question dans le *Programme de transition*. Mais il ne suffit pas de les répéter formellement pour leur conserver leur portée révolutionnaire. Premièrement, il est clair que le mot d'ordre de contrôle ouvrier n'a de sens que dans la perspective ultime de la *gestion ouvrière directe*, laquelle suppose la rupture avec le capitalisme. Or, cet objectif n'est jamais formulé ouvertement dans votre programme. Deuxièmement, Trotsky souligne précisément que tous les petits capitalistes ruinés ouvriront leur livre de compte *pour démontrer l'impossibilité de ne pas fermer l'usine*. Or, de ce point de vue, c'est évidemment ce que feraient de nombreux capitalistes brésiliens, pressurés par le capital impérialiste et laminés par la concurrence. Les ouvriers devraient-ils accepter leurs arguments, avec le chômage à la clé ? L'expérience vivante des occupations d'usine en Argentine et au Brésil même montre au contraire quelle voie les ouvriers doivent suivre : ils sont capables d'organiser eux-mêmes la production ; il est surprenant que votre parti, qui affirme vouloir s'appuyer sur l'expérience des luttes, n'en dise pas un mot dans son programme.

Mais, là encore, cette orientation n'est juste qu'à condition d'être dirigée non vers l'autogestion dans le cadre du capitalisme (qui ne peut que conduire les ouvriers à s'auto-exploiter), mais vers la réorganisation de l'économie sur la base de la collectivisation des moyens de production, qui suppose la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Car, comme le disait l'Adresse inaugurale de l'Association Internationale des travailleurs, rédigée par Marx, le « *mouvement coopératif et des manufactures coopératives* » a démontré, « *par des actions et non par des raisonnements* », que « *la production sur une grande échelle, et en accord avec les exigences de la*

science moderne, peut marcher sans qu'une classe de maîtres emploie une classe de "bras"; que les moyens de travail, pour porter leur fruit, n'ont pas besoin d'être monopolisés pour la domination et l'exploitation du travailleur»; mais, en même temps, souligne Marx, « il y a une autre chose que ces expériences (...) ont établi sans aucun doute possible : (...) que la coopération des travailleurs, si elle reste circonscrite dans un cercle étroit (...) ne sera jamais capable d'arrêter les monopoles qui croissent en progression géométrique (...). Pour que les masses laborieuses soient affranchies, la coopération devrait prendre une ampleur nationale et par conséquent il faudrait la favoriser avec des moyens nationaux. Mais ceux qui règnent sur la terre et le capital useront toujours de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs monopoles économiques. (...) Donc, la grande tâche de la classe des travailleurs, c'est de conquérir le pouvoir politique. »

À notre avis, un parti qui se fixe pour but l'auto-émancipation des travailleurs ne peut faire l'impasse sur des questions que posent non seulement l'expérience des luttes les plus récentes, mais également l'expérience accumulée et théorisée par le mouvement ouvrier depuis plus de deux cents ans.

Réforme... ou destruction de l'État bourgeois ?

Une autre série de réformes que vous proposez sont des réformes démocratiques. Vous vous prononcez pour « une véritable Constituante, souveraine, démocratique » et vous expliquez que vous luttez « pour des mesures démocratiques radicales, telles qu'une assemblée unique avec révocabilité des mandats. Il est également important d'instaurer et faciliter les décisions par plébiscite ou référendum sur les thèmes nationaux les plus significatifs. De même le pouvoir judiciaire a-t-il besoin d'être profondément réformé : il faut mettre fin au choix des juges par le président de la République et instaurer la révocabilité de leurs mandats, ainsi que le recours à une participation populaire dans les décisions de justice ». Bien sûr, les révolutionnaires ne sont pas opposés aux réformes démocratiques : ils sont toujours au contraire au premier rang de la lutte pour les imposer. Mais ils montrent en même temps que cette lutte se heurte nécessairement au capitalisme et à

l'État bourgeois qui organise la « dictature de la bourgeoisie » contradictoire avec la véritable démocratie, c'est-à-dire le gouvernement des travailleurs, par les travailleurs et pour les travailleurs. Le problème de ce passage de votre programme n'est donc pas qu'il contienne la revendication de réformes démocratiques, mais qu'il en fasse l'orientation principale, pour ne pas dire unique, de votre programme en ce qui concerne la question de l'État. On n'y trouve rien, en effet, sur la destruction de l'État bourgeois, la dictature du prolétariat, les conseils ouvriers et paysans... Et, lorsque vous parlez de la nécessité « d'impulser, particulièrement durant les processus de lutte, le développement d'organismes d'auto-organisation du monde du travail », vous précisez immédiatement que vous les concevez seulement comme des « organismes de contre-pouvoir », mais vous ne dites jamais qu'ils seront la base du futur État des travailleurs eux-mêmes... On est donc amené à s'interroger : votre ligne stratégique, est-ce la réforme radicale de la démocratie bourgeoise ou son renversement révolutionnaire par les travailleurs ?

Conception bourgeoise... ou marxiste du suffrage universel ?

Votre appréciation de la démocratie bourgeoise n'est pas marxiste. Vous affirmez notamment : « Le suffrage universel est une conquête. » C'est vrai, surtout dans un pays comme le vôtre qui a connu une dictature terrible dans une période récente. Cependant, ce n'est qu'un aspect des choses : le suffrage universel est en même temps, et contradictoirement, un des meilleurs moyens dont dispose la bourgeoisie pour assurer sa dictature en la masquant sous l'apparence de la souveraineté populaire. Vous n'expliquez pas que dans une société dans laquelle la bourgeoisie tient toute la réalité du pouvoir d'État, l'école et les médias, le suffrage universel « égalitaire » est un mensonge. Or, une attitude marxiste, capable de considérer la réalité de façon dialectique, et non unilatérale, est d'autant plus indispensable au Brésil sur cette question que l'expérience des formes démocratiques de la dictature bourgeoise est justement encore toute fraîche et que l'introduction de ces formes, notamment le suffrage universel, a joué un rôle essentiel pour canaliser dans le cadre du capitalisme

la montée ouvrière de la fin des années 1970 contre la dictature militaire : il est donc crucial de combattre clairement pour la destruction des illusions des masses à l'égard de la démocratie bourgeoise et du suffrage universel.

Vous affirmez aussi que les « socialistes » ne doivent ni sombrer dans l'électoratisme, ni refuser en bloc les élections. En apparence, c'est une position équilibrée. Mais, en réalité, c'est là encore ne pas aller au-delà de la position du « PT des origines », car c'est ne pas dire l'essentiel pour des révolutionnaires, à savoir que *le prolétariat ne pourra pas conquérir le pouvoir par la voie pacifique, électorale*. C'est ce que prouve l'Histoire : par exemple, la montée ouvrière au Chili dans les années 1960 et l'arrivée au pouvoir d'un parti ouvrier même simplement réformiste par la voie électorale ont conduit la bourgeoisie à organiser une contre-révolution violente, le coup d'État militaire de Pinochet en septembre 1973, avec des dizaines de milliers de militants assassinés. Plus récemment, la bourgeoisie vénézuélienne et l'impérialisme américain se sont efforcés de renverser par la violence le président Chavez arrivé « démocratiquement » au pouvoir, qui ne faisait pourtant rien d'autre que quelques réformes très limitées. Le programme du parti qui aidera politiquement l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes ne doit-il pas leur dire quelles leçons il faut tirer de tout cela ? Selon nous, il faut dire clairement que la révolution sera nécessairement une guerre civile entre les travailleurs et la bourgeoisie, et il faut par conséquent y préparer correctement les travailleurs pour leur assurer la victoire.

« Démocratisation radicale »... ou révolution prolétarienne ?

De façon cohérente, vous vous prononcez non pour la destruction de l'État bourgeois, mais pour sa « réforme radicale ». Vous écrivez notamment : « Les institutions qui selon la Constitution et les lois servent à protéger le peuple – police, justice, système pénitentiaire et pouvoir politique – sont infestées de mafieux et de corrompus. La corruption policière est avalisée par le pouvoir judiciaire qui est lui-même protégé par le pouvoir politique. Si nous voulons un minimum de sécurité, il faut démanteler toute cette structure. Il est fondamental de **démocratiser les**

forces policières et en particulier l'armée, avec le droit de la troupe à la libre organisation politique et à élire ses commandants ; avec le droit à la promotion, sans limitations pour les officiers subalternes » (nous soulignons). Il n'y a rien à objecter à ces revendications en tant que telles, si elles ont subordonnées à l'objectif stratégique de la prise du pouvoir par le prolétariat. Mais c'est semer des illusions de faire croire qu'elles pourraient être réellement satisfaites dans le cadre de l'État bourgeois. Or vous ne dites nulle part l'essentiel : il ne peut y avoir de police et d'armée au service du peuple tant qu'elles seront des instruments de l'État bourgeois, fût-il « démocratique ». En conséquence, vous ne tracez nulle part l'objectif de l'armement des travailleurs et du peuple tout entier, organisés dans leurs conseils.

Vous croyez et faites croire également qu'il pourrait ne plus y avoir de corruption dans le cadre du système politique bourgeois. Vous constatez à juste titre qu'« *il y a différentes sources de corruption. Les privatisations, le laxisme du contrôle des flux de capitaux, qui encouragent et facilitent les commissions illégales et le blanchiment de l'argent du crime* ». Mais que proposez-vous ? « *Nous sommes pour que les scandales de corruption et de prévarication fassent l'objet d'enquêtes et soient sanctionnés, pour la mise en place de commissions d'enquête parlementaires et indépendantes.* » Autrement dit, vous proposez de lutter contre le système de corruption organisé, et en particulier contre les parlementaires corrompus, au moyen même d'un des rouages de ce système et d'une partie de ceux qui en bénéficient ! N'est-ce pas renforcer les illusions des travailleurs à l'égard des mécanismes de la démocratie parlementaire bourgeoise, au lieu de leur apprendre à s'en défier en démasquant qu'il s'agit et ne peut s'agir que d'une « démocratie pour les riches » ? Le scandale de la corruption qui a éclaboussé récemment le sommet du PT et provoqué une crise en son sein confirme à quel point c'est le système politique lui-même qui est pourri, et non seulement certains des hommes ou des partis qui en font partie.

Votre orientation sur la question de l'État est donc clairement réformiste. Tirant les conséquences de l'expérience de la Commune de Paris, Marx écrit dans *La Guerre civile en France* : « *La classe ouvrière ne peut*

pas simplement prendre possession telle quelle de la machine de l'État ni la mettre en marche pour ses propres objectifs. » Il explique également, dans sa lettre à Kugelmann du 12 avril 1871 : « *Si tu relis le dernier chapitre de mon 18 Brumaire, tu verras que j'y exprime l'idée suivante : la prochaine tentative révolutionnaire en France ne devra pas, comme cela s'est produit jusqu'ici, faire changer l'appareil bureaucratique-militaire de mains, mais le briser.* » La révolution du prolétariat se distinguera de toutes les révolutions passées en ce que l'État nouveau qu'elle construira ne sera déjà plus, dès le début, qu'un « demi-État » (Lénine), c'est-à-dire non celui d'une petite minorité d'exploiteurs, mais de l'immense majorité.

Quelques problèmes de votre pratique politique

Mais ce n'est pas seulement votre programme qui pose un certain nombre de problèmes : ce sont également vos actes politiques.

Sur votre indulgence à l'égard de Démocratie socialiste et de Rossetto

Vous écrivez dans l'introduction de votre programme : « *Notre base programmatique ne peut être fondée que sur un principe : la défense de l'indépendance politique des travailleurs et des exclus. Le parti que nous sommes en train de créer n'aura pas pour but de préconiser la collaboration de classes. (...) C'est pourquoi notre parti rejette les gouvernements communs avec la classe dominante.* » Ce passage est tout à fait juste et extrêmement précieux pour la classe ouvrière internationale. Cependant, dans la pratique, le PSoL refuse de mener une campagne de dénonciation contre un membre important du gouvernement de Lula, Miguel Rossetto, qui est membre de Démocratie socialiste, courant politique dont la majorité est restée dans le PT et soutient le gouvernement. Certes, on peut comprendre que certains des dirigeants et militants du PSoL qui ont été pendant des années membres de Démocratie socialiste (Héloïsa Helena, Joao Machado...) aient décidé d'y rester après leur rupture avec le PT, tout en construisant le nouveau parti. Mais cela ne saurait être acceptable que pour des raisons purement tactiques, c'est-à-dire à condition de mener à l'intérieur de DS un combat acharné contre Rossetto et les autres

dirigeants qui soutiennent Lula, un combat dont le seul but soit de convaincre les militants encore hésitants de rompre avec le PT et de rejoindre le PSoL. Or, dans la pratique, on constate que ces mêmes dirigeants très en vue du PSoL qui viennent de DS sont pour le moins silencieux ou timorés en ce qui concerne la dénonciation, pourtant urgente et décisive, de ce courant dirigé par des collaborationnistes pourris de Lula. Cette attitude est d'ailleurs en contradiction avec le programme du PSoL, où il est dit à juste titre que, « *pour impulser tant les luttes actuelles que la construction d'une stratégie socialiste, il est essentiel de combattre les directions opportunistes qui collaborent avec la classe dominante et se subordonnent à ses intérêts* ».

Vous soutenez des candidats de partis participant au gouvernement Lula... mais pas ceux du PSTU !

Les élections municipales d'octobre 2004 ont fourni une occasion pour tester à grande échelle votre orientation. L'Exécutif National du PSoL a pris une résolution fixant les critères qu'un candidat devait remplir pour être soutenu par votre parti. Ces critères sont les suivants : 1) liens avec les mouvements représentatifs et les luttes populaires et sociales ; 2) critique publique du gouvernement Lula ; 3) appui démocratique à la légalisation du PSoL. Ces critères sont insuffisants : le premier implique qu'il n'y a aucune exigence sérieuse en ce qui concerne le programme de ces candidats. Le second signifie que le soutien à des candidats de partis au pouvoir, comme le PT, le PPS ou le Pcdob, peut être toléré, du moment qu'ils sont « critiques » à l'égard du gouvernement Lula, ce qui est le cas de bien des membres et dirigeants de ces trois partis. Quant au troisième, il vise clairement à interdire tout soutien aux candidats du PSTU, dans une logique de vengeance tout aussi inadmissible que le refus inadmissible de ce parti d'appuyer votre légalisation¹. Dans la pratique, cela a

¹ L'attitude du PSTU est non seulement extrêmement sectaire, mais scandaleuse, un parti révolutionnaire ne peut en aucun cas cautionner le système anti-démocratique visant à limiter l'expression des partis politiques (donc avant tout des partis ouvriers) en imposant toute une série de conditions drastiques à leur légalisation. Cependant, cette attitude du PSTU à

permis par exemple à la principale figure de votre parti, Heloisa Helena, d'appeler à voter pour Regis Cavalcante, candidat du PPS, parti qui participe au gouvernement d'Alagoas, et pour Jandira Feghali, candidat du Pcdob, qui participe au gouvernement de Rio de Janeiro. Que peuvent y comprendre les travailleurs ? D'un côté vous combattez les réformes du gouvernement, de l'autre vous appelez à voter pour des représentants de partis qui les appliquent ! D'un côté, vous appelez à voter pour des représentants de partis qui participent au gouvernement, de l'autre vous refusez de soutenir (même de façon critique) les candidatures d'un parti ouvrier qui est sans doute sectaire à votre égard et a bien d'autres défauts, mais qui, comme vous, dénonce et combat clairement le gouvernement !

*Construction d'un parti centriste...
ou d'un parti révolutionnaire ?*

Mais la question de l'attitude du PSoL à l'égard des autres forces et militants politiques qui se réclament de la classe ouvrière se pose de manière plus générale. Tout d'abord, le PSoL s'est constitué rapidement, à côté du PSTU (et d'une myriade de petits groupes se réclamant du socialisme, notamment du trotskysme), sans que tous les efforts aient été faits d'un côté comme de l'autre pour l'ouverture d'une véritable discussion de fond — et c'est le moins qu'on puisse dire. En d'autres termes, les intérêts d'appareils ont été plus forts que la volonté de nombreux militants espérant une discussion générale qui aurait pu poser les bases d'une nouvelle organisation intégrant les apports de tous les courants situés à la gauche du PT. Si le PSTU s'est montré sectaire et a clairement affiché sa volonté d'hégémonie, les courants fondateurs du PSoL ont préféré de leur côté se mettre d'accord entre eux pour un nouveau parti plutôt que d'appeler les militants de base de tous les bords à prendre en main eux-mêmes la question du nouveau parti, y compris en faisant toute la pression nécessaire sur la direction du PSTU. Un processus généralisé de discussion et de refondation était pourtant sans doute possible, qui aurait permis à des

l'égard du PSoL ne saurait justifier la vôtre à son égard : vos deux partis se sont comportés en l'occurrence non pas en fonction des intérêts supérieurs de la classe dont ils se réclament, mais en fonction de leurs rivalités d'appareils, ce qui est inadmissible.

milliers de militants de débattre, de confronter leurs positions et d'élaborer ensemble un programme révolutionnaire. Nous ne disons pas que c'était facile, mais nous croyons pouvoir estimer que c'était souhaitable, et par conséquent possible avec une volonté politique réellement révolutionnaire, c'est-à-dire en s'élevant au-dessus des intérêts d'appareils.

En revanche, le PSoL, à l'image du « PT des origines », accepte d'accueillir des « chrétiens de gauche » emmenés par l'ancien dirigeant du courant APS du PT, Plinio Arrudias Sampaio, qui n'ont rien de révolutionnaire, et toute une série de dirigeants qui ont soutenu le gouvernement Lula jusqu'à une date récente, voire voté certaines des contre-réformes. Or toute la question est de savoir si vous voulez construire un parti révolutionnaire ou un parti centriste. Dans le second cas, vous seriez condamnés à reproduire l'expérience du PT, c'est-à-dire à dégénérer en parti réformiste à plus ou moins long terme. Dans la première hypothèse, le combat pour gagner des militants du PT doit se faire dans la perspective claire d'une lutte intransigeante contre le gouvernement Lula et le PT embourgeoisé, pour le véritable socialisme.

Le PSoL à la croisée des chemins

En menant le combat contre la réforme des retraites, en fondant un nouveau parti ouvrier après votre exclusion du PT, vous avez choisi le bon camp, celui des travailleurs et du peuple, contre Lula et la clique de bureaucrates traîtres et largement corrompus qui dirigent le PT. Aujourd'hui, vous vous trouvez à la croisée des chemins : votre nouveau parti hésite entre réforme et révolution, et penche par conséquent plutôt du côté de la réforme que de la révolution. Or une situation pré-révolutionnaire tend à se développer dans nombre de pays d'Amérique Latine, sans que les travailleurs disposent d'un parti révolutionnaire qui leur permette de vaincre. Cette situation conduit à la mise en place d'un bonapartisme sui generis au Venezuela autour de la personne de Chavez ou à la victoire du parti petit-bourgeois de Morales en Bolivie, qui organisent la canalisation des masses dans le cadre du capitalisme et de l'État bourgeois, au prix de quelques réformes.

Étant donné la place décisive du Brésil sur ce continent et vu l'importance des forces militantes existantes qui se revendiquent du combat pour l'auto-émancipation socialiste des travailleurs, votre orientation sera d'un grand poids dans le développement de la lutte de classe sur tout le continent. Votre responsabilité est immense : vous devez, à notre avis, proposer aux masses un véritable programme de rupture avec le capitalisme et l'État bourgeois, et proposer aux autres forces qui combattent contre Lula un front unique pour porter et réaliser ce programme. Vous devez tracer la perspective révolutionnaire des États-Unis socialistes d'Amérique Latine, et non celle, réformiste, d'une vague « *fédération des Républiques d'Amérique Latine* », à laquelle s'entient votre programme. Ce n'est pas seulement une question seulement brésilienne. Ce n'est pas seulement une question latino-américaine. C'est une question qui intéresse le prolétariat et les opprimés du monde entier.

En espérant pouvoir mener avec vous un débat internationaliste fructueux pour la cause du prolétariat et de tous les opprimés, et avec nos salutations ouvrières révolutionnaires,

Antoni Mivani,
pour le Groupe CRI (France)

LES TRUSTS DU DISQUE ET DE L'INFORMATIQUE : OBSTACLES AU PROGRÈS DE LA CULTURE, DE LA LIBERTÉ ET DE LA TECHNIQUE

Ces dernières années, le développement des technologies de l'information et, en particulier, de l'Internet à haut débit, a ouvert la perspective de la distribution à coût quasi-nul des fruits de la culture et de la connaissance humaines. Cette perspective historique, comparable dans sa portée à l'avènement de l'imprimerie au XV^e siècle, contient cependant en germe la ruine des grandes multinationales de l'industrie de l'information. Afin de préserver leurs profits mirobolants, celles-ci mènent aujourd'hui, avec leur meute de politiciens, lobbyistes, juristes et journalistes, une violente offensive sur tous les plans :

- sur le plan politique : renforcement des pouvoirs de l'OMPI (Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle), projet de directive européenne sur le brevet logiciel, projet de loi DADVSI en France...

- sur le plan juridique : procès en règle contre des internautes qui partagent des fichiers musicaux ou des films sur les réseaux « peer-to-peer »...

- sur le plan technique : intégration des DCU (Dispositifs de Contrôle d'Utilisation) dans les CD, les DVD, et les fichiers téléchargés payants, projet de « trusted computing » initié par Microsoft, Intel et les majors des industries cinématographique et phonographique pour surveiller et contrôler à distance les ordinateurs du monde entier...

- sur le plan médiatique enfin : promotion de ce qu'ils appellent « la propriété intellectuelle » comme fondement de la société humaine, criminalisation des internautes « pirates », calomnies contre les projets de logiciels libres...

Ces attaques montrent à quel point la logique capitaliste — qui consiste non pas dans la satisfaction des besoins humains, mais dans la recherche de profits toujours importants — est en contradiction avec l'élévation culturelle et intellectuelle de l'humanité, alors même que les moyens techniques existent et ne demandent qu'à être utilisés en ce sens. Corrélativement, elles posent la question de la rupture

avec cette logique, afin de satisfaire véritablement aux besoins des hommes. Nous illustrerons nos propos avec les exemples des industries phonographique et informatique.

L'industrie phonographique

L'industrie de la musique atteint un chiffre d'affaires de l'ordre de 35 milliards de dollars dans le monde¹, dont 2 milliards en France². Cinq grandes multinationales (EMI, Sony, BMG, AOL-Time Warner et Vivendi-Universal) se partagent la quasi-totalité de ce marché juteux, et ne se gênent pas pour s'entendre sur des prix surélevés³. Ainsi, lorsque apparaît à l'horizon la menace du partage gratuit de la musique via l'Internet, ces multinationales se ruent à l'offensive pour préserver leurs profits démesurés.

Sur le plan technique, les supports des morceaux musicaux seraient verrouillés par des Dispositifs de Contrôle d'Usage (DCU). Ainsi la lecture des CD et DVD ne serait-elle possible que sur certains appareils (chaînes hi-fi, baladeurs numériques de certaines marques), celle des fichiers numériques ne serait possible que par certains logiciels (ce qui exclut par exemple les logiciels libres, voir *infra*). On ne pourrait plus copier, même pour une utilisation strictement personnelle, le contenu d'un CD plus d'un certain nombre de fois. Enfin, ces dispositifs permettraient le traçage de l'utilisation d'un fichier numérique : les informations (utilisateur, heure, date...) seraient collectées et envoyées via l'Internet aux parties intéressées à chaque utilisation.

Parallèlement, sur le plan juridico-politique, les industriels de la musique font pression pour que soient adoptées des lois légalisant ce genre de dispositifs liberticides et pénalisant ceux qui tentent de les contourner. C'est l'essence même du projet de loi DADVSI (Droit d'Auteur et Droits Voisins dans la Société de

l'Information) discuté en décembre dernier à l'Assemblée Nationale. D'après le rapporteur du projet de loi, il s'agit en effet d' « autorise[r] les mesures techniques de protection des œuvres, et en organise[r] la protection par des sanctions pénales lourdes »⁴. Mais sans attendre ce genre de lois, les multinationales frappent déjà, et lourdement. C'est ainsi qu'un utilisateur de réseaux « peer-to-peer » a été condamné à plus de 13 000 euros d'amende et de dommages et intérêts en février dernier. Et des centaines d'autres procès sont en cours.

Ainsi la législation vise-t-elle clairement à criminaliser les utilisateurs qui ne se plient pas au diktat des multinationales de la musique. Mais qui protège-t-elle réellement ?

À qui bénéficient les recettes de l'industrie de la musique ?

Comme nous l'avons souligné, les coûts marginaux de copie et de distribution des produits culturels sont rendus faibles, voire quasi-nuls, par les nouvelles technologies : le coût de fabrication d'un CD ou d'un DVD est de quelques fractions d'euro, celui de la distribution des fichiers numériques via l'Internet est quasi-nul, une fois les investissements sur les réseaux amortis⁵. Qu'est-ce qui justifie donc les prix élevés de ces produits culturels (20 euros en moyenne pour un CD vendu dans la zone Euro, 1 euro pour un morceau ou 10 euros pour un album sur les sites de téléchargement payant) ?

Selon les multinationales et leur meute de politiciens, les prix élevés et, corrélativement, les mesures visant à interdire le partage gratuit de la musique, ont pour but de garantir la « juste rémunération des artistes ». Mais que touchent réellement les artistes ? Selon les données du SNEP

⁴ Christian Vanneste, rapport numéro 2349 de l'Assemblée Nationale, déposé le 1er juin 2005.

⁵ Wladimir Mercouff et Dominique Pignon, *Libération* du 30 décembre 2005. Ajoutons que ces investissements sur les réseaux ont le plus souvent été assurés par l'État, et en aucun cas par les industriels de la musique.

¹ Martin Peitz et Patrick Waelbroeck, *An economist's guide to digital music*, 2004.

² Wladimir Mercouff et Dominique Pignon, « Libération » du 30 décembre 2005.

³ Martin Peitz et Patrick Waelbroeck, *An economist's guide to digital music*, 2004.

(Syndicat National de l'Édition Phonographique), les recettes (après déduction de la TVA) provenant de la vente d'un CD se répartissent comme suit : 7 % pour les paroliers ; 19 % pour l'interprète (moitié moins pour les artistes peu connus) ; 22 % pour la grande distribution ; 52 % pour les maisons de disque (dont 31 % consacrés à la promotion, au marketing)¹.

Les artistes ne touchent ainsi qu'une faible part des revenus que leurs œuvres rapportent. Les discours moralisateurs que tiennent nos politiciens sur la « juste rémunération des artistes », sur l'« encouragement à la création », etc., ne visent donc qu'à masquer leur véritable but : préserver le profit que des trusts de l'industrie musicale et de la grande distribution se font sur le dos des artistes et des utilisateurs.

Il convient enfin de s'interroger sur la « juste » rémunération des artistes. Il est vrai d'une part que la musique est une composante essentielle dans l'élévation culturelle et intellectuelle des êtres humains, et qu'à ce titre, le travail de l'artiste doit être rémunéré à un niveau décent. D'autre part, il faut aussi éradiquer la « starisation », phénomène marchand et d'aliénation culturelle à l'origine d'un gâchis considérable (salaire démesuré d'un nombre limité de « stars », coûts de promotion et de marketing démentiels...).

Nationalisation sans indemnités ni rachat des trusts phonographiques !

La logique capitaliste de rentabilité et de profit est ainsi en totale contradiction avec la satisfaction des besoins humains. Alors même que les moyens techniques nécessaires à la production et à la distribution en masse et à faible coût des œuvres musicales existent, l'accès à celles-ci est en pratique réservé à une minorité, et à un coût démesuré. Ceux qui tentent aujourd'hui de contourner ce système barbare sont ou seront bientôt frappés par de lourdes sanctions, car on ne défie pas impunément les trusts capitalistes.

Face à ce non-sens, il faut exiger la nationalisation, sous le contrôle des travailleurs, artistes et usagers, des trusts de l'industrie musicale avec leurs moyens de production (studios d'enregistrement, matériel technique

d'édition, usines de fabrication de CD, DVD...). Quant aux artistes, on peut très bien imaginer leur rémunération, à partir d'un certain seuil d'audience, à un niveau décent, disons le salaire d'un ingénieur qualifié. Une aide supplémentaire sera accordée aux artistes jeunes ou peu connus, afin d'encourager la création artistique.

C'est seulement dans ces conditions de rupture avec la logique capitaliste de rentabilité et de profit qu'on peut imaginer la perspective d'un réel foisonnement de la création artistique, d'un échange gratuit et généralisé des œuvres musicales, bref d'une véritable médiathèque universelle où tous les biens culturels, livres, films, chansons, et toutes les informations seraient mis en commun et librement accessibles.

L'industrie de l'informatique

Passons maintenant au cas des fabricants de logiciels informatiques, dont les intérêts sont étroitement mêlés à ceux des maisons de disque. La mise en place par exemple des DCU (Dispositifs de Contrôle d'Utilisation) nécessite le concours technique des fabricants de logiciels, et, en retour, leur généralisation assure à ces mêmes capitalistes une position de monopoles sur le marché des lecteurs de fichiers protégés. De plus, à l'ère de l'Internet à haut débit, l'aspect numérique, immatériel, des logiciels et des fichiers musicaux, pose des problèmes très semblables en termes de production, de réplique et de distribution.

Quelques éléments sur la fabrication d'un logiciel

Un logiciel est d'abord un *code source* qui contient des instructions, écrites dans un langage proche du langage naturel. Le code source a donc la forme d'un fichier texte, qui peut être lu et modifié par toute personne ayant quelques connaissances en informatique. Pour que ce code source puisse être interprété par l'ordinateur, il doit être traduit en un *fichier exécutable*, écrit quant en lui en langage machine, et qui n'est donc ni compréhensible, ni modifiable par un être humain.

La stratégie des trusts de l'industrie informatique est de vendre uniquement le fichier exécutable et de garder secret le code source. Et même lorsque des bouts de code source sont révélés, leur réutilisation est interdite ou subordonnée au paiement de licences dont le prix est souvent exorbitant.

Les communautés de logiciels libres : fonctionnement et valeur

Ces pratiques, qui ne sont pas des « dérives » mais, au contraire, des traits congénitaux, nécessaires, du fonctionnement capitaliste (on voit mal comment Microsoft pourrait mettre à la disposition du public le code source du logiciel Windows), suscitent bien des critiques, même en dehors du camp ouvrier. C'est ainsi que, depuis les années 1980, se sont développées des communautés de programmeurs et d'utilisateurs dont le but est de créer et promouvoir des programmes *libres*. Un programme libre garantit à tous la liberté de l'exécuter, d'étudier son fonctionnement, de l'adapter à ses propres besoins, de l'améliorer et de le redistribuer, afin que tout un chacun puisse profiter de ces améliorations.

Le fonctionnement de ces communautés repose en très grande partie sur le bénévolat. Avec le développement de l'Internet, des programmeurs et utilisateurs du monde entier peuvent coopérer dans le processus de fabrication et d'amélioration des logiciels. C'est ainsi que certains produits issus de ces communautés, comme le système d'exploitation GNU/Linux, le navigateur Mozilla, etc., rivalisent avec leurs concurrents non-libres (Windows, Internet Explorer, etc.), voire les dépassent en termes de performances.

Le travail de ces communautés montre qu'une coopération ouverte, libre, et financièrement désintéressée peut être bien plus efficace qu'un fonctionnement fondé sur le secret, la concurrence et la recherche du profit maximal. Et n'hésitons pas à dire que les principes qui animent aujourd'hui ces bénévoles seront parmi ceux sur lesquels reposera la future société communiste.

Il faut cependant garder à l'esprit qu'un tel fonctionnement coopératif et bénévole n'est possible que dans le domaine restreint de l'informatique, car l'investissement initial en moyens de production y est assez faible : il suffit en gros d'un ordinateur et d'une connexion à l'Internet. Et, même à l'intérieur de ce domaine, les communautés de logiciel libre sont constamment sous la menace des multinationales, sur le plan juridique (projet de loi instaurant un brevet sur les logiciels, qui permettrait aux trusts de poursuivre en justice les communautés de logiciel libre),

¹ http://mp3.deepsound.net/articles_musique_d.php?id=00010 (citant les données du SNEP, Syndicat National de l'Édition Phonographique).

technique (généralisation des formats de fichier secrets comme les .doc, .wma ou protégés par les DCU que les logiciels libres ne pourraient pas lire) et économique (pression sur les fabricants de matériels informatiques pour ne pas dévoiler les spécifications de leurs produits, de sorte que les logiciels libres soient incapables de les utiliser)...

Nationalisation sans indemnités ni rachats des trusts de l'industrie du logiciel, financement public des communautés de logiciel libre !

Le secret et la « propriété intellectuelle » des logiciels sont indissociablement liés à la logique de rentabilité et de profit et entravent objectivement le progrès technologique. Du point de vue des utilisateurs, il s'agit du même non-sens que pour la musique numérique : *une fois qu'un logiciel ou qu'une œuvre musicale ont été créés, leur réplique et leur distribution via*

L'Internet peuvent se faire à un coût très faible. De manière encore plus criante que dans les secteurs traditionnels de l'industrie, *seule la logique capitaliste d'appropriation privée des fruits du travail social* empêche le libre accès de tous aux bénéfices qu'apportent les produits informatiques et artistiques.

Mais déjà on entend venir de loin l'objection selon laquelle, si les logiciels étaient gratuits, personne n'aurait intérêt à les fabriquer et il n'y aurait donc plus de progrès. Or il suffit de remarquer que, comme dans le cas de l'industrie phonographique, ce ne sont ni les ingénieurs, ni les travailleurs des trusts de l'informatique — ceux qui fournissent réellement un travail productif — qui bénéficient des revenus des logiciels, mais les actionnaires de ces trusts. Ainsi les actionnaires principaux de Microsoft, Cisco Systems, Google, etc. comptent-ils parmi les personnes les plus riches de la planète. Enfin, l'exemple des communautés de

logiciel libre montre de manière éclatante qu'un travail coopératif dans l'intérêt général de la population est possible et même très efficace.

Il est alors indispensable aux militants révolutionnaires de mobiliser les travailleurs et la population pour exiger la *nationalisation des trusts de l'informatique*, sans indemnités ni rachats, et sous le contrôle des travailleurs et des usagers. Il faut également imposer la publication du code source de tous les programmes et se battre pour un financement public conséquent des communautés de logiciel libre, vecteurs de progrès et modèles prometteurs d'organisation du travail. Ici comme ailleurs, il est plus que jamais nécessaire de rompre avec la logique capitaliste de rentabilité et de profit, pour que le savoir, la culture et la technologie puissent se développer sans entrave et en même temps bénéficier à toute la population.

Quôc-Tê Phan

HISTOIRE

LES HORREURS DU COLONIALISME FRANÇAIS... ET SES SUPPÔTS PS ET PCF

Une loi honteuse a conduit la bourgeoisie française, ces derniers temps, à faire une incursion timorée dans le passé colonial de la France. L'article 4 de la loi du 23 février 2005 exige en effet que « les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord ». Huit mois après ce vote, à propos duquel Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste, a déclaré : « Nous avons manqué de vigilance »..., le PS, en la personne de Dominique Strauss-Kahn, a déposé une proposition de loi demandant le retrait de cet article. Le PS s'était bien gardé, durant ces huit mois, de mobiliser contre ce texte, contrairement à un groupe d'historiens qui avaient immédiatement réagi en lançant une pétition exigeant son abrogation. Mais, en novembre, il s'agissait de toute évidence, pour la « gauche », de se refaire une virginité après la révolte des jeunes de banlieue qui a manifesté de manière éclatante le rejet de cette société qui ne leur offre aucun avenir. Facile ! Pour le PS, demander l'abrogation de cet article ignominieux ne coûte rien ou pas

grand-chose, tout au plus quelques voix de « rapatriés » parmi les plus réactionnaires. Ceux-là comptent, cependant, pour certains dirigeants dits « socialistes », comme Georges Frêche : « Ici, à Montpellier, c'est eux qui font les élections », a expliqué le président du Conseil régional du Languedoc-Roussillon, qui a, avec impertinence mais non sans pertinence, traité ses amis de « gugusses du PS qui font une opération politicienne ». Il a aussi assuré qu'il était « juste de reconnaître le rôle positif de la France en Algérie ».

Mais que les dirigeants socialistes récuse le terme de « rôle positif » ou qu'ils le reprennent à leur compte, eux et leurs compères du PCF ne sauraient faire oublier la complicité directe de ces deux partis dans les atroces méfaits du colonialisme français. D'autant moins que les actuels dirigeants PS et PCF, qui voudraient se draper dans les habits de la vertu anticolonialiste, cautionnent en fait le néocolonialisme pratiqué aujourd'hui par les gouvernements de droite... et de gauche. Car ces gouvernements sont tous à la botte de la bourgeoisie

française ; or l'exploitation des ex-colonies joue, aujourd'hui comme hier, un rôle éminemment « positif »... pour ses profits.

« Rôle positif de la présence française outre-mer » ? Retour sur quelques horreurs du colonialisme français

Massacres et barbarie de la conquête

La « présence française outre-mer », c'est d'abord la conquête. Une conquête d'une barbarie inouïe, où la « France des droits de l'homme » a atteint des sommets dans l'immonde, le plus souvent au nom de « la civilisation ». La conquête de l'Algérie, à partir de 1830, est menée au moyen de pillages et de viols, de razzia et autres destructions systématiques pour contraindre les tribus à la soumission. Un officier, le colonel de Montagnac, décrit ces méthodes en 1843 : « *Il faut anéantir tout ce qui ne rampera pas à nos pieds comme des chiens.* » En 1845, le général Pélissier enfume un millier

d'Arabes dans une grotte de Dahra¹. Quant aux « gens qui n'étaient pas massacrés », ils « mouraient de faim, de malnutrition et de maladies »².

Il en va de même pour la conquête de l'Indochine, dans les années 1880 : exécutions capitales, villages brûlés et rasés, civils massacrés y accompagnent l'installation des colons français... Des soldats, à l'époque, témoignent de ces atrocités : « En passant dans les villages, nous avons le droit de tout tuer et piller lorsque les habitants ne voulaient pas se soumettre. Aussi nous n'avons pas manqué de poulets et de cochons... Nous partons le soir vers dix et onze heures, nous allons dans les villages et nous surprenons les habitants au lit. Nous tuons tout, hommes, femmes, enfants, à coups de crosse de fusil et à la baïonnette, c'est un vrai massacre. »³ En juillet 1885, les troupes françaises font l'assaut de la citadelle de Hué, dans le centre du Vietnam ; elles incendient, pillent et massacrent : « Les palais, les archives, la bibliothèque, tout un héritage culturel précieux, furent réduits en cendres. »⁴ La colonisation engendre dans la péninsule indochinoise une véritable catastrophe démographique. Les massacres liés aux guerres de conquête et les maladies apportées par les colons et leurs armées détruisent un tiers de la population, parfois davantage en Afrique noire.

Spoliation et néo-esclavagisme

Après la conquête, « la présence française outre-mer », c'est d'abord, pour les peuples colonisés, la spoliation et le travail forcé. Les peuples colonisés sont victimes du vol de leurs biens, lorsque les colons s'accaparent les meilleures terres. En Algérie notamment, cette dépossession foncière engendre une « *paupérisation profonde du monde rural* »⁵,

¹ Marc Ferro, « La conquête de l'Algérie », in Marc Ferro (dir.), *Le livre noir du colonialisme XVIIe-XXIe siècle : de l'extermination à la repentance*, Paris, Robert Laffont, 2003, p. 492.

² Catherine Coquery-Vidrovitch, « Évolution démographique de l'Afrique coloniale », in Marc Ferro (dir.), *Le livre noir du colonialisme*, op. cit., p. 558.

³ Ch. Fourniau, *Annam Tonkin, 1885-1896*, cité par Pierre Brocheux, « Le colonialisme français en Indochine », in Marc Ferro (dir.), *Le livre noir du colonialisme*, op. cit., p. 354.

⁴ Pierre Brocheux, « Le colonialisme français en Indochine », *ibidem*, p. 355.

⁵ Bernard Droz et Évelyne Lever, *Histoire de la guerre d'Algérie 1954-1962*, Paris,

qu'accompagne une dégradation de l'habitat. Si « rôle positif » il y a, ce ne peut être que pour la bourgeoisie impérialiste française qui y engrange de faramineux bénéfices, avec des taux de profits particulièrement élevés, bien supérieurs à ceux des entreprises exerçant leur activité en métropole ou à l'étranger : vers 1913, ces taux atteignent 30 % pour la Compagnie des phosphates et chemins de fer de Gafsa, 35 % pour les Charbonnages du Tonkin, 39 % pour les chemins de fer de Dakar à Saint-Louis, 50,8 % pour les Distilleries d'Indochine et 56,5 % pour la Banque de l'Indochine⁶. L'exploitation des ressources et, pour y aider, la construction de chemins de fer, n'y servent que les intérêts des capitalistes colonisateurs. Mais pas ceux des colonisés, qui subissent une effroyable exploitation. 130 000 Africains sont réquisitionnés pour construire la ligne de chemin de fer Congo-Océan et plusieurs dizaines de milliers y périssent. De rares textes dénoncent alors ces conditions de travail meurtrières : « Dans un coin de cette forêt, entre Pointe-Noire et Brazzaville, au Mayumbe, [...] cinquante mille Noirs ont payé de leur vie l'inutile établissement d'une petite ligne de chemin de fer qui pouvait passer ailleurs, mais qui, de cette façon, a rapporté trois milliards à des entrepreneurs que la justice veut ignorer. »⁷ Les conditions de travail sont également fort proches de l'esclavage pour les « coolies » indochinois, battus à mort parfois par leurs contremaîtres, dans les plantations d'hévéas notamment, au profit du capitaliste Michelin. En de nombreux endroits, le travail forcé est généralisé, notamment dans ces villages du Sénégal, de Guinée ou de Côte d'Ivoire où l'on trouve, en 1913 encore, des esclaves rachetés à des trafiquants africains et contraints de travailler dans des camps⁸. Au début du XXe siècle, sur les quelque huit millions d'habitants que compte l'Afrique occidentale française (AOF), deux millions sont des « non libres » ; ils travaillent comme porteurs ou comme manœuvres sur les chantiers

Le Seuil, 1982, p. 20.

⁶ Jacques Marseille, *Empire colonial et capitalisme français. Histoire d'un divorce*, Paris, Albin Michel, 1984, [rééd. Le Seuil], p. 109-111.

⁷ M. Sauvage, *Les Secrets de l'Afrique noire*, Paris, Denoël, 1937.

⁸ Gilles Manceron, *Marianne et les colonies. Une introduction à l'histoire coloniale*, Paris, La Découverte, 2003, p. 205.

de construction de chemin de fer, tandis que d'autres sont enrôlés comme tirailleurs. En Afrique équatoriale française (AEF), le recours au travail forcé est encore plus massif. Sous la IVe République, une loi est adoptée (le 11 avril 1946) assurant que « le travail forcé est interdit de façon absolue dans les territoires d'outre-mer » : c'est dire s'il avait perduré jusque-là. Mais de vrai travail avec des salaires dignes, il n'y en a point, ou peu, pour les colonisés. À la veille de la guerre d'indépendance, l'industrialisation n'a créé que 15 000 emplois pour les Algériens. Le chômage en Algérie est évalué, en 1954, à 25 % de la population masculine en âge de travailler⁹. À part une oligarchie foncière, les trois quarts des Algériens n'ont pas un niveau de vie décent. Moins de 13 % des enfants ont accès à l'école publique.

Chair à canon et zoos humains

Pour le colon, la vie d'un indigène ne vaut que par le profit qu'il rapporte. Paru en 1887, un récit d'aventures exotiques indique, en guise de légende associée à une gravure qui montre des Blancs massacrant des Africains : « Ils tirent habituellement sur les indigènes pour nourrir leurs chiens. »¹⁰ Or, les « verdicts de race » sont monnaie courante aux colonies : les colons coupables de meurtre contre des colonisés sont condamnés à de la prison avec sursis ou doivent verser un « dédommagement » dérisoire. Les colonisés sont surtout bons à servir de chair à exploitation, ou de chair à canon lorsque la France est engagée dans un conflit impérialiste. Pendant la Première Guerre mondiale, 600 000 soldats et travailleurs coloniaux sont enrôlés dans cette guerre : cela représente, pour ces territoires peu peuplés à l'époque, une gigantesque ponction. De véritables chasses à l'homme sont menées pour recruter des soldats et les révoltes, celles des peuples d'Indochine ou de Volta en 1915, par exemple, sont impitoyablement matées. 81 000 soldats coloniaux, enrôlés dans les troupes d'assaut et envoyés en première ligne, périssent sur les champs de bataille de la bourgeoisie impérialiste. Clemenceau déclare alors au sujet des « indigènes » : « Je leur ai dit qu'ils étaient en train de se libérer

⁹ Bernard Droz et Évelyne Lever, *Histoire de la guerre d'Algérie 1954-1962*, op. cit., p. 39.

¹⁰ Cité par Gilles Manceron, *Marianne et les colonies*, op. cit., p. 137.

eux-mêmes en venant se battre avec nous, que nous devenions fils de la même civilisation. »

La République française « une et indivisible » se gargarise alors d'universalisme et d'humanisme, mais pratique dans les faits un racisme poussé à un point tel que l'humiliation devient une « attraction ». Des années 1880 aux années 1930, c'est-à-dire au cœur de la Troisième République, elle invente de véritables zoos humains, « spectacles exotiques » qui encagent des Dahoméens au Jardin d'acclimatation de Paris et des « Zoulous » aux Folies-Bergères¹. Lors de l'Exposition universelle, en 1889, sont « reconstitués » au pied de la tour Eiffel des « villages nègres » et des « villages canaques », dont on force les occupants à rester enfermés à moitié nus. Lorsque la République célèbre, en 1930, le centenaire de la prise d'Alger, elle présente des Algériens déguisés en « tribus vaincues » dans les costumes de 1830. Lors de l'Exposition coloniale, l'année suivante, des Canaques de Nouvelle-Calédonie, francophones et alphabétisés, sont exhibés comme des cannibales, « contraints de poser à moitié nus et maquillés en guerriers »²

Les révoltes écrasées dans le sang

Une répression sanglante frappe toute tentative d'insurrection et de révolte populaire. En 1931, dans la garnison de Yen Bay, en Indochine, lorsque les tirailleurs se soulèvent à l'initiative du Parti révolutionnaire national, la répression est féroce : 3 000 morts. Au même moment, en 1930-1931, le soulèvement paysan généralisé à l'ensemble du Vietnam est lui aussi écrasé dans le sang ; le nombre de victimes n'en est pas connu, mais on sait que le commandement a reçu l'ordre de « réprimer, tuer, faire le moins de prisonniers possible »³. La répression de l'insurrection en Cochinchine, en 1940-1941, fait elle aussi plusieurs milliers de morts. Le 8 mai 1945, des milliers de manifestants nationalistes (protestant contre la déportation du dirigeant nationaliste Messali Hadj dans l'extrême Sud du pays, puis au Gabon), sont abattus par l'armée française à Sétif et à Guelma en Algérie : expéditions punitives, ratissages, répression atroce pendant

plusieurs semaines. En outre, l'armée française enlève et abat systématiquement les bestiaux pour affamer les villageois réfugiés dans les montagnes. « *Certains douars, après le retour de leurs habitants, resteront sans ravitaillement pendant une assez*

longue période. »⁴ À la même date, une révolte (moins connue) est elle aussi violemment réprimée à Douala au Cameroun. En novembre 1946, le bombardement du port de Haiphong fait 6 000 morts vietnamiens. En mars 1947, plusieurs milliers de Malgaches insurgés — entre 11 000 et 80 000 selon les estimations — sont massacrés. « *La riposte coloniale se déploie sur deux plans que l'on pourrait appeler l'atrocité policière en ville, d'une part, et l'atrocité militaire à la campagne, d'autre part.* »⁵ L'armée française torture, brûle et pille des villages, exécute sans jugement, largue des prisonniers depuis des avions, pour terroriser les populations des villages sur lesquels ces corps sont jetés. C'est bel et bien là une « terreur d'État », pratiquée directement par les gouvernements de la République française.

PS et PCF, suppôts du colonialisme français d'hier... et d'aujourd'hui

Mais au fait, qui siège à l'époque dans ces gouvernements ? Des dirigeants socialistes et communistes ! Jusqu'en mai 1947, les gouvernements sont « tripartites » : « socialistes », « communistes » et membres du MRP. Les massacres en Algérie, en Indochine, au Cameroun et à Madagascar qui viennent d'être évoqués ont tous lieu sous l'autorité de gouvernements où participent la SFIO (PS) et le PCF, sous la présidence du « socialiste » Vincent Auriol !

Le PS (SFIO) a toujours soutenu la colonisation et la politique coloniale de l'impérialisme français

Comment expliquer pareilles avanies de la part de partis qui se réclament de la classe ouvrière et du socialisme ? Pour le comprendre, il faut rappeler que la social-démocratie classique a toujours considéré que les « Lumières » pouvaient être apportées par les « civilisations supérieures » aux « inférieures ». C'est cette conviction qui fait dire à Jaurès lui-même, lors d'une conférence à l'Alliance française en 1884 : « *Quand*

³ Centre des Archives d'Outre-mer, Fonds Indochine, 1597, cité par Pierre Brocheux, « Le colonialisme français en Indochine », in Marc Ferro (dir.), *Le livre noir du colonialisme, op. cit.*, p. 368 (note).

⁴ Yves Benot, *Massacres coloniaux. 1944-1950 : la IV^e République et la mise au pas des colonies françaises*, Paris, La Découverte et Syros, 1994, 2001, p. 31.

⁵ *Idem*, p. 528.

¹ Cf. Nicolas Bancel, Pascal Blanchard, *De l'indigène à l'immigré*, Paris, Gallimard, 1998, p. 19.

² Gilles Manceron, *Marianne et les colonies, op. cit.*, p. 126.

nous prenons possession d'un pays, nous devons amener avec nous la gloire de la France, et soyez sûrs qu'on lui fera bon accueil, car elle est pure autant que grande [...]. Là où la France est établie, on l'aime, là où elle ne fait que passer, on la regrette ; partout où sa lumière resplendit, elle est bienfaisante ; là où elle ne brille plus, elle a laissé derrière elle un long et doux crépuscule où les regards et les cœurs restent attachés. »¹ Quatorze ans plus tard, Jaurès persiste et signe, en assurant encore : « *Si quelques fous songeaient à dépouiller la France de son domaine colonial, toutes les énergies françaises et toutes les consciences droites dans le monde se révolteraient contre pareille tentative.* »² Léon Blum s'inscrit parfaitement dans cette continuité lorsqu'il affirme, dans une déclaration à la Chambre des députés en 1925 : « *Nous admettons le droit et même le devoir des races supérieures d'attirer à elles celles qui ne sont pas parvenues au même degré de culture.* »³

Cela explique que les socialistes, une fois parvenus au pouvoir, assument complètement la politique coloniale française. En 1936, le Front populaire auquel participent la SFIO et le PCF propose tout au plus, dans son programme, une « *commission d'enquête parlementaire sur la situation politique, économique et morale dans les territoires français d'outre-mer* ». La seule avancée réalisée par le gouvernement du Front populaire est l'amnistie partielle de nationalistes croupissant dans les geôles françaises. Blum se risque aussi à un projet timoré et minimaliste à propos de l'Algérie, connu sous le nom de « *projet Blum-Viollette* » (Maurice Viollette est un député libéral) : il s'agit d'accorder la citoyenneté française à 25 000 Algériens, anciens gradés, soldats décorés, diplômés, fonctionnaires, élus et responsables syndicaux⁴. En fait, devant la pression de la droite, Blum retire le projet. Plus tard, en 1947, le statut proposé pour l'Algérie par le « *socialiste* » Édouard Depreux (futur fondateur du PSU) et voté par les « *socialistes* » (sans susciter l'opposition des « *communistes* », qui se contentent de s'abstenir) entérine l'inégalité fondamentale entre colons

et colonisés : deux collèges électoraux sont créés, le premier comprenant les « *citoyens français de plein droit* » et 58 000 « *citoyens de statut local* » parmi les « *musulmans* », le second réunissant 1 300 000 « *musulmans* » qui élisent une Assemblée algérienne. La voix d'un Européen vaut ainsi huit voix d'Algériens.

Et c'est toujours, officiellement, pour continuer à répandre les bienfaits de « *civilisation* » française en Algérie que le gouvernement du « *socialiste* » Guy Mollet se fait accorder tous pouvoirs (les fameux « *pouvoirs spéciaux* ») afin de prendre « *toute mesure exceptionnelle en vue du rétablissement de l'ordre en Algérie* ». Ce gouvernement envoie 400 000 jeunes du contingent et couvre les regroupements forcés de villageois et la torture pratiquée par l'armée française. Cette manière de mener la guerre en Algérie est parfaitement assumée par le président du Conseil « *socialiste* » : il rappelle à ses ministres, en novembre 1956, que « *tout le monde est dans la même charrette. [Il n'y a] pas de politique Robert Lacoste* [alors ministre résidant en Algérie]. *Il s'agit d'une politique*

gouvernementale. »⁵ Mitterrand, s'il n'est pas encore membre du PS, est Garde des Sceaux de ce gouvernement Mollet, après avoir été ministre de l'Intérieur des précédents⁶.

Le PCF stalinisé s'est vite rallié à la politique coloniale

Contre la politique de la SFIO, le parti communiste avait été fondé, en 1920, sur des bases révolutionnaires et anticolonialistes, dans le sillage de la révolution d'Octobre. La huitième des vingt et une conditions d'admission dans l'Internationale communiste, adoptées par le congrès de Tours en décembre 1920, est sans ambiguïtés : « *Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou oppriment des nations doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout parti appartenant à la III^e Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de "ses" impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de*

⁴ Bernard Droz et Évelyne Lever, *Histoire de la guerre d'Algérie 1954-1962*, op. cit., p. 26.

⁵ Cité in Raphaëlle Branche, *La torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie 1954-1962*, Paris, Gallimard, 2001, p. 82.

⁶ Ceux qui, au PS, ont encensé Mitterrand en commémorant le dixième anniversaire de sa mort ont soigneusement passé sous silence son action colonialiste (entre autres). Or Mitterrand n'a presque pas cessé d'être ministre sous la IV^e République, en particulier pendant la guerre d'Algérie. En 1954, il interdit la manifestation du 14 juillet : chaque année, le 1^{er} mai et le 14 juillet, des ouvriers algériens membres du MTLD (le Mouvement des travailleurs pour les libertés démocratiques) manifestaient aux côtés des ouvriers français ; le 14 juillet 1953, la police avait tué six manifestants, ouvriers algériens. Lorsque commence la guerre d'indépendance algérienne, en novembre 1954, Mitterrand utilise, le 5 puis le 7 novembre, des formules devenues célèbres : « *La seule négociation, c'est la guerre* » ; « *l'Algérie c'est la France et la France ne reconnaîtra pas chez elle d'autre autorité que la sienne* ». Garde des Sceaux, il signe en mars 1956 un décret qui dessaisit considérablement la justice civile au profit des tribunaux militaires, pour faciliter la répression sommaire. Malgré les premières révélations sur la torture pratiquée par l'armée française, Mitterrand reste jusqu'au bout dans le gouvernement Mollet.

¹ Cité in Nicolas Bancel, Pascal Blanchard, *De l'indigène à l'immigré*, op. cit., p. 103.

² Cité in Gilles Manceron, *Marianne et les colonies*, op. cit., p. 226.

³ Cité *ibidem*, p. 235.

nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux. » Suivant cette orientation, le jeune parti communiste s'engage fortement, au début des années 1920, dans le combat contre les opérations coloniales françaises, en particulier contre la guerre du Rif, au Maroc, en 1923.

Mais la soumission du parti communiste aux intérêts de la bureaucratie soviétique en voie de constitution sous la direction de Staline conduit à son abandon de l'anticolonialisme, comme de toute orientation réellement révolutionnaire. C'est au moment de la constitution du Front populaire que ce retournement traître se révèle dans toute son horreur : comme en bien d'autres domaines, et sur ordre de Staline, la lutte de classe est abandonnée en faveur d'une alliance nationale. « La France » doit désormais être défendue en tant que telle et son Empire colonial doit être protégé. Dès 1935, les députés du PCF votent au Parlement les crédits militaires du gouvernement Laval — donc en particulier les crédits des opérations coloniales —, contrairement à ce qu'ils avaient toujours fait depuis 1920. Le parti communiste, appelé jusqu'à présent Section Française de l'Internationale Communiste (SFIC) devient Parti communiste français et même bien français. Il reprend le drapeau tricolore nationaliste comme emblème à côté du drapeau rouge, et *La Marseillaise* comme hymne ajouté à *L'Internationale*.

En mai 1945, les dirigeants du PCF, pour justifier la répression des manifestations nationalistes de Sétif et Guelma par le gouvernement tripartite auquel ils participent, les présentent comme un complot fasciste¹. *L'Humanité* invente de toutes pièces, le 12 mai, un complot de fonctionnaires de Vichy comme cause du soulèvement. Un mois plus tard a lieu le Congrès du PCF. Le représentant du Parti communiste algérien, Caballero, y affirme : « *Ceux qui réclament l'indépendance de l'Algérie sont des agents conscients ou inconscients d'un autre impérialisme. Nous ne voulons pas changer un*

¹ Marc Ferro, « En Algérie : du colonialisme à la veille de l'insurrection », in Marc Ferro (dir.), *Le livre noir du colonialisme*, op. cit., p. 510.

cheval borgne pour un cheval aveugle. » Et les congressistes applaudissent. Maurice Thorez affirme alors que les populations d'Afrique du Nord « *savent que leur intérêt est dans l'union avec le peuple de France* »². À la fin des années 1940, le parti communiste condamne « *la pseudo-indépendance qui ne pourrait que renforcer l'impérialisme américain* »³. Après les dizaines de milliers de victimes de Madagascar, en 1947, le dirigeant communiste Georges Cogniot, dans *L'Humanité*, continue de vouloir sauver l'Union française (nouveau nom de l'Empire colonial)⁴. Pendant toute la durée du conflit algérien, le PCF réclame la « *paix en Algérie* » ou encore le « *règlement pacifique de la question algérienne* », passant sous le boisseau la revendication primordiale de l'*indépendance*. En fait, les députés communistes votent en 1956 les pouvoirs spéciaux au gouvernement de Mollet, Mendès-France et Mitterrand. La direction du PCF condamne les jeunes du contingent qui désertent et exclut ses propres membres déserteurs.

PS et PCF soutiennent toujours le néocolonialisme français

Dès 1966, Mitterrand propose au Parlement une loi pour la « *réintégration de plein droit dans les fonctions, emplois publics ou ministériels ainsi que les divers droits à pension* » des membres de l'Organisation de l'armée secrète (OAS, groupe d'extrême droite dont les membres luttèrent pour la préservation de « l'Algérie française »). En 1981, avant l'élection présidentielle, Mitterrand promet l'amnistie et la réhabilitation pour les membres de l'OAS et pour les généraux putschistes. Il s'agit de gagner des voix de rapatriés aux dépens de la droite : « *Les associations de pieds-noirs, et en particulier Jacques Roseau, négocient avec le candidat socialiste à la présidentielle de 1981, François Mitterrand : en échange d'une promesse d'amnistie totale, il semble qu'elles aient décidé de demander aux rapatriés de voter pour lui.* »⁵ Le projet de loi accordant une amnistie

² Cité par Yves Benot, *Massacres coloniaux*, op. cit., p. 59.

³ Marc Ferro, « En Algérie : du colonialisme à la veille de l'insurrection », in Marc Ferro (dir.), *Le livre noir du colonialisme*, op. cit., p. 510.

⁴ Yves Benot, *Massacres coloniaux*, op. cit., p. 131.

générale est adopté le 23 novembre 1982, après que le gouvernement Mauroy eut engagé sa responsabilité sur cette question.

Dans les vingt-cinq dernières années, la politique néo-coloniale de la France a été dirigée de la même façon par la droite et par la « gauche », PCF inclus. Pour les uns comme pour les autres, il n'est pas question de toucher au « pré carré » que constituent les anciennes colonies de l'impérialisme français : il est source de juteux bénéfices. Le pillage des richesses de ces pays devenus « indépendants » se poursuit, sous la coupe d'entreprises comme Bouygues, Bolloré, et autres Total-Fina-Elf. Les réseaux de la Françafrique, si efficaces sous Mitterrand et son fils Jean-Christophe, dit « Papamadi », autour de la cellule africaine de l'Élysée, ne souffrent pas de remise en cause. Mitterrand, comme ses prédécesseurs, a soutenu les pires dictateurs, du Zaïrois Mobutu Sese Seko au Gabonais Omar Bongo⁶, en passant par le Rwandais Juvénal Habyarimana. En 1990, la France de Mitterrand a déployé un millier de soldats au bénéfice de ce dernier et a fourni des armes à ses troupes, les FAR. Or, à l'époque, ce régime menaçait en permanence la minorité tutsie⁷, ce qui conduira, en 1994, au génocide. D'après certains témoins, la France aurait même continué à équiper les FAR « *longtemps après le début du génocide* »⁸. Si elle n'a pas directement participé au génocide des Tutsis (un million de morts), elle a, au minimum, « *soutenu des gens qui l'ont orchestré* »⁹.

Aujourd'hui comme hier, la France est la seule puissance anciennement colonisatrice à posséder des bases militaires en Afrique : en Côte-d'Ivoire, au Tchad, en Centrafrique, au Sénégal, au Gabon, à Djibouti, à Mayotte. Des conseillers militaires y assistent certaines armées, comme au Togo. Et les interventions militaires néo-coloniales s'y sont multipliées : en Guinée, au Tchad, au Gabon, en Côte-d'Ivoire. Un soutien sans faille a été

⁵ Raphaëlle Branche, *La guerre d'Algérie : une histoire apaisée ?*, Paris, Le Seuil, 2005, p. 31.

⁶ En mars 1990, Mitterrand soutient par exemple directement Bongo lorsque celui-ci instaure le couvre-feu contre un mouvement de grève et de révolte.

⁷ Colette Braeckman, *Les nouveaux prédateurs. Politique des puissances en Afrique centrale*, Paris, Fayard, 2003, p. 220.

⁸ Patrick May, *Le Monde*, 13 janvier 2006.

⁹ *Idem*.

accordé à Gbagbo par Jospin (Laurent Gbagbo est membre de l'« Internationale socialiste », comme le PS français). Le PS et les autres forces « de gauche » soutiennent depuis le début les opérations militaires françaises en Côte d'Ivoire, notamment l'opération « Licorne ». La récente affaire « Firmin Mahé » ne semble bien être que la partie émergée d'un iceberg répressif, dont on a mesuré l'ampleur en novembre 2004, lorsque l'armée française a tiré à balles réelles sur des Ivoiriens manifestant contre sa présence, faisant plusieurs morts et des dizaines de blessés¹. Cela rappelle le temps, pas si lointain, des années 1950, où la Côte-d'Ivoire était déjà l'une des zones où la répression coloniale était la plus systématique.

Contre la « République française » de la bourgeoisie, contre les dirigeants du PS et du PCF qui la soutiennent quand ils ne la dirigent pas, les communistes révolutionnaires doivent être à l'avant-garde de la dénonciation et du combat non seulement contre le colonialisme français d'hier, mais contre celui d'aujourd'hui :

• **Retrait immédiat et inconditionnel des troupes françaises de tous les pays où elles interviennent, avec ou sans la caution de l'ONU !**

• **Pas un sou, pas un homme pour les opérations militaires !**

• **À bas la « dette » publique et privée par laquelle l'impérialisme français et ses gouvernements successifs étranglent les peuples !**

Laura Fonteyn

AU SOMMAIRE

FRANCE : L'heure est au bilan, aux discussions de fond et au regroupement politique (p. 3)

APPEL POUR UNE TENDANCE INTERSYNDICALE de lutte de classe et anti-bureaucratique (p. 7)

SYNDICALISME ÉTUDIANT : Pour la fusion des syndicats de lutte (p. 9)

LUTTE DES CLASSES : Les nouvelles attaques de Villepin-Sarkozy (p. 9)

CONGRÈS DU PCF : Les militants condamnés à « choisir » entre le « socialisme bourgeois » de la direction et le réformisme illusoire des opposants (p. 11)

LE PROGRAMME ET LE PARTI : De la perspective communiste au problème des médiations révolutionnaires organisées (p. 15)

DÉCLARATION du CC-POR (Argentine) et du Groupe CRI (France) pour une tendance internationale commune (p. 18)

BRÉSIL : Critique du projet de programme du PSOL (Lettre ouverte du Groupe CRI) (p. 22)

LEUR SOCIÉTÉ : Les trusts du disque et de l'informatique : obstacles au progrès de la culture, de la liberté, de la technique (p. 29)

HISTOIRE : Les horreurs du colonialisme français... et ses suppôts PS et PCF (p. 32)

DANS LE PROCHAIN NUMÉRO

Nous reviendrons dans le numéro de mars sur l'élection de Evo Morales comme président de la Bolivie. Le lecteur peut déjà se reporter à notre longue étude parue dans le n° 19 (septembre-octobre 2005).

¹ Cf. le tract du Groupe CRI du 12 novembre 2004, sur notre site <http://groupecri.free.fr/tracts.html>

